JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

(Application des articles 79 à 83 du règlement.)

Réforme de l'enseignement applicable en septembre 1977.

74. — 22 mars 1977. — **M. Georges Cogniot** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les décrets et autres mesures d'application pris par lui en vue de ce qu'on appelle « la réforme de l'enseignement » telle qu'elle doit s'appliquer en septembre 1977, suscitent l'opposition nette et déclarée de la grande majorité des enseignants comme de la principale association de parents, notamment parce que le niveau scolaire des élèves se trouve abaissé gravement tant par l'amputation des horaires au nom des actions de soutien que par la réduction des cours à cinquante minutes. Il demande s'il ne convient pas de donner satisfaction aux revendications que les maîtres et les parents ont formulées pour le bien des élèves, et cela en particulier par l'adoption des mesures suivantes : pas de classes de sixième de plus de trente élèves en aucun cas ; maintien des horaires actuels ; maintien et extension de tous les dédoublements pour travaux dirigés ; mise en œuvre d'enseignements de soutien par des dotations supplémentaires d'heures incluses dans le service des professeurs de chaque classe et mise en place d'enseignements de rattrapage, grâce à la création provisoire de groupes à effectifs de quinze élèves au maximum ; attribution des moyens nécessaires à une réelle gratuité.

Projet de déplacement de l'université de Vincennes.

75. — 22 mars 1977. — **M. Georges Cogniot** expose à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** que les projets de déplacement de l'université de Vincennes joints à l'insuffisance criante des crédits accordés et aux menaces pesant sur les étudiants étrangers, sur les enseignants associés, sur les chargés de cours payés en heures complémentaires, portent le personnel enseignant et les étudiants, en particulier les étudiants salariés non bacheliers, à redouter le démantèlement d'une institution qui, à bien des égards, et notamment par l'attention plus grande consacrée aux problèmes de notre temps, occupe une place à part sur le plan national et jouit d'un renom international. Il demande pour quelles raisons le secrétaire d'Etat et les pouvoirs publics n'interviennent pas pour obtenir de la ville de Paris le renouvellement du bail pour le terrain actuellement occupé et quelles sont les intentions réelles du secrétaire d'Etat relativement à l'expérience entreprise à Vincennes et au maintien des possibilités présentement offertes par cette institution aux non-bacheliers et aux salariés. Il demande si l'université de Vincennes n'est pas menacée principalement parce que la liberté de pensée, d'expression, d'analyse et de réflexion critique y a atteint un niveau vraiment digne des hautes études.

Politique des transports du Gouvernement.

76. — 23 mars 1977. — **M. Jacques Pelletier** indique à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** que la prise de conscience de l'importance de l'environnement et de l'amélioration de la qualité de la vie a considérablement transformé, ces dernières années, les critères de choix intervenant dans une politique des transports, non plus seulement axée sur la rentabilité, mais envisagée également comme un facteur d'amélioration de la qualité de la vie et un élément de civilisation. Par ailleurs, les difficultés de notre approvisionnement en énergie nous amènent à réfléchir sur le phénomène de l'automobile et l'avenir qu'il convient de lui réserver. Si les orientations du VII^e Plan tiennent compte de ces nouvelles exigences, l'imprécision des opérations à réaliser, du calendrier des travaux et des quantifications en valeur, à laquelle s'ajoutent les conséquences des mesures d'austérité prévues par le programme du Gouvernement pour redresser l'économie nationale, peuvent faire craindre un ajournement du Plan en matière des transports, alors que celui-ci constitue un minimum. L'action de l'Etat définie dans le VII^e Plan serait ainsi remplacée par une politique au coup par coup incapable de prévoir à long terme et dirigée uniquement en fonction des impératifs du jour. En conséquence, il lui demande de bien vouloir venir exposer devant le Sénat la politique des transports du Gouvernement.

Orientations de la politique d'aménagement du territoire dans les zones rurales.

77. — 26 mars 1977. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire**, de bien vouloir préciser les orientations nouvelles que le Gouvernement compte mettre en œuvre en matière d'aménagement du territoire, en particulier dans les zones rurales.

Aide à apporter aux industries de main-d'œuvre.

78. — 26 mars 1977. — **Mme Janine Alexandre-Debray** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** par quelles mesures il envisage, dorénavant, d'aider les industries de main-d'œuvre et, notamment, les métiers d'art et de création et l'artisanat d'art, afin que ces activités continuent de contribuer — non seulement au prestige artistique de la France —, mais très largement aussi aux recettes de son commerce extérieur.

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

(Application des articles 76 à 78 du règlement.)

Mesures tendant à assurer la survie de l'élevage ovin.

1961. — 25 mars 1977. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation difficile de l'élevage ovin dans certaines régions françaises et lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions que le Gouvernement compte prendre afin d'assurer la survie de celui-ci et de l'adapter éventuellement dans les zones difficiles aux nouvelles conditions de concurrence.

Airbus.

1962. — 25 mars 1977. — **M. Jean Francou** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** quelles sont les perspectives actuelles de fabrication et d'utilisation de l'Airbus.

Aide de l'Etat aux établissements régionaux pour les transports collectifs.

1963. — 25 mars 1977. — **M. Jean-Marie Bouloux** demande à **M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire** de bien vouloir lui préciser les conditions dans lesquelles les établissements publics régionaux seront appelés à organiser les transports collectifs dans les régions qui le désireront et quelles seront les modalités financières de l'aide de l'Etat à ce titre.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au Président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse, ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Résultats d'une enquête administrative.

23076. — 23 mars 1977. — **M. Charles de Cuttoli** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** sur l'information donnée par un hebdomadaire parisien, le 16 mars 1977. Selon cet hebdomadaire, le directeur général de la Compagnie Air-Inter a donné personnellement des instructions pour que les bagages d'un avocat ayant plaidé contre la compagnie soient systématiquement perdus. Si cette information est exacte, elle revêt un caractère de très grande gravité et révèle une conception du service public qui ne saurait être admise. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui confirmer si une enquête administrative a été ouverte au sujet de ces révélations et quelles sont les mesures qui seront prises si elles s'avèrent exactes.

Jeunes immigrés ayant fait leurs études en France : situation.

23077. — 23 mars 1977. — **Mme Catherine Lagatu** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés)** sur la situation qui est faite aux jeunes immigrés ayant fait leurs études en France. Lorsque ces jeunes travailleurs obtiennent une carte de travail, celle-ci n'est valable que pour un travail précis pendant une durée de trois ans. Ne devrait-on pas, quand il s'agit de jeunes, élevés en France, ayant suivi leurs études en France et bénéficiant d'une carte de séjour privilégié, leur accorder une carte de travail non discriminatoire, c'est-à-dire leur donner une carte de travail toutes professions ? De plus, en ce qui concerne les jeunes filles ou femmes immigrées, on les cantonne très souvent, seulement dans le travail du ménage et de la maison. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir prendre des mesures favorables aux jeunes immigrés ayant fait leurs études en France.

Personnel de l'action sanitaire et sociale : statut.

23078. — 23 mars 1977. — **M. Roger Poudonson**, se référant à la réponse à sa question écrite n° 21137 du 10 septembre 1976, demande à **Mme le ministre de la santé** de lui préciser l'état actuel de définition et de promulgation du statut du personnel de l'action sanitaire et sociale.

Régime des baux commerciaux : modification.

23079. — 23 mars 1977. — **M. Roger Poudonson**, se référant à la réponse à sa question écrite n° 21074 du 28 août 1976, demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de lui préciser s'il est envisagé la discussion et le vote, au cours de la prochaine session parlementaire, du projet de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locations à usage commercial, industriel ou artisanal, projet de loi initialement inscrit à la séance du 12 octobre 1976 du Sénat.

Petites et moyennes industries : récompense pour économies d'énergie.

23080. — 23 mars 1977. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de lui préciser les conditions dans lesquelles il envisage de créer, en 1977, à l'intention des petites et moyennes industries, un « Oscar » pour récompenser chaque année les efforts accomplis par une firme en matière d'économie d'énergie, ainsi qu'il l'avait indiqué à un colloque organisé sur ce thème en janvier 1976.

Sites d'exploitation extractives : réhabilitation.

23081. — 23 mars 1977. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de lui préciser la nature des opérations de réaménagement et de réhabilitation des sites affectés par une exploitation extractive, à propos desquels ses services extérieurs étaient chargés de susciter des propositions des collectivités locales, ainsi qu'il était précisé dans la lettre d'information du ministère de l'industrie et de la recherche (n° 46 du 2 novembre 1976) où il était par ailleurs indiqué qu'un nombre important d'opérations sont en préparation dans pratiquement toutes les régions.

Recherches et économies d'énergie.

23082. — 23 mars 1977. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir lui préciser la nature, les perspectives et les échéances des études entreprises par le comité consultatif de la recherche et du développement dans le domaine de l'énergie, afin « de conseiller le délégué général à la recherche scientifique et technique et le délégué général à l'énergie sur les axes à retenir et sur les moyens et les procédures à mettre en œuvre », afin de satisfaire les besoins énergétiques du pays tout en réalisant les économies nécessaires ainsi que ceci avait été prévu lors d'une réunion du C. C. R. D. E. le 25 octobre 1976.

Allocations familiales : assujettis (cas particulier)

23083. — 23 mars 1977. — **M. Jean Natali** expose à **Mme le ministre de la santé**, que la cotisation d'allocations familiales des employeurs et des travailleurs indépendants est due par toute personne physique exerçant une activité professionnelle non salariée, même si cette activité est exercée à titre accessoire (art. 153, § 1° du décret du 8 juin 1946, modifié par le décret du 27 décembre 1956). Il lui expose le cas d'un propriétaire d'un fonds de commerce donné en gérance libre à une société à responsabilité limitée dont il est lui-même le gérant minoritaire salarié. Ce dernier est inscrit au registre de commerce en qualité de loueur de fonds, sans, pour autant, que cette situation lui confère la qualité de commerçant. Il lui demande de lui confirmer que, dans la situation exposée ci-dessus, le propriétaire du fonds (et gérant salarié de la société locataire du fonds dont il est lui-même propriétaire) n'est pas assujetti à ce titre à la cotisation personnelle d'allocations familiales.

Français établis hors de France : octroi des primes à la construction.

23084. — 23 mars 1977. — **M. Charles de Cuttoli** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les conditions d'octroi des primes à la construction et des prêts du crédit foncier aux Français établis hors de France. L'attribution de ces primes et prêts est subordonnée à l'occupation du logement par le requérant pendant un certain délai à compter de la date d'achèvement des travaux. Cette exigence a pour effet de priver nos compatriotes expatriés, et plus particulièrement les fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ou les agents publics servant au titre de la coopération, de primes ou de prêts d'un montant satisfaisant. Il lui rappelle les déclarations qu'il a faites au Sénat, au nom du Gouvernement, lors de la discussion des lois sur l'imposition des plus-values et sur la réforme de l'aide au logement ; déclarations aux termes desquelles la résidence en France des Français établis hors de France devait être assimilée à leur domicile. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de modifier la réglementation des primes et prêts à la construction de façon à supprimer, pour les Français expatriés la condition d'occupation. Il lui demande également si des dispositions particulières n'ont pas été prévues en la matière en faveur des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ou des agents publics servant à l'étranger au titre de la coopération. Il lui demande, enfin, si l'article 4 de la loi n° 76-1234 du 29 décembre 1976 aux termes duquel « sont... considérés comme ayant leur domicile fiscal en France les agents de l'Etat qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission dans un pays étranger et qui ne sont pas soumis dans ce pays, à un impôt personnel sur l'ensemble de leurs revenus » est applicable à l'octroi des primes et prêts à la construction.

Pensions de la sécurité sociale : montant.

23085. — 23 mars 1977. — **M. Joseph Yvon** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de l'intégration progressive de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité dans le montant de la pension minimale de la sécurité sociale de manière que le minimum vieillesse puisse être accordé à un maximum de Français.

Comité consultatif pour l'exportation du disque : création.

23086. — 23 mars 1977. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le Premier ministre (ministre de l'économie et des finances)** si une décision sera prochainement prise concernant la création envisagée à la demande du haut comité de la langue française d'un comité consultatif pour l'exportation du disque.

Jeunes travailleurs : stages de neige.

23087. — 23 mars 1977. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** si le Gouvernement envisage l'inscription dans le projet de loi de finances pour 1978 de crédits supplémentaires en ce qui concerne le développement des stages de neige pour les jeunes travailleurs, en particulier pour permettre l'octroi de bourses de neige plus nombreuses.

Professions agricoles : couverture des accidents du travail.

23088. — 23 mars 1977. — **M. Raoul Vadepied** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 7 de la loi n° 76-622 du 10 juillet 1976, portant dispositions diverses relatives aux assurances sociales et aux accidents en agriculture, et concernant la couverture des accidents du travail des élèves des établissements techniques de formation professionnelle agricole pour ce qui concerne les personnes qui participent bénévolement au fonctionnement d'organismes à objet social sans caractère lucratif, créés au profit des professions agricoles.

Activités saisonnières : repos compensateur.

23089. — 23 mars 1977. — **M. René Tinant** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 5 de la loi n° 76-657 du 16 juillet 1976 portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail concernant plus particulièrement, la période exclue pour prise de repos, les modalités des conditions d'application et les modalités des activités saisonnières.

Langues vivantes : diversification de l'enseignement.

23090. — 23 mars 1977. — **M. Jacques Maury** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir faire le bilan des résultats obtenus, en particulier à la suite des instructions données et des circulaires adressées aux autorités académiques concernant la mise en œuvre d'une politique de diversification des enseignements des langues vivantes en France. Il lui demande en outre quels moyens,

notamment financiers, le Gouvernement compte mettre à la disposition du C. I. R. E. E. L. (Centre d'information et de recherche pour l'enseignement et l'emploi des langues vivantes) pour développer son action, en particulier en diffusant très largement auprès du grand public une brochure générale d'information.

Commission technique de la sous-traitance : rapport.

23091. — 23 mars 1977. — **M. Jacques Maury** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** dans quels délais la commission technique de la sous-traitance, créée à son initiative, déposera ses conclusions et quelles mesures il compte prendre dès maintenant pour favoriser le développement de cette forme de coopération entre les entreprises pour les différents secteurs industriels concernés

Vol de cartes d'identité : truquage.

23092. — 23 mars 1977. — **M. Kléber Malécot** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que la perte ou le vol des cartes d'identité nationales permet, compte tenu du dispositif d'agrafage des photographies d'identité de « truquer » les cartes d'identité perdues ou volées. Il lui demande si, compte tenu des facilités techniques nouvelles en la matière, il n'est pas envisagé, dans un proche avenir, de mettre au point un système de carte d'identité nationale avec photographie incorporée dans ladite carte d'identité.

Assurance-décès obligatoire.

23093. — 23 mars 1977. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de mise à l'étude d'un système d'assurance obligatoire pour tous les citoyens susceptible de garantir le conjoint survivant et ses enfants contre les risques de décès.

Hébergement collectif : publication de décrets.

23094. — 23 mars 1977. — **M. Charles Cathala** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement)** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 3 de la loi n° 76-632 du 13 juillet 1976 complétant la loi n° 73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif concernant les locaux pour lesquels a été imposée la réduction du nombre des occupants.

Sécurité sociale des artistes : publication de décrets.

23095. — 23 mars 1977. — **M. Charles Cathala** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 1^{er} de la loi n° 75-1348 du 31 décembre 1975 relative à la sécurité sociale des artistes, auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques, déterminant les modalités d'application de cette loi, notamment en ce qui concerne les obligations des assujettis, les conditions d'ouverture du droit aux prestations, les modalités de calcul des prestations en espèces, de l'assurance décès et des pensions vieillesse et d'invalidité.

Transports d'enfants : sécurité.

23096. — 23 mars 1977. — **M. Paul Caron** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (transport)** si pour accroître la sécurité des enfants transportés par autocars dans le cadre du ramassage scolaire il ne serait pas utile de mieux attirer l'attention des usagers de la route en apposant à l'arrière et à l'avant du véhicule deux panonceaux réflectorisés portant sur fond jaune la silhouette noire de deux enfants. Il lui demande si des études ont été entreprises pour examiner une telle suggestion et quelle suite il compte donner pour accroître, par un tel dispositif, la sécurité des enfants transportés.

Composés sulfurés : réduction des émissions.

23097. — 23 mars 1977. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir préciser la suite qu'il envisage de réserver à une recommandation du conseil de l'organisation de coopération et de développement économique suggérant une participation de l'ensemble des pays membres à un examen international des stratégies nécessaires pour réduire les émissions des composés sulfurés à des niveaux acceptables en raison de leurs effets sur l'homme et l'environnement.

Enseignement du français en Allemagne fédérale.

23098. — 23 mars 1977. — **M. Jean-Marie Bouloux** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que dans le rapport pour l'année 1976 du haut comité de la langue française figure, concernant le développement de la langue française en Allemagne, le compte rendu suivant de ce bilan décevant, la presse allemande se fait périodiquement l'écho. Ainsi « Die Zeit » titrait, le 19 mars 1976 : « Un échec de la politique éducative, trop peu d'élèves apprennent le français » ; de même le « Rheinische Merkur », le 11 mai 1976 : « Une amitié qui a ses limites, l'enseignement du français en R. F. A. » ; pourtant, le « Süddeutsche Zeitung » observait le 10 juillet que, sur le plan des besoins, « le français était toujours plus demandé en Allemagne alors ». Il lui rappelle qu'au mois de juin 1975 une recommandation en neuf points avait été adoptée par les représentants des ministres de l'éducation, des directeurs d'école et des recteurs, aux termes de laquelle le français devait être proposé dans « tous » les lycées « et » les autres types d'établissements et son enseignement comme « première » langue développée ; il était de même indiqué que le seuil d'ouverture d'une section de français devrait être abaissé pour se rapprocher du système en vigueur en France. Tout en reconnaissant que dans le système scolaire allemand, les ministres de l'éducation des différents Länder jouissent d'une large autonomie, il lui demande si ce problème fort important pour l'avenir des relations franco-allemandes ne pourrait faire l'objet d'un examen particulier lors d'un prochain sommet franco-allemand.

Taxe sur les sciages : publication de l'arrêté.

23099. — 23 mars 1977. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre délégué auprès du ministre chargé de l'économie et des finances** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication de l'arrêté prévu à l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1976 (n° 76-1220 du 28 décembre 1976).

*Baux ruraux :**prorogation au profit de preneurs âgés.*

23100. — 23 mars 1977. — **M. Octave Bajoux** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les alinéas 2 et suivants de l'article 845 nouveau du code rural relatifs à la prorogation du bail au profit des preneurs âgés paraît soulever certaines difficultés d'application. Il se permet en conséquence de lui poser les questions suivantes : 1° étant donné qu'il est fait référence, d'une manière générale, à « l'indemnité viagère de départ prévue par l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 », peut-on logiquement en déduire que la prorogation bénéficie aux preneurs se trouvant à moins de cinq ans de l'âge d'octroi de l'I. V. D. non complément de retraite ; 2° dans l'affirmative, la prorogation est-elle seulement subordonnée à la condition d'âge, comme semble l'indiquer l'alinéa 2 qui fait référence à l'âge auquel « peut » être accordée l'indemnité viagère de départ ou convient-il en outre qu'intervienne l'octroi effectif de l'I. V. D. lorsque ladite prorogation prendra fin. Si cette deuxième condition devait être remplie, la prorogation ne pourrait plus être demandée après le 10 août 1977 par un preneur âgé de cinquante-cinq ans puisqu'à l'expiration de la prorogation, la mission du F. A. S. A. S. A. serait elle-même terminée, à défaut de reconduction ; 3° pour bénéficier de la prorogation, le preneur doit-il réunir toutes les conditions requises pour l'octroi de l'I. V. D., par exemple celles relatives à la surface minimum ou maximum ; 4° dans le cas où le bailleur ne réitérerait pas son congé dans les dix-huit mois précédant la fin de la période de prorogation, le bail est-il renouvelé pour neuf ans à partir de l'expiration de la prorogation ou à partir de l'expiration du bail précédant la prorogation.

Aides aux jeunes agriculteurs : interdiction de cumul.

23101. — 23 mars 1977. — **M. Jean Cauchon** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les inconvénients résultant de l'effet de rétroactivité applicable aux dispositions de sa circulaire du 8 février 1977, interdisant à compter du 1^{er} janvier, le cumul de deux aides à l'installation, celle de la promotion sociale établissement (décret n° 62-249) d'une part, et celle de la dotation aux jeunes agriculteurs (décret n° 76-129) d'autre part. L'application de cette circulaire ne tient pas compte en effet de la date d'installation du candidat ni de la date du dépôt de son dossier. Ainsi, une décision préfectorale favorable notifiée à l'intéressé risque de se trouver anéantie par le biais d'une « défalcation faite du montant de l'aide à la promotion sociale retenue sur le premier versement de la dotation ». De même, des dossiers régulièrement déposés auprès des A. D. A. S. E. A. et parfois transmis aux directions départementales de l'agriculture risquent-ils de se trouver annulés. Une installation opérée à la fin de l'année 1976, peut également se voir refuser brusquement aujourd'hui une partie des aides à l'installation accordables au moment de cette installation. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il envisage de prendre pour éviter que de telles situations se produisent.

Pensions de l'Etat : paiement mensuel.

23102. — 23 mars 1977. — **M. Bernard Chochoy** expose à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances** qu'en réponse à sa question écrite n° 20449 du 9 juin 1976 il lui a communiqué les modalités de la mise en œuvre du paiement mensuel des pensions de l'Etat telles qu'elles ont été appliquées aux centres de Grenoble et Bordeaux et indiqué

que la mensualisation des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat interviendrait progressivement à partir du 1^{er} avril 1977. Il lui demande de lui faire connaître si une nouvelle extension de la mensualisation va intervenir à bref délai et pour quelles régions, dans quels délais la généralisation de ce mode de paiement est envisagée et dans quelles conditions interviendra à partir du 1^{er} avril 1977 l'application prévue au bénéfice des pensionnés des établissements industriels de l'Etat.

Maîtres auxiliaires : sécurité de l'emploi.

23103. — 23 mars 1977. — **M. Jacques Verneuil** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation**, sur les maîtres auxiliaires qui craignent de ne pas retrouver d'engagement à la rentrée de septembre 1977. Il lui demande si le Gouvernement envisage prochainement de mettre enfin un terme à cette inquiétude, en assurant à tous ces enseignants qu'ils seront réemployés et que la titularisation des maîtres auxiliaires sera accélérée.

Propriétés bâties : procédure d'exonération de la taxe foncière.

23104. — 23 mars 1977. — **M. Philippe de Bourgoing** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances**, sur la rigueur avec laquelle les services fiscaux appliquent les dispositions de l'article 1406-II du code général des impôts, qui subordonnent l'exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties à la production par le propriétaire d'une déclaration spéciale dans les quatre-vingt-dix jours de l'achèvement d'une construction nouvelle. Il arrive ainsi très fréquemment que des propriétaires non prévenus de cette obligation et ayant de ce fait négligé de s'y soumettre perdent le bénéfice de ladite exonération dont, en toute bonne foi, ils croyaient pouvoir profiter sans avoir à accomplir de formalité particulière. La déception est particulièrement vive de la part des personnes ayant acquis des locaux en leur état futur d'achèvement et qui pouvaient légitimement penser que le nécessaire avait été fait par les vendeurs. Il lui demande en conséquence s'il ne serait pas possible, pour le passé, d'inviter les services compétents à dégrever les personnes qui auraient régularisé leur situation aussitôt que mises au courant de leurs obligations, et pour l'avenir d'adopter une formule destinée à la déclaration spéciale à celles qui accompagnent déjà le permis de construire.

Gendarmes de l'ambassade de France en Algérie : situation.

23105. — 23 mars 1977. — **M. Charles de Cuttoli** attire l'attention de **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances**, sur la situation des gendarmes en service au détachement de sécurité de l'ambassade de France en Algérie. Ces militaires ne bénéficient pas des dispositions du décret n° 67-290 du 28 mars 1967 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'Etat en service à l'étranger. Par contre, selon certaines informations, les gendarmes en service dans les ambassades de France en Tunisie et au Maroc en bénéficieraient, depuis le mois de septembre 1974. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître si ces personnels militaires doivent bénéficier dudit texte et, dans l'affirmative, s'il entend prendre des mesures pour réparer le retard apporté à l'application dudit décret, notamment en compensant par un effet rétroactif le préjudice subi par les personnels concernés.

Remembrement : transfert de baux.

23106. — 23 mars 1977. — **M. Georges Berchet**, expose à **M. le ministre de l'agriculture** les difficultés auxquelles sont confrontés les fermiers lorsqu'en application du nouvel article 37, alinéa 1^{er} du code rural (article 14 de la loi n° 75-621 du 11 juillet 1975 relative au remembrement des exploitations rurales) se réalisent des échanges d'immeubles ruraux en propriété contraires à leurs intérêts. En l'occurrence, le fermier sera confronté à la solution donnée par l'article 33 du code rural : soit obtenir le report des effets du bail sur les parcelles acquises en échange par le bailleur, soit obtenir la résiliation totale ou partielle du bail sans indemnité. Toutefois, il paraît résulter de l'article 37, alinéa 3 que le locataire pourrait s'opposer à l'opération d'échange décidée par son propriétaire. Il lui demande de lui confirmer que, dans le cas d'un échange amiable régi par l'article 37 du code rural, le transfert des baux requiert du preneur son consentement préalable.

Haute couture : licenciements et fermeture d'entreprises.

23107. — 23 mars 1977. — **Mme Catherine Lagatu** attire une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de plus en plus critique de la haute couture française. Elle rappelle qu'il y a 25 ans, on comptait 12 000 midinettes, aujourd'hui, elles ne sont guère plus de 2 000, bientôt, elles seront moins nombreuses encore. En effet, on apprend que Molineux fermerait complètement ses ateliers privant de travail dix-huit ouvrières, Balmain licencierait seize ouvrières dès le 15 avril, Cardin fermerait son secteur haute couture, ce qui conduirait à vingt licenciements. Pourtant certaines maisons de la haute couture ont reçu des fonds importants de l'institut de développement industriel (I. D. I.) afin de sauvegarder l'emploi. Pourtant au cours de la campagne électorale, le ministre de l'industrie et de la recherche s'adressant à la profession, soulignait, combien les « activités annexes avaient rapporté de devises : 17 milliards en 1975, 26 milliards en 1976 ». Ces chiffres montrent que les bénéfices tirés de la haute couture montent en flèche et que la recherche du profit maximum est vraiment le seul objectif des banques qui sont « derrière » les différentes maisons de couture. Le président de la chambre de la haute couture ne déclarait-il pas en 1976 : « Il suffit de dix ouvrières par maison de couture pour présenter soixante modèles et maintenir ainsi la griffe « art et création ». On s'aperçoit que : plus les activités annexes des maisons de couture se développent et se diversifient, plus le nombre des midinettes et réduit dans les ateliers. On s'aperçoit que : le Premier ministre suggère d'acheter français, mais que l'essentiel des articles vendus : sacs, tricots, ceintures, cravates... sont fabriqués à l'étranger et « griffés » ensuite. « La griffe » due uniquement au travail des midinettes est en fait utilisée contre elles et contre la création française. L'exploitation faite de cette griffe est tout simplement scandaleuse. En conséquence, elle lui demande : 1° de lui indiquer le montant des aides accordées par l'I. D. I. aux différentes maisons de couture et l'utilisation qui en a été faite ; 2° de lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour s'opposer aux prochains licenciements prévus ; 3° s'il entend envisager dans le cadre d'une concertation de toutes les parties intéressées, les mesures propres à sauvegarder la haute couture.

Paris : disparition des garages privés.

23108. — 23 mars 1977. — **Mme Janine Alexandre-Debray** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que 750 000 véhicules stationnent dans les rues de Paris aux heures de pointe. Or, entre 1968 et 1975, 368 garages commerciaux représentant

59 000 places de garages ont disparu dans la capitale. Ces établissements privés ne sont plus actuellement qu'au nombre de 600, soit 100 000 places. Certes, dans le même temps, la ville de Paris a installé 22 850 parcmètres et a construit des garages souterrains concédés à des sociétés privées. Mais, ces derniers, au nombre de 44, n'offrent que 41 290 places. En outre, leur construction est très coûteuse et leur exploitation souvent peu rentable car, leurs tarifs étant trop élevés, ils sont loin de faire le plein, alors que les chaussées et les trottoirs demeurent encombrés. Dans ces conditions, elle lui demande si des mesures ne pourraient être prises pour empêcher la disparition des garages privés encore existants ainsi que pour permettre à la ville de racheter les garages mis en vente ce qui serait beaucoup moins onéreux pour le contribuable que la construction de garages souterrains. Il y va de la qualité de la vie à Paris. Si des actions n'étaient pas entreprises dans ce sens, la circulation serait rapidement bloquée dans la capitale et il serait à craindre que l'on soit contraint de venir à des mesures draconiennes — telle celle qui consiste, au Japon, à n'autoriser l'acquisition d'une voiture que lorsque l'acquéreur justifie d'une place de garage.

Paris : sauvegarde des marchés couverts.

23109. — 23 mars 1977. — **Mme Janine Alexandre-Debray** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** s'il ne serait pas possible de reprendre, dans son ensemble, le problème des marchés parisiens. Les marchés couverts de la capitale sont, en effet, progressivement détruits. Cette situation est profondément regrettable : car, il s'agit d'éléments particulièrement importants d'un urbanisme qui se voudrait humain. Les marchés constituent les rares espaces de grande dimension à usage public. Lieux d'animation aux heures de marché, ils pourraient, s'ils étaient réaménagés — ce qui n'a pas été fait depuis plus d'un siècle, constituer également, en dehors des heures de vente, des espaces ouverts au public — et notamment aux enfants — libres de toute présence de l'automobile et totalement ou partiellement couverts contre les intempéries. Ce sont donc, pour la vie collective, des équipements sociaux de premier rang qui ne peuvent être remplacés, de manière satisfaisante, que par des équipements sociaux divers et de dimensions bien moindres. Avant de détruire, il faut donc repenser le problème des marchés en tenant compte des possibilités, jusqu'à maintenant non exploitées, que représentent ces lieux de fréquentation collective du point de vue de l'urbanisme.

Architectes en chef des monuments historiques : réforme du statut.

23110. — 24 mars 1977. — **M. Claudius Delorme** rappelle à **Mme le secrétaire d'Etat à la culture** qu'à l'occasion des derniers débats budgétaires elle a annoncé une réforme du statut des architectes en chef des monuments historiques. Il lui demande en attendant la parution des textes 1°) de bien vouloir lui indiquer quel est l'état de cette réforme actuellement en cours, et à quelle date elle en prévoit la mise en application. 2°) de publier la liste complète des architectes en chef des monuments historiques actuellement en fonction, avec pour chacun : a) la date de parution de leur nomination au *Journal officiel* et l'adresse de leur cabinet ; b) la liste des départements qui leur sont affectés ; c) la liste des inspecteurs généraux chargés de la coordination et de la surveillance de leurs services, ainsi que les secteurs territoriaux correspondants qui leur sont affectés.

Salaires : date de versement.

23111. — 24 mars 1977. — **M. Clément Balestra** demande à **M. le ministre du travail** si une société de droit français peut ne verser leurs salaires à ses employés, de façon régulière et contractuelle, que le 6 du mois suivant.

Accidents du travail : zones de compétence des agents assermentés.

23112. — 24 mars 1977. — **M. Auguste Billiemax** demande à **M. le ministre du travail** si, compte tenu, d'une part, des garanties exigées par ailleurs d'intégrité et d'indépendance des agents assermentés agréés pour constater les accidents du travail, en vertu de l'article 26 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (notamment le serment exigé par l'article 46 du décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 pris en application de la loi précitée), et, d'autre part, du caractère libéral du régime des incompatibilités en matière municipale, il ne lui paraîtrait pas opportun de revenir sur le paragraphe III-4° de la circulaire interprétative de son prédécesseur (n° 317 SS 1948 du 6 novembre 1948) qui empêche un agent assermenté d'effectuer des enquêtes dans la commune dont il est l'élu.

Psychologues scolaires : arrêté du recrutement de stagiaires.

23113. — 25 mars 1977. — **M. Marcel Champeix** demande à **M. le ministre de l'éducation** pour quelles raisons le recrutement des stagiaires pour les centres de formation des psychologues scolaires et des rééducateurs vient d'être arrêté et s'il ne pense pas qu'une telle mesure risque d'aggraver les conditions de travail des élèves et des maîtres.

« Loisirs de l'esprit » : développement.

23114. — 25 mars 1977. — **M. Charles Zwickert** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** quelles mesures il a déjà prises ou quelles mesures il compte prendre ou proposer au vote du Parlement pour soutenir et développer l'action des organisations qui tendent à développer « les loisirs de l'esprit ».

Indemnité de rupture de contrat : fiscalité.

23115. — 25 mars 1977. — **M. Raoul Vadeplied** expose à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** qu'un particulier qui avait signé un contrat de durée indéterminée avec une société, après avoir eu dans un premier temps la promesse d'être associé, a été licencié par celle-ci. A la suite d'une transaction, il a perçu une certaine somme se décomposant ainsi : indemnité compensatrice de préavis et indemnité de rupture de contrat. Il lui demande si cette indemnité de rupture de contrat, prévue dans le contrat initial pour le dédommager de n'avoir pas été associé, présente une caractère imposable.

Veuves chefs de famille : priorité d'embauche.

23116. — 25 mars 1977. — **M. Jean Sauvage** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique** de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre ou proposer afin de permettre, à qualification égale, d'aboutir à une certaine priorité d'embauche pour les veuves chefs de famille dans les emplois dépendant d'organismes publics ou de collectivités locales.

Abeilles étrangères : maladie.

23117. — 25 mars 1977. — **M. Louis Orvoën** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que l'introduction en France de reines et d'abeilles étrangères risque de menacer notre apiculture par le développement d'une grave maladie parasitaire la « varoase », maladie contre laquelle il semble qu'aucun remède ne soit actuellement efficace. Il lui demande quelles mesures il a prises ou compte prendre pour faire face à cette situation.

Personnel administratif : activité syndicale.

23118. — 25 mars 1977. — **M. Kléber Malécot** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il peut lui communiquer : 1° le nombre de décharges de service pour activités syndicales et leur répartition au plan national et au plan académique entre les diverses organisations syndicales, décharges attribuées pour l'année scolaire 1976-1977 pour le personnel non enseignant de la direction du personnel administratif ; 2° le total des voix obtenues par chacune des organisations syndicales les plus représentatives aux dernières élections aux diverses commissions administratives paritaires nationales du personnel de la direction du personnel administratif et par corps de fonctionnaires.

Economies d'énergie : bilan d'étude.

23119. — 25 mars 1977. — **M. Bernard Lemarié** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir préciser la suite qu'il envisage de réserver aux conclusions d'une étude effectuée par la société anonyme Seretes concernant les économies d'énergie par les industriels, imputée sur le chapitre 51-60, études en régie et à l'entreprise pour le développement rural.

P. O. S. : lotissements anciens non entièrement réalisés.

23120. — 25 mars 1977. — **M. Jean Francou** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la situation des lotissements autorisés par des textes anciens qui n'ont pas été totalement réalisés, face aux dispositions du plan d'occupation des sols. A titre d'exemple, un lotissement autorisé par arrêté préfectoral du 11 février 1942 n'a pas été à ce jour entièrement réalisé, c'est-à-dire que plusieurs lots sont encore à la vente et qu'une partie de la voirie et des réseaux d'assainissement n'a pas été exécutée. Or, dans cette commune, le plan d'occupation des sols étant rendu définitif, peut-il être opposé au propriétaire du terrain qui voudrait poursuivre la réalisation de son lotissement dans les conditions administratives et techniques fixées par l'arrêté de création.

Opérations financières anonymes autorisées : justification.

23121. — 25 mars 1977. — **M. Jean Francou** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** sur le cas fiscal suivant : un contribuable retraité a cru bon de placer une partie importante des disponibilités provenant de son épargne sous la forme d'or et de bons de caisse. Puis il décide de réaliser ces avoirs pour acquérir une propriété immobilière. Sur le fondement de l'article 176 du code général des impôts, l'administration demande l'origine des fonds ayant permis cette acquisition. Le contribuable ainsi interrogé explique que les fonds en cause proviennent de la vente d'or et de la négociation de bons de caisse, biens qu'il avait acquis anté-

rieurement à la période vérifiée. Mais s'agissant d'opérations légalement anonymes, leur justification matérielle est, soit très difficile, soit jugée insuffisante par les services fiscaux, lesquels, sur la base cette fois de l'article 179 du code général des impôts, procèdent à une taxation d'office et entendent soumettre à l'impôt sur le revenu, au titre des revenus occultes, une somme égale au prix de l'acquisition réalisée. Ce cas n'étant malheureusement pas un cas isolé, il lui demande donc : d'une manière générale, si un tel usage des dispositions combinées des articles 176 et 179 du C. G. I. est bien conforme à l'intention du législateur ; d'une manière plus précise, quelles sont les justifications matérielles qu'est en droit d'exiger l'administration fiscale pour des opérations dont l'anonymat est légalement permis.

Veuves chefs de famille : formation professionnelle.

23122. — 25 mars 1977. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique)** de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin de permettre, dans le cadre de la formation professionnelle, aux veuves chefs de famille, une remise à niveau rémunérée, assortie d'indemnité compensatoire pour charge de famille et de transport, ceci afin de faciliter une meilleure insertion de ces personnes particulièrement dignes d'intérêt dans une vie professionnelle ultérieure.

Entrepreneurs : polices d'assurance.

23123. — 25 mars 1977. — **M. Francis Palmero** rappelle à **M. le ministre de l'équipement** que dès 1971, il l'avait saisi des problèmes posés par les polices d'assurance souscrites à l'occasion de la construction d'immeubles et il lui signalait en particulier l'intérêt de contraindre les entrepreneurs et les techniciens qui participent à la construction d'immeubles à souscrire une police d'assurance selon un modèle type établi par l'administration. Par lettre du 31 août 1971, il avait bien voulu lui faire savoir « que le système actuel d'assurance n'est pas satisfaisant et doit par conséquent être modifié », les études devant normalement aboutir dans le courant de l'année 1972. En conséquence, il lui demande à nouveau quelles obligations légales et réglementaires ont été édictées pour contraindre entrepreneurs et techniciens à souscrire des polices d'assurance afin de garantir les acquéreurs d'appartement.

Pensionnés militaires : revendications.

23124. — 25 mars 1977. — **M. Paul Jargot** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** s'il entend apporter satisfaction aux légitimes demandes des pensionnés militaires inspirées du principe du maintien des droits acquis et du respect des promesses faites, en particulier à propos des problèmes suivants : respect scrupuleux du rapport constant, égalité des retraites des combattants, indice 500 pour toutes les pensions de veuves ; rétablissement dans leurs droits des pensionnés qui se sont vu supprimer toute indemnisation pour maladie imputable au service si le taux fixé est inférieur à 30 p. 100 ; pension au taux du grade alloué à tous les militaires de carrière pensionnés pour invalidité, quelle que soit la date de leur mise à la retraite ; possibilité de bénéficier, comme tous les autres ressortissants du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, des avantages de l'office national des anciens combattants et être représentés ; rétablissement de la décoration du « mérite social », instituée en 1946 pour récompenser ceux et celles qui se dévouent bénévolement au service de leurs camarades dans le cadre de la mutualité, des assurances sociales, des anciens combattants.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES

auxquelles il n'a pas été répondu
dans les délais réglementaires.

PREMIER MINISTRE

N^{os} 12633 Michel Darras ; 15088 Louis Jung ; 15252 André Méric ; 15475 Henri Caillavet ; 16206 Pierre Schiélé ; 16304 René Tinant ; 16934 Louis Jung ; 17183 Auguste Chupin ; 17347 Jean Cauchon ; 18204 Jean Cauchon ; 18680 Roger Poudonson ; 18948 Louis Jung ; 19154 Jacques Coudert ; 19244 Jean Cauchon ; 19262 François Schleiter ; 19491 Georges Cogniot ; 19663 Roger Poudonson ; 20097 René Ballery ; 20137 Gabrielle Scellier ; 20363 Paul Caron ; 20372 Hélène Edeline ; 20599 Catherine Lagatu ; 20739 Francis Palmero ; 20979 Jean Cluzel ; 21143 Yvon Coudé du Foresto ; 21185 André Bohl ; 21198 Michel Miroudot ; 21226 Rémi Herment ; 21252 André Bohl ; 21267 Michel Yver ; 21281 Henri Caillavet ; 21309 Jean Cauchon ; 21586 Francis Palmero ; 21863 René Tinant ; 22150 Jean Colin ; 22302 Roger Boileau ; 22313 Charles Bosson.

Fonction publique.

N^{os} 21386 Roger Poudonson ; 21440 Charles Zwickert ; 21486 René Jager ; 21605 Louis Le Montagner ; 21735 Paul Jargot ; 21770 Roger Poudonson ; 21945 Robert Parenty ; 21965 François Dubanchet ; 22022 Michel Kauffmann ; 22039 Francisque Collomb ; 22054 J.-P. Blanc ; 22056 Jacques Maury ; 22172 Paul Jargot ; 22473 Rémi Herment ; 22484 Louis Brives.

AFFAIRES ETRANGERES

N^o 21917 Adolphe Chauvin.

AGRICULTURE

N^{os} 14862 Jean Cluzel ; 15120 Louis Brives ; 15415 Jacques Pelletier ; 15969 Paul Jargot ; 16292 Abel Sempé ; 16394 René Chazelle ; 16485 Henri Caillavet ; 16544 Joseph Raybaud ; 17212 Rémi Herment ; 17570 J.-M. Bouloux ; 18220 Jean Cluzel ; 18575 Henri Caillavet ; 18636 Hélène Edeline ; 18886 Paul Jargot ; 19685 Charles Zwickert ; 19759 Raoul Vadepié ; 19761 René Tinant ; 20106 Charles Guyot ; 20134 André Méric ; 20397 B. de Hauteclouque ; 20474 Paul Jargot ; 20485 L. du Luart ; 20532 Georges Berchet ; 20533 Henri Olivier ; 20597 Hubert d'Andigné ; 20612 Hubert d'Andigné ; 20766 Gabrielle Scellier ; 20781 Jean Cluzel ; 20785 Jean Francou ; 20916 Michel Moreigne ; 20975 Jean Cluzel ; 20996 André Rabineau ; 21019 L. du Luart ; 21103 Edouard Le Jeune ; 21163 Jean Cluzel ; 21176 Henri Caillavet ; 21223 Henri Caillavet ; 21310 Maurice Prévoté ; 21368 Edouard Le Jeune ; 21452 Michel Moreigne ; 21484 Edouard Le Jeune ; 21492 J.-P. Blanc ; 21523 Jean Cluzel ; 21760 Paul Caron ; 21889 J. Bénard-Mousseaux ; 21988 Jean Cluzel ; 22102 Louis Orvoen ; 22145 Jean Cluzel ; 22146 Jean Cluzel ; 22163 Henri Caillavet ; 22255 Jean Cluzel ; 22271 Georges Cogniot ; 22408 André Méric ; 22453 Paul Jargot ; 22456 Serge Boucheny ; 22487 Georges Cogniot ; 22521 Jacques Eberhard ; 22539 Paul Caron ; 22549 Adolphe Chauvin ; 22550 Adolphe Chauvin ; 22551 Adolphe Chauvin.

ANCIENS COMBATTANTS

N^{os} 21141 Jacques Pelletier ; 21872 Jean Gravier ; 21886 Georges Cogniot.

COMMERCE ET ARTISANAT

N^{os} 20095 Jean Mézard ; 20195 Roger Poudonson ; 20834 Kléber Malécot ; 21154 Jacques Maury ; 21235 Auguste Chupin ; 21709 Jean Cluzel ; 21986 Jean Cluzel ; 21992 Jean Cluzel ; 22027 Jean Francou ; 22299 J.-P. Blanc ; 22474 Jean Cluzel ; 22475 Jean Cluzel ; 22515 Jean Cluzel.

COMMERCE EXTERIEUR

N^{os} 16776 René Jager ; 17311 René Jager ; 17617 Roger Boileau ; 17705 Francis Palmero ; 19199 Jean Cauchon ; 19401 Roger Poudonson ; 20009 Lucien Grand ; 20775 J.-M. Bouloux ; 22442 Roger Poudonson.

CULTURE

N^{os} 16766 Charles Bosson ; 20038 Roger Poudonson ; 22392 Roger Poudonson.

DEFENSE

N^{os} 15494 Léopold Héder ; 16583 Charles Bosson ; 17961 Francis Palmero ; 18337 Jacques Ménard ; 18371 Jean Cauchon ; 21691 Michel Kauffmann ; 22127 Jean Francou ; 22340 Jean Cauchon.

ECONOMIE ET FINANCES

N^{os} 14323 Henri Caillavet ; 14329 Jean Cluzel ; 14365 Jean Cauchon ; 14655 Louis Courroy ; 14822 Claude Mont ; 14918 Louis Brives ; 15096 Jacques Pelletier ; 15189 Joseph Yvon ; 15266 Louis Orvoen ; 15308 Jean Gravier ; 15412 Edouard Le Jeune ; 15695 Léon David ; 15791 Pierre Schiélé ; 15866 André Rabineau ; 15891 Edouard Le Jeune ; 16000 Jean Sauvage ; 16011 Jean Gravier ; 16102 Léopold Héder ; 16252 Jean Cauchon ; 16291 Jean Varlet ; 16489 Roger Quilliot ; 16535 Gilbert Belin ; 16536 André Barroux ; 16576 Louis Jung ; 16694 Marcel Souquet ; 16714 Félix Ciccolini ; 16739 Jean-Pierre Blanc ; 16797 René Jager ; 16960 Eugène Bonnet ; 17054 Adolphe Chauvin ; 17119 Hubert Martin ; 17132 Hubert Martin ; 17202 Pierre Perrin ; 17204 Marie-Thérèse Goutmann ; 17380 Maurice Blin ; 17381 Louis Courroy ; 17392 Henri Caillavet ; 17806 Francis Palmero ; 17889 Rémi Herment ; 17903 Roger Poudonson ; 18138 Gabrielle Scellier ; 18500 Adolphe Chauvin ; 18573 Roger Poudonson ; 18695 Paul Guillard ; 18873 Raoul Vadepié ; 18946 Pierre Schiélé ; 18969 Francisque Collomb ; 19002 Roger Poudonson ; 19021 Pierre Vallon ; 19075 Kléber Malécot ; 19148 Roger Poudonson ; 19198 Roger Poudonson ; 19202 Jean Cauchon ; 19207 Jean Geoffroy ; 19312 Jean Francou ; 19314 Pierre Tajan ; 19331 Maurice Prévoté ; 19460 André Mignot ; 19476 Jean Cauchon ; 19511 Raoul Vadepié ; 19517 Jean Cauchon ; 19607 Roger Poudonson ; 19622 Henri Caillavet ; 19624 Roger Poudonson ; 19658 Jacques Carat ; 19745 René Jager ; 19768 Francis Palmero ; 19827 Jacques Maury ; 19839 Maurice Blin ; 19871 Jacques Thyraud ; 19875 Auguste Amic ; 19975 Robert Parenty ; 20042 Henri Tournan ; 20064 Henri Caillavet ; 20075 Robert Parenty ; 20093 Jean-Pierre Blanc ; 20164 Roger Poudonson ; 20175 Hubert Peyou ;

20183 Roger Poudonson ; 20194 Roger Poudonson ; 20243 Jean Colin ; 20260 Edouard Bonnefous ; 20263 Catherine Lagatu ; 20292 Jacques Henriet ; 20308 Louis Orvoën ; 20344 Francis Palmero ; 20353 Roger Poudonson ; 20369 Paul Caron ; 20402 Pierre Perrin ; 20405 Catherine Lagatu ; 20433 Henri Caillavet ; 20438 Marcel Souquet ; 20464 Jean Cauchon ; 20465 Jean Cauchon ; 20477 Maurice PrévotEAU ; 20495 Auguste Amic ; 20502 Jean Francou ; 20514 Jean-Marie Rausch ; 20629 Jean Colin ; 20656 André Méric ; 20708 Auguste Chupin ; 20720 Charles Beaupetit ; 20748 Jacques Henriet ; 20782 Jean Cluzel ; 20790 Jean Colin ; 20793 Roger Poudonson ; 20919 Michel Moreigné ; 20933 René Jager ; 20964 Emile Durieux ; 20968 Francis Palmero ; 20983 Louis Jung ; 21026 Francis Palmero ; 21065 Jean Cauchon ; 21077 Roger Poudonson ; 21089 Pierre Vallon ; 21090 Pierre Vallon ; 21158 Jean Colin ; 21186 Louis Orvoën 21218 Robert Laucournet ; 21219 Pierre Tajan ; 21224 Henri Caillavet ; 21225 Henri Caillavet ; 21249 Louis Brives ; 21314 Louis Courroy ; 21335 Auguste Amic ; 21393 Yves Estève ; 21433 Jean Cauchon ; 21461 Francis Palmero ; 21470 Edgard Pisani ; 21471 Edgard Pisani ; 21507 Jacques Braconnier ; 21562 Marcel Nuninger ; 21570 Jean Cauchon ; 21571 Paul Caron ; 21575 Paul Caron ; 21580 Paul Caron ; 21592 Paul Jargot ; 21598 Francis Palmero ; 21608 François Dubanchet ; 21627 Jean-Marie Rausch ; 21628 Jean-Marie Rausch ; 21654 Georges Berchet ; 21677 Jean-Pierre Blanc ; 21695 Francis Palmero ; 21699 Raymond Courrière ; 21708 Jean Cluzel ; 21730 Jean Cluzel ; 21734 Pierre Bouneau ; 21740 Pierre Vallon ; 21741 Pierre Vallon ; 21767 Jean-Pierre Blanc ; 21778 André Bohl ; 21791 Roger Poudonson ; 21792 René Touzet ; 21803 Jacques Verneuil ; 21809 Robert Schwint ; 21827 Jean-Pierre Blanc ; 21834 Jacques Braconnier ; 21847 Jean Cluzel ; 21853 Roger Poudonson ; 21856 Louis Courroy ; 21859 Pierre Vallon ; 21881 Jean Geoffroy ; 21887 Georges Lamousse ; 21900 Félix Ciccolini ; 21901 Félix Ciccolini ; 21913 Maurice Schumann ; 21916 Louis Courroy ; 21944 Paul Pillet ; 21946 Robert Parenty ; 22029 Jean Francou ; 22095 Jean-Marie Rausch ; 22119 Louis Jung ; 22166 Henri Caillavet ; 22176 Marcel Fortier ; 22177 Marcel Fortier ; 22178 Jean Filippi ; 22181 Maurice Schumann ; 22184 Raymond Courrière ; 22210 Louis Jung ; 22277 Brigitte Gros ; 22284 Rémi Herment ; 22289 Edouard Le Jeune ; 22319 Eugène Bonnet ; 22323 Henri Caillavet ; 22334 Louis Orvoën ; 22345 Richard Pouillé ; 22359 Pierre Tajan ; 22363 Paul Jargot ; 22364 Raoul Vadepied ; 22378 Jean Francou ; 22403 Jacques Braconnier ; 22404 Jacques Braconnier ; 22415 Jules Roujon ; 22416 Jules Roujon ; 22422 Gérard Ehlers ; 22433 Michel Kauffmann ; 22435 Jean Colin ; 22454 René Tinant ; 22458 Jacques Carat ; 22467 Fernand Chatelain ; 22471 Henri Caillavet ; 22499 Robert Schmitt ; 22504 Paul Jargot ; 22505 Jacques Braconnier ; 22512 Roger Poudonson ; 22516 Jacques Henriet ; 22544 Léandre Létouart ; 22555 Francis Palmero.

Consommation.

N°s 21160 Roger Poudonson ; 21700 André Aubry ; 22052 André Bohl ; 22252 Roger Poudonson ; 22388 Roger Poudonson ; 22439 Roger Poudonson ; 22463 Roger Poudonson ; 22491 Roger Poudonson.

EDUCATION

N°s 12505 Georges Cogniot ; 12519 André Barroux ; 18080 Jean Francou ; 18389 Pierre Perrin ; 18662 Charles Zwickert ; 18738 Charles Zwickert ; 18782 Pierre Vallon ; 18894 Georges Cogniot ; 19950 Marie-Thérèse Goutmann ; 20501 Maurice-Bokanowski ; 21480 André Rabineau ; 21567 Jean Fonteneau ; 21583 Jean-Pierre Blanc ; 21983 Adolphe Chauvin ; 22000 Raoul Vadepied ; 22014 Robert Parenty ; 22048 Paul Caron ; 22071 Georges Cogniot ; 22115 Kléber Malécot ; 22279 Jacques Eberhard ; 22283 Gérard Ehlers ; 22365 Pierre Vallon ; 22485 Georges Cogniot ; 22562 Roger Poudonson.

EQUIPEMENT

N°s 21551 Octave Bajoux ; 21915 Paul Jargot ; 22360 Guy Schmaus ; 22380 Francis Palmero ; 22498 Jacques Thyraud ; 22563 Paul Jargot.

Transports.

N°s 20769 Georges Lombard ; 21796 Gérard Ehlers ; 21852 Roger Poudonson ; 21922 Jean Cluzel ; 22241 Louis Virapoullé ; 22337 Edouard Le Jeune ; 22414 Pierre Giraud ; 22429 Jean-Pierre Blanc ; 22501 Michel Darras.

Logement.

N°s 21139 Roger Poudonson ; 21952 Louis Le Montagner ; 22237 Paul Caron ; 22250 Roger Poudonson ; 22324 Pierre Vallon ; 22437 Octave Bajoux ; 22440 Roger Poudonson.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

N°s 14338 Louis Brives ; 14346 L. du Luart ; 14388 J.-F. Pintat ; 14792 Jean Sauvage ; 15483 Louis Brives ; 15763 Jean Cauchon ; 16006 Serge Boucheny ; 16110 Hector Viron ; 16496 Charles Zwickert ; 16773 Edouard Le Jeune ; 17850 Léandre Létouart ; 17857 Jean Cauchon ; 18534 Francis Palmero ; 18789 Georges Cogniot ; 18907 Jean Cauchon ; 19284 Jean Cauchon ; 19333 Francis Palmero ; 19526 Georges Cogniot ; 19816 Gabrielle Scellier ; 20418 Léandre Létouart ; 20616 Pierre Marcilhacy ; 20671 André Méric ; 20932 Edouard Le Jeune ; 20936 Paul Caron ; 20944 Francis Palmero ; 21062 Roger Poudonson ; 21144 Pierre Vallon ; 21399 Roger Poudonson ; 21478 Pierre Vallon ; 21568 Jean Cauchon ; 21665 Paul Jargot ; 21890 Roger Poudonson ; 21994 Roger Poudonson ; 22068 Edgar Tailhades ; 22116 Kléber Malécot ; 22171 Paul Jargot ; 22335 Louis Orvoën ; 22336 Louis Orvoën ; 22338 Edouard Le Jeune ; 22374 Louis Le Montagner ; 22443 Roger Poudonson ; 22477 Jean Cluzel ; 22509 Roger Poudonson ; 22533 Gabrielle Scellier ; 22534 Roger Poudonson ; 22536 François Dubanchet ; 22545 Robert Schmitt ; 22564 Paul Jargot.

INTERIEUR

N°s 13249 Marcel Souquet ; 13633 Pierre Giraud ; 13724 Dominique Pado ; 14924 B. de Hauteclocque ; 15742 J.-Pierre Blanc ; 17070 Francis Palmero ; 17770 Francis Palmero ; 18420 Jean Francou ; 18630 André Bohl ; 18732 Jacques Eberhard ; 19376 Robert Parenty ; 19544 Maurice PrévotEAU ; 19560 Francis Palmero ; 19665 Georges Lombard ; 20261 Edouard Bonnefous ; 20297 François Dubanchet ; 20298 Charles Ferrant ; 20469 Charles Zwickert ; 20611 Henri Caillavet ; 20741 Adolphe Chauvin ; 20783 J.-Marie Girault ; 21369 Edouard Le Jeune ; 21384 Paul Caron ; 21515 Roger Gaudon ; 21516 Roger Gaudon ; 21614 Roger Gaudon ; 21653 Auguste Pinton ; 21680 Rémi Herment ; 21813 J.-Marie Rausch ; 22049 Roger Boileau ; 22285 Rémi Herment ; 22344 Pierre Prost ; 22418 J. Alexandre-Debray ; 22419 J. Alexandre-Debray ; 22420 Francis Palmero ; 22448 Pierre Giraud ; 22517 Jean Colin.

Départements et territoires d'outre-mer.

N°s 18737 Marcel Gargar ; 18844 Albert Pen ; 18959 Roger Gaudon ; 21476 Marcel Gargar.

JUSTICE

N°s 22386 Roger Poudonson ; 22524 Amédée Bouquerel ; 22553 Francis Palmero.

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

N°s 17065 Hubert d'Andigné ; 18068 Eugène Romaine ; 20159 Hubert Peyou ; 20200 Jacques Carat ; 20640 Roger Poudonson ; 21980 Adolphe Chauvin ; 22168 Pierre Giraud ; 22222 Roger Poudonson.

QUALITE DE LA VIE

N°s 18757 Roger Poudonson ; 19448 Kléber Malécot ; 19600 Roger Gaudon ; 20019 Jean Cluzel ; 20099 Paul Caron ; 20111 René Touzet ; 20146 J.-Pierre Blanc ; 20148 François Dubanchet ; 20290 Catherine Lagatu ; 20354 Roger Poudonson ; 20355 Roger Poudonson ; 20646 Francis Palmero ; 20915 Roger Gaudon ; 21073 Roger Poudonson ; 21242 René Ballayer ; 21255 Charles Bosson ; 21341 Charles Zwickert ; 21376 Jean Fonteneau ; 21469 Noël Berrier ; 21494 Jean Colin ; 21521 Jean Cluzel ; 21522 Jean Cluzel ; 21612 Roger Gaudon ; 21615 Roger Poudonson ; 21640 Roger Poudonson ; 21641 Roger Poudonson ; 21982 Adolphe Chauvin ; 21999 Joseph Yvon ; 22001 Raoul Vadepiéd ; 22034 Charles Ferrant ; 22042 Francisque Collomb ; 22063 Roger Poudonson ; 22099 Roger Poudonson ; 22206 Jean Gravier ; 22233 Jean Colin ; 22234 Jean Colin ; 22251 Roger Poudonson ; 22304 Pierre Vallon ; 22307 Alfred Kieffer ; 22312 J.-Marie Bouloux ; 22332 Joseph Yvon ; 22367 Charles Zwickert ; 22369 Raoul Vadepiéd ; 22371 J.-Marie Rausch ; 22373 J.-Marie Rausch ; 22459 Pierre Vallon ; 22460 Pierre Vallon ; 22461 Pierre Vallon ; 22462 Pierre Vallon ; 22465 Roger Poudonson ; 22480 Roger Poudonson ; 22481 Roger Poudonson ; 22492 Roger Poudonson.

Jeunesse et sports.

N°s 12499 Guy Schmaus ; 14702 Pierre Giraud ; 14788 René Jager ; 20767 Jean-Marie Rausch ; 21008 André Méric ; 21370 Edouard Le Jeune ; 22081 Jean Fonteneau ; 22169 Paul Jargot ; 22218 Henri Fréville ; 22398 Roger Poudonson ; 22427 Charles Ferrant ; 22486 Georges Cogniot.

Tourisme.

N°s 19383 Louis Jung ; 19873 Francis Palmero ; 20205 Robert Schwint ; 20342 Francis Palmero ; 20458 Alfred Kieffer ; 20628 Jean Francou ; 20906 Raoul Vadepiéd ; 20907 Charles Zwickert ; 21104 Louis Le Montagner ; 21596 Francis Palmero ; 21832 Paul Jargot ; 22030 Jean Francou ; 22064 Roger Poudonson ; 22086 Auguste Chupin ; 22089 Paul Caron ; 22090 Paul Pillet ; 22101 Louis Orvoen ; 22138 Roger Boileau ; 22198 Pierre Schiélé ; 22201 L. Le Montagner ; 22305 Robert Parenty ; 22558 Roger Poudonson ; 22559 Roger Poudonson ; 22560 Roger Poudonson.

SANTE

N°s 19723 Robert Schwint ; 20984 Robert Parenty ; 21020 Roger Poudonson ; 21059 Roger Poudonson ; 21577 Paul Caron ; 21675 Jean Francou ; 21687 Charles Ferrant ; 22106 Roger Boileau ; 22148 Jean Cluzel ; 22209 René Jager ; 22245 Roger Poudonson ; 22264 Guy Schmaus ; 22266 Pierre Petit ; 22355 Henri Caillavet ; 22385 André Mignot ; 22526 Marcel Gargar.

Action sociale.

N°s 21747 Jean Sauvage ; 21846 Jean Cluzel ; 21860 Pierre Vallon ; 22293 Jean Gravier ; 22349 Roger Poudonson ; 22350 Roger Poudonson.

TRAVAIL

N°s 15071 Hector Viron ; 15176 Jules Roujon ; 16104 Catherine Lagatu ; 16952 Michel Labèguerie ; 17073 Maurice Prévoté ; 17637 Charles Zwickert ; 18205 Jean Cauchon ; 18673 André Méric ; 18726 Jean Francou ; 18898 Roger Poudonson ; 18926 Jean-Pierre Blanc ; 19670 Louis Orvoën ; 19738 Raymond Brosseau ; 19893 Roger Poudonson ; 19976 Marie-Thérèse Goutmann ; 20179 Roger Poudonson ; 20220 André Bohl ; 20254 Eugène Bonnet ; 20275 Pierre Perrin ; 20302 André Bohl ; 20540 Guy Schmaus ; 20690 Maurice Prévoté ; 20755 Gérard Ehlers ; 20756 Gérard Ehlers ; 20757 André Méric ; 20776 André Bohl ; 21043 Roger Poudonson ; 21094 Roger Boileau ; 21112 Pierre Schiélé ; 21122 Marcel Gargar ; 21183 Roger Poudonson ; 21378 Jean Cauchon ; 21391 Francis Palmero ; 21404 Philippe de Bourgoing ; 21445 Charles Ferrant ; 21454 Paul Jargot ; 21466 Jean Cluzel ; 21535 Kléber Malécot ; 21538 Louis Jung ; 21590 Paul Jargot ; 21595 André Méric ; 21599 Roger Poudonson ; 21621 Catherine Lagatu ; 21655 Catherine Lagatu ; 21660 Catherine Lagatu ; 21683 Catherine Lagatu ; 21684 Robert Parenty ; 21688 Jean Cauchon ; 21733 Roger Poudonson ; 21744 René Tinant ; 21746 René Tinant ; 21758 Paul Caron ; 21761 J.-M. Bouloux ; 21766 Jean-Pierre Blanc ; 21775 Maurice Fontaine ; 21798 Gérard Ehlers ; 21822 Hubert Peyou ; 21830 Jacques Maury ; 21841 Jean Cluzel ; 21864 René Tinant ; 21873 Jean Gravier ; 21883 Henri Caillavet ; 21893 Catherine Lagatu ; 21897 Gérard Ehlers ; 21902 Francis Palmero ; 21925 Serge Boucheny ; 21943 Francis Palmero ; 21956 Alfred Kieffer ; 21959 Michel Kauffmann ; 21966 Francisque Collomb ; 21967 Auguste Chupin ; 21970 Jean Cauchon ; 21971 Jean Cauchon ; 21972 Paul Caron ; 21973 Paul Caron ; 21975 Jean-Marie Bouloux ; 22036 Charles Ferrant ; 22038 Francisque Collomb ; 22044 Jean Cauchon ; 22045 Jean Cauchon ; 22083 François Dubanchet ; 22091 Charles Zwickert ; 22098 Roger Poudonson ; 22111 Roger Boileau ; 22130 André Bohl ; 22162 Henri Caillavet ; 22187 Jean de Bagneux ; 22193 Pierre Vallon ; 22207 Jean Gravier ; 22216 Robert Schwint ; 22219 Jean Francou ; 22227 André Aubry ; 22242 Marie-Thérèse Goutmann ; 22248 Roger Poudonson ; 22281 Léandre Létouart ; 22291 Edouard Le Jeune ; 22292 Jean Gravier ; 22300 Jean-Pierre Blanc ; 22301 Jean Gravier ; 22361 Rémi Herment ; 22377 Alfred Kieffer ; 22423 Serge Boucheny ; 22424 Serge Boucheny ; 22425 André Rabineau ; 22445 André Méric ; 22447 Jean Cauchon ; 22455 Henri Caillavet ; 22457 Serge Boucheny ; 22466 Francis Palmero ; 22482 Roger Poudonson ; 22502 Paul Jargot ; 22511 Roger Poudonson ; 22530 René Tinant ; 22540 Jean-Marie Bouloux ; 22542 Jean-Pierre Blanc ; 22543 René Ballayer ; 22561 Roger Poudonson.

Condition des travailleurs manuels.

N° 21752 René Jager.

UNIVERSITES

N°s 21041 Georges Cogniot ; 21855 André Méric ; 22075 Francis Palmero ; 22151 Jacques Henriot ; 22173 Georges Cogniot ; 22225 Georges Cogniot ; 22273 Georges Cogniot ; 22478 Francis Palmero.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Objectivité de certaines émissions de la télévision.

22470. — 12 janvier 1977. — **M. Henri Caillavet** rappelle à **M. le ministre chargé des relations avec le Parlement** que, le 21 octobre 1976, l'émission télévisée « L'Événement » a été consacrée aux guérisseurs philippins, laissant croire, d'ailleurs, que l'on pouvait pratiquer d'authentiques interventions sur le corps humain uniquement avec les mains nues et sans laisser de cicatrices. Le 17 décembre 1976, les agences de presse et l'A.F.P. diffusaient un communiqué indiquant qu'à la suite des travaux d'un professeur d'une des facultés de médecine de Belgique, les prétendus extraits du corps humain n'étaient en réalité que des déchets cellulaires de « ducong », soit d'un mammifère sirénien. Or, A 2 et pas davantage les services du ministère de la santé ne sont alors intervenus par l'image ou sur les ondes, pour rétablir l'objectivité et débusquer l'imposture. Qui plus est, le 7 janvier 1977, un certain M.V. a fait publier dans un quotidien régional, « La Dépêche du Midi », un communiqué publicitaire rédactionnel annonçant qu'il aurait appris aux Philippines la méthode des chirurgiens aux mains nues et qu'il entendait en faire la démonstration à Toulouse, dans un lieu et à un jour donnés. Précisément, TF1, le 7 janvier 1977, à 13 heures, dans le journal d'informations, annonçait qu'un chirurgien revenant des Philippines tiendrait, à Toulouse, une réunion sur le sujet des interventions à mains nues. Il lui demande : 1° si le rapprochement de date entre le communiqué du journal « La Dépêche du Midi » et l'annonce sur une chaîne nationale ne lui paraissait pas insolite, voire relever d'une publicité insidieuse ; 2° s'il est en mesure de préciser si les responsables d'un service scientifique ont été interrogés, tandis que semble être actuellement dangereusement exploitée la souffrance humaine, puisque de nombreux malades engageant des frais considérables se rendent par charters aux Philippines dans l'ultime espoir d'être sauvés ; 3° s'il lui paraît, enfin, convenable que le monopole public, par manque de rigueur scientifique, se fasse indirectement l'auxiliaire d'une tromperie détestable. (*Question transmise à M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances.*)

Réponse. — Lors de la programmation du dossier d'actualité consacré aux guérisseurs philippins, Magazine télévisé « L'Événement » du 21 octobre 1976, les responsables de la société nationale TF1 ont pris toutes les précautions utiles afin d'éviter que les téléspectateurs ne soient abusés. Ainsi, au cours de l'entretien télévisé qui a suivi la diffusion de ce document, les représentants du corps médical présents, et notamment le docteur René, président de l'Ordre des médecins de Paris, se sont félicités de l'extrême prudence et de la grande objectivité dont avaient fait preuve les auteurs du reportage, plusieurs praticiens ont même fait remarquer tout l'intérêt psychosomatique de ce type de « soins ». A plusieurs reprises d'ailleurs, aussi bien le présentateur que le commentateur ont insisté sur le caractère purement documentaire de cette séquence, faisant toute réserve quant à sa valeur scientifique. Un phénomène a été indiscutablement constaté, il a été filmé, puis porté à la connaissance du public. Il apparaît donc que TF1 est resté strictement dans la limite de son rôle d'informateur sans qu'on puisse lui prêter une quelconque intention publicitaire : en effet, seule une information brève a été donnée à l'antenne sur ce fait divers, auquel la presse écrite a consacré des articles autrement importants.

Fonction publique.

Agents relevant de l'ex-caisse de retraites de la France d'outre-mer : droits à pension.

22643. — 3 février 1977. — A propos de l'application de l'article 73 de la loi de finances pour 1976, n° 75-1278 du 30 décembre 1975, **M. Francis Palmero** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique**, si la limite d'âge demeure à cinquante-sept ans pour les agents des corps autonomes de la France d'outre-mer et à cinquante-cinq ans pour les agents des cadres latéraux ; d'autre part, si le congé spécial accordé aux agents des corps autonomes de l'Etat est maintenu ; enfin, si la période transitoire s'applique aux agents qui désirent prendre leur retraite par anticipation, avant l'âge limite ou avant le congé spécial pour les corps autonomes.

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire à propos de l'application de l'article 73-II de la loi de finances pour 1976 (n° 75-1278 du 30 décembre 1975) comportent une réponse affirmative s'agissant des fonctionnaires des cadres généraux et supérieurs de l'ancienne administration d'outre-mer demeurés tributaires au 31 décembre 1975 du régime spécial du décret du 21 avril 1950, à titre personnel, à la suite de l'option souscrite dans les conditions et délais fixés par l'article 41 du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959, au moment de leur intégration dans les corps métropolitains autonomes ou latéraux. Les intéressés conservent la limite d'âge dont ils relevaient antérieurement au 1^{er} janvier 1976, aussi longtemps qu'ils continuent d'appartenir au cadre qui était le leur à cette date. En revanche, l'intégration ultérieure dans un autre corps, qu'il s'agisse ou non d'un corps homologue ou correspondant du corps initial de provenance, entraîne l'assujettissement des intéressés au régime de limite d'âge applicable à ce corps, sauf, bien entendu, lorsque l'intégration est prononcée dans les conditions prévues par l'article 40 du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959, dont les dispositions ne sont pas abrogées par l'article 73-II de la loi de finances pour 1976. La combinaison de ces deux textes permet aux fonctionnaires des corps autonomes visés par cet article 40, intégrés dans un corps homologue métropolitain moins de cinq ans avant d'atteindre la limite d'âge maintenue en application de l'article 73-II, de conserver à titre personnel ladite limite d'âge. Les fonctionnaires des corps autonomes affiliés au régime général des retraités en vertu de l'article 73-II de la loi susvisée ont toujours la possibilité de demander le bénéfice du congé spécial prévu à l'article 20 du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959 lorsqu'ils comptent au moins quinze ans de services civils et militaires valables pour la retraite et se trouvent à trois ans au plus de la limite d'âge conservée dans les conditions susdéfinies. En ce qui concerne le départ anticipé à la retraite possible pendant un délai de trois ans qui expire le 31 décembre 1978, les fonctionnaires désignés ci-dessus doivent, pour en bénéficier, réunir les conditions définies par l'article 5, paragraphe 1, du décret du 21 avril 1950 pour l'obtention d'une pension d'ancienneté, compte tenu des réductions d'âge et de durée de services acquises en application des articles 5, paragraphe II, 6 et 9, dernier alinéa, dudit décret au titre des services accomplis tant avant qu'après le 1^{er} janvier 1976.

Employés hospitaliers d'Aincourt : revendications.

22756. — 16 février 1977. — **M. Fernand Chatelain** signale à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique**, que les employés hospitaliers du centre médical d'Aincourt (Val-d'Oise) ne perçoivent ni la prime de transport ni la prime d'installation qui existe en région parisienne. Il lui rappelle également que l'indemnité de résidence n'est pas incorporée dans le salaire. Par ailleurs, ces agents bénéficient actuellement de six jours d'assiduité par an, s'il n'y a pas d'arrêt de travail. Les hospitaliers du centre médical d'Aincourt, comme ceux de l'hôpital de Magny-en-Vexin, subissent une perte de salaire du fait de l'abattement de zone pratiqué, ce qui ne facilite pas le recrutement de personnel qualifié. Il lui demande donc s'il n'envisage pas : 1° de supprimer totalement les zones de salaire, qui pénalisent les employés de la fonction publique ; 2° d'étendre la prime de transport à tout le territoire métropolitain ; 3° de créer la prime d'installation, comme ceci existe pour les agents de la région parisienne ; 4° de faire intégrer la prime de résidence dans le salaire ; 5° de transformer les jours d'assiduité accordés aux hospitaliers d'Aincourt en une semaine de congés d'hiver.

Réponse. — La suppression totale des zones servant au calcul de l'indemnité de résidence dans la fonction publique n'est pas envisagée présentement. Toutefois, depuis 1968, le Gouvernement s'est engagé dans une politique de diminution du nombre de zones. Celles-ci, au nombre de six en 1968, ne sont plus que trois depuis le 1^{er} novembre 1974. Une mesure de relèvement du taux applicable à la dernière zone en vue d'une fusion à moyen terme de celle-ci et de la deuxième zone est par ailleurs intervenue au 1^{er} octobre 1976. De même, l'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension a également été entreprise et depuis 1968 dix points et demi ont déjà été incorporés. La prime de transport dont le champ d'application est effectivement limité à la région parisienne n'est pas propre à la fonction publique mais concerne également les salariés des entreprises privées. Son attribution aux seuls salariés de la région parisienne tient à la spécificité, non seulement des conditions de transports, mais aussi des caractéristiques économiques et géographiques de la région. En tout état de cause, son extension à d'autres régions constitue un problème qui dépasse largement la seule fonction publique. La prime spéciale d'installation a pour objectif de compenser les charges des jeunes agents affectés dans la région

parisienne et l'agglomération lilloise où les conditions de logement s'avèrent particulièrement difficiles et contribuent à décourager les candidatures. Enfin, la transformation des jours d'assiduité accordés aux hospitaliers d'Aincourt en une semaine de congés d'hiver ne relève pas de la compétence du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique mais de celle du ministre de la santé qui assure la tutelle des centres médicaux.

Agents de l'Etat : maintien du pouvoir d'achat.

22823. — 23 février 1977. — **M. Pierre Schiélé** se référant à la réponse apportée à sa question écrite n° 21886 du 19 novembre 1976 (*Journal officiel* du 12 décembre 1976, Débats parlementaires, Sénat) demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique** de bien vouloir préciser la date à laquelle débiteront effectivement les discussions que le Gouvernement souhaite entamer avec les organisations syndicales représentatives de la fonction publique afin de maintenir en 1977 le pouvoir d'achat des agents de l'Etat et des collectivités locales et améliorer la rémunération de ces mêmes agents en fonction de l'augmentation de la production nationale dont il est encore une fois légitime qu'ils perçoivent leur juste part. Il lui demande par ailleurs, s'il compte proposer une amélioration du pouvoir d'achat des personnels en retraite et une intégration substantielle de l'indemnité de résidence servie encore à l'heure actuelle aux agents en exercice.

Réponse. — Deux réunions viennent de se tenir, le jeudi 24 février et le jeudi 3 mars 1977 entre le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique. A l'occasion de celles-ci, les questions évoquées par l'honorable parlementaire ont été examinées. Il est encore trop tôt pour pouvoir lui faire connaître les solutions qui seront retenues pour l'année 1977.

AGRICULTURE

Fusions de communes : délai d'application des avantages fonciers.

19687. — 1^{er} avril 1976. — **M. Kléber Malécot** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés rencontrées dans l'application de la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes, plus spécialement en ce qui concerne l'utilisation des crédits dégagés au titre de son ministère pour les assainissements dans les bourgs ruraux. L'article 11 de cette loi précise, en effet, que pour les communes fusionnées après la date de promulgation de la loi, en application des articles 3 et 8, la majoration de 50 p. 100 des subventions d'équipements de l'Etat est applicable pendant une période de cinq années à compter de la date d'effet de la fusion, ce même délai étant applicable aux opérations des communes ayant fusionné avant la date de promulgation de la loi ; or, les crédits du ministère de l'agriculture pour les assainissements dans les bourgs ruraux se trouvent être si peu importants qu'il est parfois nécessaire de les répartir sur plusieurs années afin de donner à de nombreuses communes une part du contingent financier accordé par l'Etat. Or, comme le rappelle l'article 11 de cette loi, ces avantages financiers ne peuvent être accordés que durant cinq années après la fusion. Il en résulte que bon nombre de communes ne pourront obtenir le financement dans ce délai trop court, compte tenu des contingents financiers trop faibles. Il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin de permettre à un maximum de communes rurales de bénéficier, au-delà de cinq ans, des avantages financiers issus de l'application de la loi sur les fusions et regroupements de communes.

Réponse. — Les crédits destinés à subventionner les travaux d'assainissement en milieu rural sont déconcentrés. Ils sont maintenant répartis en application du décret n° 76-168 du 18 février 1976 par l'établissement public régional entre les départements et subdélégués par le préfet de région. Les préfets attribuent les crédits qui leur sont ainsi dévolus selon un ordre de priorité aux collectivités de leur département dont les besoins sont les plus urgents à satisfaire et notamment aux communes fusionnées ou regroupées qui peuvent alors bénéficier d'une majoration de 50 p. 100 dans un délai de cinq ans suivant la décision de fusion ou de regroupement. Les mesures de déconcentration des crédits et la responsabilité de leur gestion confiée aux autorités locales ne permettent pas au ministre de l'agriculture d'intervenir dans cette priorité et il n'est pas envisagé de proroger le délai de cinq ans prévu par la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971.

Prêts aux jeunes agriculteurs : remboursement de la première annuité.

22520. — 20 janvier 1977. — **M. Jacques Eberhard** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés rencontrées par les jeunes agriculteurs qui se sont installés en fin d'année 1975 ou en tout début d'année 1976. Les demandes de prêts qu'ils ont déposées au moment de leur installation n'ont pu être réalisées qu'au cours des premiers mois de 1976. Il semblerait que cette situation ne leur permette pas de bénéficier du remboursement par l'Etat des intérêts de la première annuité intervenant au début de cette année. Pourtant, ces jeunes auront été parmi les plus touchés par la sécheresse ; d'abord du fait que les prix agricoles sont insuffisamment rémunérateurs et ensuite parce que cette sécheresse est intervenue pendant la première année de leur installation. C'est donc bien avec le faible produit de 1976 qu'ils ont à faire face à leurs échéances. Etant donné qu'un nombre non négligeable de jeunes se trouvent dans cette situation, il considère comme injuste de les exclure du bénéfice du remboursement des intérêts de la première annuité d'emprunt. Il lui demande donc quelles mesures le Gouvernement a envisagées pour donner satisfaction aux jeunes agriculteurs.

Réponse. — La mesure de prise en charge des intérêts 1976 des prêts spéciaux aux jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux d'élevage, instituée par les décrets n°s 76-871 du 15 septembre 1976 et 76-1056 et 1057 du 22 novembre 1976 est destinée à alléger la trésorerie des agriculteurs concernés d'une partie des charges financières qui ont grevé leurs exploitations durant l'année 1976. Pour cette raison, cette aide ne concerne que les jeunes agriculteurs et les éleveurs qui ont eu effectivement à rembourser une échéance au moins de leurs prêts spéciaux entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1976. Je n'ignore pas que certains des jeunes agriculteurs exclus de cette aide ont été sérieusement éprouvés par la sécheresse. Les aides qu'ils recevront dans le cadre des autres mesures arrêtées au cours du conseil des ministres du 22 septembre leur permettront de résorber en grande partie les pertes subies. En outre, je suis persuadé que si, malgré tout, ces agriculteurs, en raison de rendements particulièrement faibles, ne pouvaient faire face à certaines échéances, ils trouveraient auprès des caisses de crédit agricole toute la compréhension nécessaire.

Interdiction d'importation de viande.

22668. — 9 février 1977. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés rencontrées par de nombreux éleveurs à la suite de l'exceptionnelle sécheresse de l'été 1976 en ce qui concerne les conditions de commercialisation de leurs animaux, et il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte proposer aux autres partenaires de la Communauté économique européenne afin qu'aucune importation de viande ne soit autorisée, cela dans le but de sauvegarder le revenu des éleveurs français.

Réponse. — Le Gouvernement suit avec beaucoup d'attention l'évolution du marché de la viande bovine. Les dispositifs destinés à sauvegarder le revenu des éleveurs ont prouvé leur efficacité ; en effet, les achats à l'intervention et l'aide au stockage privé ont évité la chute des cours pendant la sécheresse de l'année dernière. D'autre part, le conseil des ministres de la C. E. E., faisant droit à une demande du Gouvernement français, a adopté un nouveau régime à l'importation beaucoup plus restrictif que le précédent ; c'est ainsi que toutes les importations sont soumises au régime des certificats, que la protection est nettement accrue lorsque les prix de marché sont inférieurs au prix d'orientation et que les importations d'animaux maigres sont limitées dans le cadre d'un bilan annuel. Après avoir enregistré une certaine baisse due à la diminution de la demande, le marché du veau de boucherie s'est redressé, le concessionnaire ayant apprécié la qualité du veau élevé sous la mère. Enfin, l'effort entrepris pour maintenir la production de veaux élevés sous la mère est poursuivi au travers des conventions régionales d'amélioration des productions bovines. L'aide qui est apportée par l'Onibev est une incitation à l'organisation économique des producteurs.

ANCIENS COMBATTANTS

Invalides civils (exonération de la redevance télévision).

17267. — 3 juillet 1975. — **M. Pierre Perrin** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** dans quelles conditions, compte tenu de la législation en vigueur, les mutilés et invalides civils et militaires peuvent bénéficier de l'exonération de la rede-

vance pour droit d'usage d'un poste récepteur de télévision de première catégorie. Trois conditions impératives sont simultanément requises : 1° être atteint d'une incapacité au taux de 100 p. 100 ; 2° ne pas être imposable sur le revenu ; vivre seul, soit avec le conjoint (et, le cas échéant, les enfants à charge au sens de la législation sur la sécurité sociale), soit encore avec une tierce personne chargée d'une assistance permanente. La première condition est remplie malheureusement souvent sans difficulté puisque tous les grands invalides ont une incapacité au taux de 100 p. 100. Il n'en est pas toujours de même pour les deux autres conditions exigées par l'administration. Soit, d'une part, que le mutilé exerce ou a exercé une activité salariée le rendant passible de l'impôt sur le revenu. Soit, d'autre part, qu'ayant des enfants, l'un ou l'autre de ceux-ci demeure au foyer familial après sa majorité faute de trouver un logement ou dans l'attente d'un mariage. En cas de veuvage, un enfant peut répondre au besoin du mutilé de la tierce personne. Le plus souvent, il s'agit de la fille qui remplace l'épouse disparue, mais il arrive fréquemment qu'elle soit mariée et que, par mesure de commodité, le couple soit logé au domicile familial. Si la fille peut, au regard de la loi, être considérée comme exerçant le rôle de tierce personne auprès de son père, ce qui permettrait que soit rempli la troisième condition, par contre, son mari, ne remplissant pas lui-même les trois conditions requises pour être exonéré de la redevance télévision, fait perdre le bénéfice de cet avantage étant donné que la loi n'autorise pas deux personnes à tenir lieu de guide au grand mutilé, fût-il bénéficiaire de l'article L. 18 double. La taxe, dans ces conditions, doit donc être acquittée par le grand invalide propriétaire du poste récepteur de télévision. Il lui demande que la question soit étudiée et que des mesures soient prises pour qu'une solution raisonnable et juste intervienne.

Réponse. — Aux termes des dispositions de l'article 16 du décret du 29 décembre 1960, l'exonération de la redevance de télévision est réservée notamment aux mutilés invalides civils et militaires au taux de 100 p. 100 réunissant les conditions suivantes : ne pas être imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; vivre soit seul, soit avec le conjoint et les enfants à charge de l'ayant droit, soit encore avec une tierce personne chargée d'une assistance permanente. L'honorable parlementaire paraît souhaiter que le grand invalide pensionné au taux de 100 p. 100 puisse obtenir, en tout état de cause, quelle que soit la situation des personnes vivant à son foyer, l'exonération de la taxe de télévision. Cette question relève de la compétence de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances. Celui-ci, saisi par ailleurs d'une demande tendant à l'extension du bénéfice de l'exonération de la redevance de télévision, a eu l'occasion de préciser que la politique menée par le Gouvernement tend à concentrer l'aide de l'Etat au profit de personnes les plus démunies n'étant pas compatible avec la prise en charge par l'Etat de la compensation au profit des organismes de radio et de télévision de la perte de recettes qui correspondrait à de nouvelles mesures d'exonération.

Amputés de guerre : versement d'indemnités.

21050. — 24 août 1976. — M. Jean Gravier demande à M. le ministre du travail de bien vouloir préciser s'il envisage de donner une suite favorable à la demande formulée par les amputés de guerre de France, lors de leur congrès national des 12 et 13 juin 1976, suggérant que le montant des indemnités versées aux mutilés de guerre convoqués devant une commission d'appareillage, commission de réforme ou autres organismes médicaux, soit au moins égal au remboursement versé aux ressortissants de la sécurité sociale. (Question transmise à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants.)

Réponse. — Les indemnités versées aux personnes convoquées devant les centres de réforme doivent être considérées avec l'ensemble du remboursement effectué au profit des intéressés, au premier chef, la prise en charge par l'Etat de l'intégralité des frais de transport exposés. Le total annuel de ces remboursements s'élève en moyenne à 1 450 000 francs. Toutefois, il convient de garder de conférer à ces indemnités le caractère spécifique « d'indemnité de repas » qui n'a pas été prévu par la législation ni par la réglementation mais plutôt celui plus général d'« indemnité de dérangements ». C'est en fait le remboursement global effectué au profit des personnes convoquées devant les centres de réforme qu'il convient donc de considérer. Aussi bien, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants avait-il formulé des propositions tendant précisément à revaloriser les indemnités allouées aux ressortissants convoqués devant les centres de réforme. Ces propositions n'ont pu pour le moment être retenues.

Guide-barème des invalidités (publication).

22394. — 27 décembre 1976. — M. Roger Poudonson demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants de lui préciser l'état actuel de mise au point et de publication du guide-barème des invalidités susceptibles d'être indemnisés au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Réponse. — La réimpression du guide-barème des invalidités applicable au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre vient d'être achevée. Cet ouvrage, mis à jour au 1^{er} août 1976, est édité par l'imprimerie nationale.

COMMERCE ET ARTISANAT

Création d'entreprises par des cadres en chômage : prêts.

22523. — 20 janvier 1977. — M. Georges Berchet rappelle à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que le conseil des ministres du 8 décembre 1976 a décidé d'accorder des prêts à long terme aux cadres demandeurs d'emploi désireux de créer une entreprise artisanale ou industrielle nouvelle. Il lui demande : 1° de fournir des précisions sur le contenu des mesures en cause et en particulier quelles seront les « conditions avantageuses » de ces prêts ; 2° le délai qui sera nécessaire pour que la mesure annoncée soit prise et entre réellement en application.

Réponse. — 1° A la suite des mesures annoncées par M. le ministre du travail au cours du conseil des ministres du 8 décembre dernier, un dispositif incitatif à la création d'entreprises a été mis en place pour permettre aux cadres demandeurs d'emploi d'accéder aux systèmes de prêt, et de conserver les allocations publiques de chômage ainsi que la couverture sociale assurée aux demandeurs d'emploi, pendant les six premiers mois de leur nouvelle activité. Les cadres demandeurs d'emploi désirant créer une entreprise ou reprendre une entreprise en liquidation de biens pourront avoir accès aux prêts à long terme financés sur l'emprunt de 3,5 milliards de francs lancé fin 1976 en faveur des moyennes et petites entreprises et de l'artisanat. S'agissant de prêts à long terme (15 ans), ces prêts sont destinés à financer des immobilisations amortissables en moyenne sur 10 ans, à concurrence de 50 p. 100 (industrie et commerce) ou 60 p. 100 (artisanat) du montant des investissements. Les prêts financés sur l'emprunt 1976 bénéficieront d'un différé d'amortissement de deux ans, d'une bonification exceptionnelle de l'Etat ramenant à 8,50 p. 100 le taux d'intérêt dû par les bénéficiaires pendant les cinq premières années, et limitant le taux à 11 p. 100 pour les années suivantes. Les dossiers de demandes de prêts devront être déposés avant le 15 avril 1977. Pour bénéficier de ces prêts, les cadres déposeront auprès des établissements prêteurs un dossier de création d'entreprise, constitué selon les indications qui leur seront données par l'établissement de crédit concerné et comportant notamment une attestation de leur qualité de demandeur d'emploi, fournie par l'agence nationale pour l'emploi. La caisse centrale de crédit hôtelier recevra les dossiers concernant les projets industriels et commerciaux ; les réseaux des banques populaires et du crédit agricole recevront les projets artisanaux. En ce qui concerne plus spécialement ces projets, les cadres créateurs d'entreprises artisanales pourront, en outre, bénéficier des aides suivantes : primes d'installation en milieu rural et en zones urbaines nouvelles ou rénovées (décret n° 75-808 du 29 août 1975) ; prêts à moyen terme, notamment à taux privilégié sur ressources du F.D.E.S. Les réseaux des banques populaires et du crédit agricole assurent la gestion de ce premier dispositif ; prime d'incitation à la création d'emploi, attribuée en cas d'embauche de jeunes de moins de 20 ans. La gestion est assurée par la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre. Les cadres souhaitant bénéficier de ces dispositions doivent présenter leur candidature à l'agence locale de l'emploi concernée, qui fournira aux candidats les informations sur les types d'aides auxquels ils peuvent prétendre. 2° Une circulaire datée du 14 janvier 1977 signée conjointement par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, et le ministre du travail, et définissant les modalités d'attribution de ces aides, a été adressée à MM. les préfets, les trésoriers payeurs généraux et les directeurs régionaux et départementaux du travail et de la main-d'œuvre. Depuis cette date, les mesures annoncées par M. le ministre du travail sont effectivement entrées en application.

Sous-traitance de marchés publics : protection.

22537. — 21 janvier 1977. — M. Francisque Collomb demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets

prévus à l'article 51, alinéa 2, de la loi n° 73-119 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat concernant la protection des sous-traitants de marchés publics.

Réponse. — La loi d'orientation du commerce et de l'artisanat prévoit en son article 51, alinéa 2, que des mesures propres à éviter que les sous-traitants ne subissent les conséquences de la défaillance du donneur d'ordres et notamment du titulaire d'un marché public, devraient être définies par décret. En fait, l'application de cet article a nécessité une nouvelle mesure législative qui a fait l'objet de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Les titres I et III de ce texte sont entrés immédiatement en vigueur. En revanche, les dispositions du titre II sont devenues applicables le 31 mai 1976 par publication du décret n° 76-476 relatif aux marchés publics et le 30 juin 1976 pour les marchés de gré à gré, selon les termes de l'article 10 de la loi. Aucun autre texte n'est prévu pour l'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Par ailleurs, le décret n° 76-684 du 20 juillet 1976 a institué une commission technique de la sous-traitance afin d'étudier notamment les problèmes posés par la pratique de la sous-traitance et de suggérer aux pouvoirs publics toutes mesures en cette matière.

Commerçante : aide compensatrice pour cessation d'activité.

22593. — 27 janvier 1977. — **M. Maurice Fontaine** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** la situation d'une commerçante qui a déposé sa demande d'aide compensatrice le 26 novembre alors que, devant faire la preuve de la cessation de son activité pour la percevoir, elle avait sollicité et obtenu sa radiation du registre du commerce le 30 septembre de la même année. On lui refuse le bénéfice de cette indemnité compensatrice sous le prétexte que sa cessation d'activité est antérieure au dépôt de la demande. Il lui demande si, dans le cas d'espèce, l'esprit de la loi du 13 juillet est bien respecté et si l'U. R. A. V. I. C. n'a pas la possibilité d'accepter une demande qui, par ailleurs, remplit toutes les conditions d'attribution et notamment des essais infructueux de mise en vente.

Réponse. — Le refus opposé à une demande d'aide spéciale compensatrice présentée le 25 novembre alors que la radiation du registre du commerce était intervenue le 30 septembre de la même année était parfaitement justifié en l'état actuel des textes. En effet, l'intéressée n'était plus en activité ainsi que l'exige l'article 10 de la loi du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés. Toutefois, si le projet de loi qui a été adopté en première lecture le 20 décembre 1976 par l'Assemblée nationale est définitivement voté par le Parlement, les dossiers, tel que celui cité par l'honorable parlementaire, pourront faire l'objet d'un nouvel examen. Il convient donc d'engager cette commerçante à reprendre contact avec sa caisse d'assurance vieillesse dans le courant du mois de juillet 1977.

COMMERCE EXTERIEUR

Commandes de matériels à l'étranger.

19166. — 13 février 1976. — **M. André Méric** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les informations parues dans la presse dont l'une, en particulier, dans le journal *Le Figaro* du 12 janvier 1976. Alors que l'économie et l'industrie nationales sont en difficulté, que le pays connaît un chômage de plus en plus préoccupant, inacceptable et intolérable pour celles et ceux qui en sont les victimes, il est impensable que nous passions des commandes aussi importantes à l'étranger : 200 millions de francs financés par les banques allemandes jusqu'à concurrence de 85 p. 100 pour l'achat de deux avions VFW-614 *Folker* aux Pays-Bas, 422 millions de francs pour l'achat de six cargos au Japon. Il eût été préférable de passer ces commandes à l'industrie aéronautique française d'une part, aux chantiers navals français, d'autre part. Et lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à une telle anomalie. (*Question transmise à M. le ministre du commerce extérieur.*)

Réponse. — 1° Avions : il n'existe aucun appareil produit entièrement en France dans la catégorie du VFW-614 — de même qu'il n'existe pas, par exemple, d'alternative française à l'achat par Air France de *Boeing 747* pour sa flotte long-courriers. Il est toutefois utile de rappeler que le VFW-614 est propulsé par le moteur M-45-H, développé par la S. N. E. C. M. A. et Rolls-Royce. Dans ces conditions, l'industrie française bénéficie d'une part non négligeable de la commande. Par ailleurs, le montant de 200 millions de francs cité est largement supérieur au prix de deux appareils VFW-614 : sans doute correspond-il au prix des huit avions commandés (deux ventes fermes et six options) ; 2° navires : à la date du 1^{er} janvier 1976, les commandes à l'étranger de navires s'élevaient

à 4 milliards de francs. A la même date, le carnet de commandes des chantiers français s'élevait à 19 milliards de francs, dont 12 pour l'étranger. Le phénomène de « croisement des commandes » — qui se traduisait par un excédent potentiel de la balance « navires » de 8 milliards de francs — n'était que le reflet d'une certaine division internationale du travail. Depuis la date considérée, en raison de la diminution rapide du carnet de commandes, notre attitude vis-à-vis des commandes à l'étranger, et particulièrement au Japon, a naturellement évolué et les licences d'importation n'ont été délivrées qu'en nombre très restreint.

COOPERATION

Coopérants techniques : régime des congés.

22584. — 26 janvier 1977. — **M. Charles de Cuttoli** expose à **M. le ministre de la coopération** le cas de certains coopérants techniques dont le contrat est d'une durée de deux années réparties entre vingt mois de service continu et quatre mois de congé continu. Cette situation paraît de nature à désorganiser certains services et prive les intéressés du bénéfice d'un congé annuel en France. Certains coopérants de haut niveau, ainsi que les coopérants culturels servent, par contre, pendant dix mois et bénéficient d'un congé annuel de deux mois en France. Une discrimination étant ainsi créée entre diverses catégories de coopérants, il lui demande s'il ne lui paraît pas possible d'appliquer à tous les coopérants techniques le régime des congés annuels de deux mois.

Réponse. — Le décret n° 62-916 du 4 août 1962 portant définition du régime des congés administratifs et des passages garanti à certaines catégories de personnels exerçant des tâches de coopération techniques ou culturelles, a effectivement prévu, en dehors du cas particulier du congé de cessation exceptionnelle de fonctions, trois sortes de congés : le congé administratif normal de 4 mois après 20 mois de séjour ; le congé administratif annuel de 2 mois après 10 mois de séjour ; le congé administratif de vacances scolaires dont la durée coïncide en principe avec celle des vacances scolaires. Ce régime de congé présente, comme le régime de rémunération défini par le décret n° 61-422 du 2 mai 1961 auquel il se trouve lié sur ce point, un caractère fonctionnel. En effet, le régime de congé des personnels enseignants tient compte de la période des vacances scolaires tandis que le régime des congés des autres personnels tient compte des fonctions occupées : l'article 9 du décret susvisé du 4 août 1962 précise que sont soumis au congé administratif normal les personnels classés dans les groupes de contrats II, III, IV, V et VI du régime de rémunération, tandis que l'article 10 du même décret prévoit le régime du congé annuel pour les personnels classés dans les catégories hors groupe et dans le groupe I de ce régime de rémunération. Si, au total, à l'intérieur de la période de mise à disposition des Etats, soit deux ans en règle générale, la durée des congés est en principe la même pour toutes les catégories de personnels, le rythme de ces congés n'est donc pas le même et tient ainsi compte, pour ce rythme, des fonctions occupées. Il est apparu vraisemblablement lors de la mise en vigueur de ce régime de congé que la continuité de l'exercice des fonctions devait se trouver assurée surtout dans l'enseignement et dans les tâches de haut niveau, les fonctions correspondant aux groupes II, III, IV, V et VI pouvant être progressivement confiées à du personnel recruté sur place et relevant des gouvernements locaux.

Agents contractuels : statut.

22627. — 2 février 1977. — **M. Charles de Cuttoli** expose à **M. le ministre de la coopération** que les services accomplis en coopération par des agents contractuels sont, aux termes de l'article 8 de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972, assimilés aux services rendus en France par des agents non titulaires ou non permanents, notamment en ce qui concerne la nomination en qualité de fonctionnaires de l'Etat d'agents titulaires des collectivités locales et des établissements publics ou d'agents permanents des services, établissements ou entreprises publics à caractère industriel ou commercial. Il apparaît que peu d'entre eux puissent bénéficier de ces dispositions. Il lui demande en conséquence si, à égalité de durée de services, il ne lui paraît pas possible d'assimiler ces agents contractuels aux militaires retraités pour l'admission à certains emplois publics.

Réponse. — L'article 8, 2^e alinéa, de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers précise effectivement que les services accomplis en coopération par les agents contractuels « sont assimilés aux services accomplis en France par les agents non titulaires ou non permanents, notamment en ce qui concerne la nomination ou la titularisation en qualité

de fonctionnaires de l'Etat, d'agents titulaires des collectivités locales et des établissements publics ou d'agents permanents des services, établissements ou entreprises publics à caractère industriel ou commercial ». Ces dispositions ont fait l'objet des commentaires ci-après de la circulaire du Premier ministre, en date du 23 avril 1974 et publiée au *Journal officiel* du 16 mai 1974 : chaque fois que des dispositions légales ou réglementaires, et, notamment des statuts particuliers, prévoient la prise en compte de services de non-titulaires ou de non-permanents, les services accomplis en coopération se voient reconnaître cette qualité. Il en est ainsi en particulier lorsqu'il s'agit de remplir les conditions pour une nomination ou une titularisation ou lorsqu'il est prévu une durée de services (ou de « services effectifs ») pour se présenter à un concours interne ou à un examen professionnel. Il en est de même en ce qui concerne les droits des agents au regard des régimes de retraite. Sont alors pris en compte tous les services accomplis réellement au titre de la coopération, ce qui exclut les services accomplis par les agents recrutés directement par les Etats étrangers. Les services antérieurs à la loi du 13 juillet 1972 sont également assimilés à des services de non-titulaires s'ils répondent aux mêmes conditions. Les mêmes règles s'appliquent, *mutatis mutandis*, en ce qui concerne les collectivités locales, leurs établissements publics, les services, établissements et entreprises publics à caractère industriel ou commercial ». En ce qui concerne l'assimilation éventuelle aux militaires retraités des ex-agents contractuels ayant servi en coopération, il y a lieu de remarquer que les emplois qui sont réservés aux intéressés sont des emplois appartenant aux catégories B, C et D alors que la grande majorité des fonctions exercées en coopération par ces ex-agents contractuels correspond aux fonctions dévolues aux agents occupant des emplois de la catégorie A dans la fonction publique française. De toute façon, le problème de la réinsertion en France des agents non-fonctionnaires ayant servi en coopération n'a pas échappé au ministère de la coopération qui poursuit ses efforts en vue d'apporter à ce problème des solutions plus satisfaisantes. C'est ainsi qu'a été créé au sein du bureau de liaison des agents de coopération technique un service de réinsertion qui, par ses conseils, sa documentation et, éventuellement, l'octroi de stages, apporte aux intéressés une aide effective dans leur recherche d'un emploi en France. D'autre part, le ministère de la coopération se propose d'intervenir auprès des départements ministériels intéressés en vue de faciliter cette réinsertion dans des emplois vacants des services de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales.

CULTURE

Architecture : réforme de l'enseignement.

22393. — 27 décembre 1976. — **M. Roger Poudonson** demande à **Mme le secrétaire d'Etat à la culture** de lui préciser les perspectives de publication du rapport sur l'enseignement de l'architecture, rapport susceptible de permettre au Parlement d'apprécier la nature et les perspectives des réformes susceptibles d'être entreprises à son ministère à l'égard de cet enseignement.

Réponse. — Le secrétariat d'Etat à la culture a demandé au mois de janvier 1976 à M. Jacques Narbonne, conseiller d'Etat, de rédiger un rapport sur l'enseignement de l'architecture. Ce rapport a été remis au mois de septembre 1976. Il constitue un instrument de travail très utile pour définir les réformes qui doivent être apportées à l'enseignement de l'architecture. Ce document sera rendu public dès qu'auront été arrêtées et annoncées les principales mesures qui constitueront cette réforme. Ces mesures, actuellement à l'étude, feront l'objet d'une concertation avec tous les partenaires du secrétariat d'Etat.

Livre : aide à la profession.

22798. — 17 février 1977. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le Premier ministre** de lui préciser la nature des initiatives prises ou susceptibles de l'être par les pouvoirs publics, dans le cadre du développement du livre qui « n'est pas un produit comme les autres, il est un bien culturel », afin « d'aider les professions à dégager les solutions les mieux adaptées », ainsi que le précisait M. le Président de la République, dans une lettre adressée à M. le Premier ministre le 2 août 1976. (*Question transmise à Mme le secrétaire d'Etat à la culture.*)

Réponse. — Conformément aux termes de la lettre adressée à M. le Premier ministre par M. le président de la République le 2 août 1976, le secrétariat d'Etat à la culture se doit d'aider les milieux et professions intéressés par l'évolution de la situation du livre et les problèmes de sa distribution, à dégager les solutions les mieux adaptées aux structures économiques et aux besoins

culturels de notre société. De septembre à novembre 1976, la direction du livre, en liaison avec la direction de la concurrence et des prix du ministère des finances et la direction du commerce intérieur, du ministère du commerce et de l'artisanat a organisé de nombreuses réunions avec les organisations et personnalités représentatives de la création littéraire, de l'édition, de la distribution et de la librairie, ainsi que les organisations de consommateurs. Un rapport recensant les différentes solutions envisagées par les organisations et personnalités intéressées est en cours d'élaboration et leur sera adressé prochainement.

DEFENSE

Jeune Français établi en Haute-Volta : lieu du service militaire.

22576. — 26 janvier 1977. — **M. Charles de Cuttoli** expose à **M. le ministre de la défense** le cas d'un jeune Français établi en Haute-Volta, reconnu apte au service national et se trouvant en appel différé jusqu'à vingt-neuf ans en raison de son lieu d'établissement. Cet appelé souhaite remplir effectivement ses obligations militaires en France. Le bureau de recrutement de Perpignan, dont il dépend, lui fait connaître qu'il doit préalablement s'installer en France. L'extrême modicité de ses ressources ne lui permet pas d'assurer les frais d'un voyage et d'un séjour en France. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître si l'Etat peut prendre à sa charge lesdits frais et, dans l'affirmative, selon quelle procédure.

Réponse. — Il est conseillé d'inviter l'intéressé à entrer en relation avec le consul de France de sa résidence afin de déterminer les conditions d'organisation de son retour en France, compte tenu de la date à laquelle il souhaite accomplir ses obligations de service national.

Uniformes : fabricants.

22745. — 16 février 1977. — **M. Roger Poudonson**, se référant à la réponse de **M. le ministre de la défense** à sa question écrite n° 19966 du 27 avril 1976 (*Journal officiel*, débats du Sénat, 15 juin 1976) indiquant notamment, à l'égard de la réalisation éventuelle de nouveaux uniformes de l'armée, que « si les décisions devaient intervenir à ce sujet, l'industrie textile française assurerait, comme par le passé, la fabrication des tenues de l'armée », lui demande de lui préciser si l'information parue dans la presse nationale et indiquant que près de 50 p. 100 des uniformes de l'armée française seraient confectionnés à l'étranger, notamment en Afrique du Nord et en Espagne en raison du moindre coût, est restée inexacte.

Réponse. — Les uniformes des armées et les tissus avec lesquels ils sont confectionnés font l'objet de marchés placés exclusivement auprès de fournisseurs français agréés par le ministère de la défense et dont l'activité s'exerce en France avec des matières premières acquises sur le marché national.

Sous-officiers supérieurs : prime de qualification.

22746. — 16 février 1977. — **M. Edgar Tailhades** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur l'arrêté du 23 décembre 1976 qui a fixé le taux de la prime de qualification allouée aux sous-officiers en vertu de l'article 19 de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 et du décret n° 76-1196 du 23 décembre 1976. Contrairement aux déclarations faites au Sénat lors du vote de la loi du 30 octobre 1975, la prime de qualification ne remplace pas totalement l'ancienne prime de technicité puisque l'arrêté incriminé, tout en maintenant le taux antérieur de 10 p. 100, limite le montant maximum de la prime de qualification à 10 p. 100 de la solde afférente à l'indice brut 490. Cette restriction, contraire à l'esprit de la loi du 30 octobre 1975, lèse de nombreux sous-officiers supérieurs et fait peser un doute sur la volonté du Gouvernement d'améliorer la condition militaire. Dans ces conditions, il lui demande les mesures qu'il entend prendre afin de répondre, sur ce point, aux préoccupations des sous-officiers supérieurs.

Réponse. — Avant le 1^{er} janvier 1977, un petit nombre de sous-officiers bénéficiaient d'une prime de technicité fixée à 10 p. 100 de leur solde de base. A compter de cette date, la création de deux nouvelles primes a entraîné sa suppression et son remplacement par la prime de qualification fixée, également, à 10 p. 100 de la solde de base mais beaucoup plus largement attribuée. Le montant de la prime de qualification des sous-officiers a été plafonné, par analogie avec les dispositions prises pour les primes de qualification des offi-

ciers. Toutefois, les sous-officiers auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire n'ont pas subi de préjudice ; au contraire, ils ont vu leur situation s'améliorer avec la perception d'une prime supplémentaire fixée à 5 p. 100 de la solde de base, appelée prime de service et ne comportant pas de plafond.

ECONOMIE ET FINANCES

Compteur d'eau : exonération de T. V. A.

20801. — 12 juillet 1976. — **M. Louis Orvoen** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** sur l'application des articles 216 bis et suivants de l'annexe II au code général des impôts. Il lui expose qu'une direction départementale des services fiscaux a refusé le bénéfice de ces dispositions, à propos de l'achat de compteurs d'eau par un syndicat intercommunal, au motif que les investissements visés n'étaient pas susceptibles d'être considérés comme des immeubles par destination, dans la mesure où leur retrait des bâtiments destinés à les abriter pouvait s'effectuer sans graves détériorations pour ces derniers. Il lui rappelle que l'alinéa 1^{er} de l'article 524 du code civil dispose que les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds sont immeubles par destination. En conséquence, il lui demande : 1° les raisons juridiques pour lesquelles l'administration n'a pas appliqué l'alinéa 1^{er} de l'article 524 du code civil au cas qu'il lui présente ; 2° les mesures qu'il compte prendre afin, qu'à l'avenir, ses services départementaux admettent les compteurs d'eau au bénéfice de la déduction de taxe sur la valeur ajoutée prévue aux articles 216 bis et suivants de l'annexe II au code général des impôts.

Réponse. — En règle générale, il résulte du cahier des charges établi en matière de concession de distribution publique d'eau, que l'entreprise concessionnaire procède elle-même à l'achat des compteurs d'eau destinés à être loués aux usagers. Dans cette hypothèse, l'assujettissement de la location à la taxe sur la valeur ajoutée permet à l'entreprise concessionnaire de déduire la taxe afférente à l'achat de ces compteurs. En revanche, si les compteurs figurent au nombre des biens concédés à l'entreprise, le transfert de déduction n'est possible que si, conformément à l'article 216 ter 1^{er} de l'annexe II au code général des impôts, ces biens constituaient des investissements immobiliers. A cet égard, une réponse plus précise pourrait être faite à l'honorable parlementaire si, par l'indication du nom de la collectivité intéressée, l'administration était en mesure d'effectuer une enquête.

Bouches-du-Rhône : révision du cadastre.

21290. — 28 septembre 1976. — **M. Jean Francou** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** sur les préjudices subis par certaines communes à vocation agricole des Bouches-du-Rhône du fait de l'impossibilité où elles se trouvent d'obtenir la révision du cadastre en ce qui concerne certaines terres, à l'état inculte au moment de la révision du cadastre en 1953 et qui, depuis lors, ont été mises en exploitation et sont aujourd'hui en plein rendement. Ainsi, leurs propriétaires en retirent un revenu très appréciable sans avoir à supporter aucune charge, ce qui diminue d'autant les ressources de la commune qui ne peut lever aucun impôt. Il lui demande en conséquence que tous moyens utiles soient mis à la disposition des services du cadastre pour mener à bien et rapidement les opérations de rénovation du cadastre qui restent encore à effectuer dans le département des Bouches-du-Rhône.

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que les travaux de rénovation du cadastre des communes du département des Bouches-du-Rhône sont entièrement terminés à ce jour. Mais, conformément à une jurisprudence constante du Conseil d'Etat (arrêt du 24 avril 1974 : Santanach, req. n° 85 923), seules la fertilité du sol, les conditions d'accès et la situation topographique des parcelles ont dû être prises en considération, pour déterminer le classement et, partant, la valeur locative des propriétés non bâties, lors de la révision du cadastre des communes concernées. Il en a été de même, d'ailleurs, à l'occasion des opérations de révision générale des évaluations effectuées postérieurement dans toutes les communes. Dès lors, l'état d'inculture dans lesquels pouvaient se trouver certaines propriétés au moment où ces opérations sont intervenues est resté sans influence sur leur évaluation, les parcelles en cause ayant été considérées, chaque fois, comme si elles étaient normalement exploitées. Cela dit, il ne pourrait être apporté de plus amples précisions sur la situation réelle des évaluations en vigueur dans les communes visées par la présente question que si, par l'indication du nom de ces dernières, l'administration était mise à même d'effectuer une enquête sur le plan local.

Agriculteurs sinistrés (mesures fiscales).

21306. — 29 septembre 1976. — **M. Henri Caillavet** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances**, que, sans méconnaître les efforts entrepris par son gouvernement en faveur de l'agriculture frappée par de dures calamités, le Lot-et-Garonne a subi trois sinistres en trois années. Les exploitants agricoles sont donc placés très souvent devant une situation plus que difficile. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas de donner des directives et instructions à ses services pour que soit appliqué de façon générale l'article 42 du code général des impôts sur le profit des exploitants, savoir un dégrèvement proportionnel de la taxe foncière par rapport à la perte de récolte. Ne pense-t-il pas étendre également cette mesure à toutes les activités des exploitants agricoles (élevage, etc.). Au cas contraire, peut-il lui donner les raisons de sa décision.

Réponse. — Le département de Lot-et-Garonne a effectivement subi, au cours des trois dernières années, des calamités (grêle, gelées tardives, sécheresse) qui ont entraîné des pertes de récoltes. Pour chacune des années 1974 et 1975, les agriculteurs sinistrés ont présenté des demandes en réduction de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. La quasi-totalité de ces demandes a reçu une suite favorable et les dégrèvements ont porté sur toutes les natures de culture, y compris les prés et les prairies naturelles ou artificielles. En ce qui concerne l'année 1976, l'article 12 de la loi de finances rectificative du 29 octobre 1976 a prévu qu'une aide exceptionnelle serait versée aux exploitants qui ont subi des dommages du fait de la sécheresse. Ces dommages concernent tant les productions végétales qu'animales. L'article 6 du même texte précise que cette aide tient lieu, pour ceux qui en bénéficient, des dégrèvements de taxe foncière auxquels ils auraient pu prétendre par application de l'article 1398 du code général des impôts en cas de pertes de récoltes sur pied. Quant aux agriculteurs exclus de l'aide à la sécheresse ou victimes d'autres calamités, ils peuvent demander la révision de leurs impositions dans les conditions habituelles. L'ensemble de ces mesures paraît de nature à répondre aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Fiscalité relative au secteur automobile.

21388. — 5 octobre 1976. — **M. Jacques Carat** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances**, de préciser quel a été, en 1975, le produit global de la fiscalité qui frappe le secteur automobile, y compris les recettes provenant de la T. V. A. sur les ventes de véhicules, des taxes et redevances sur les carburants, les permis de conduire et les cartes grises, de la vignette, des impôts sur les assurances et de la taxe à l'essieu des poids lourds dans chacun des départements de la région parisienne.

Réponse. — Les renseignements demandés par l'honorable parlementaire figurent aux tableaux I et II ci-dessous. Toutefois, il y a lieu d'observer que : 1° en ce qui concerne la taxe sur les conventions d'assurance, les renseignements disponibles à la direction générale des impôts ne permettent pas de répondre à la question posée, cette taxe n'étant modulée que par grandes catégories de risques couverts et non par nature d'éléments garantis contre ces risques ; aussi, ne saurait-on, en ce domaine, avancer qu'une estimation présentant un caractère approximatif ; sous cette réserve, le montant de la taxe sur les conventions d'assurance payé par le secteur de l'automobile peut être évalué à 1,3 milliard de francs pour l'année 1975 ; 2° en matière de T. V. A., les statistiques sont disponibles par secteur d'activité économique ; les renseignements figurant au tableau I ci-dessous relatifs à l'activité 743 de la nomenclature des activités économiques englobent la T. V. A. grevant le commerce des véhicules automobiles, le commerce de détail des pièces détachées, d'accessoires et de pneumatiques pour automobiles ainsi que le commerce de détail des carburants et lubrifiants ; 3° pour ce qui est de la taxe intérieure sur les carburants, les particularités du recouvrement de cette taxe ne permettent pas d'établir avec précision des statistiques qui soient représentatives de la charge fiscale supportée par les carburants utilisés dans un département donné. En effet, cette fiscalité est recouvrée à la sortie des raffineries ou des entrepôts pétroliers. Or, la répartition géographique de ces établissements ne correspond que très imparfaitement à la répartition géographique de la consommation. C'est ainsi que les taxes acquittées dans le département où se trouve implanté un complexe pétrolier correspondent à des quantités très supérieures aux besoins de ce département. Toutefois, en utilisant les statistiques relatives à la répartition géographique des ventes de produits pétroliers et les taux de la taxe intérieure applicables à chacun des carburants, il est possible, pour l'année 1975, d'obtenir les indications figurant au tableau II, colonne 2.

Fiscalité relative au secteur automobile
(en milliers de francs).

TABLEAU I

ANNÉE 1975 1	T. V. A. BRUTE activité 743 N. A. E. (budget + B. A. P. S. A.). 2	TAXE SUR LES VÉHICULES des sociétés. 3	TAXES SUR LES VÉHICULES à moteur (vignettes). 4	PERMIS DE CONDUIRE et certificats d'immatriculation. 5
France entière.....	22 720 238	586 540	1 895 899	975 966
Région d'Ile-de-France.....	5 558 812	285 397	412 885	188 300
Dont :				
Paris	2 061 103	155 949	116 282	59 838
Seine-et-Marne	276 633	5 524	28 739	11 702
Yvelines	397 574	12 441	42 967	18 320
Essonne	287 054	8 188	43 300	14 799
Hauts-de-Seine	1 365 602	63 157	61 926	28 333
Seine-Saint-Denis	498 492	17 291	48 268	19 745
Val-de-Marne	347 622	16 028	43 892	22 455
Val-d'Oise	324 732	6 819	27 511	12 608

TABLEAU II

ANNÉE 1975 1	TAXE INTÉRIEURE (calculée sur la base des ventes de carburants). 2	TAXE SPÉCIALE sur certains véhicules routiers (taxe à l'essieu). 3
France entière.....	19 602 800	341 774
Région d'Ile-de-France.....	3 051 539	37 664
Dont :		
Paris	597 220	8 848
Seine-et-Marne	374 972	4 196
Yvelines	368 553	2 798
Essonne	329 107	2 557
Hauts-de-Seine	413 839	6 735
Seine-Saint-Denis	391 425	5 917
Val-de-Marne	346 426	3 992
Val-d'Oise	229 997	2 619

Transactions immobilières (vérité des prix).

21402. — 7 octobre 1976. — M. Jean Proriot expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances qu'une source très répandue d'évasion fiscale réside dans la minoration des prix déclarés lors des mutations à titre onéreux d'immeubles ou de fonds de commerce. A cet égard, la récente loi relative à l'imposition des plus-values ne constituera qu'un palliatif apparent, dans la mesure où, les prix déclarés étant minorés à la revente comme à l'achat, les dissimulations n'auront aucune incidence sur le montant de la plus-value taxable. Il existe en revanche dans le code général des impôts un article 668 qui, instituant en cas d'insuffisance de prix un droit de préemption au profit du Trésor, constitue une arme efficace à la disposition de l'administration mais que cette dernière paraît répugner à utiliser. Afin de pouvoir en juger, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître combien de fois il a été fait application de ce texte au cours de chacun des dix dernières années.

Réponse. — La mise en œuvre des dispositions de l'article 668 du code général des impôts constitue effectivement un moyen de lutte efficace contre les minorations particulièrement importantes des prix déclarés dans les actes de vente d'immeubles ou de fonds de commerce. Le caractère relativement sévère des effets du droit de préemption commande que son application soit conduite avec discernement, et c'est pourquoi l'administration n'exerce ce droit que lorsque l'insuffisance de prix est spécialement marquée et l'intention de fraude particulièrement évidente. C'est ainsi qu'il a été procédé à vingt-trois préemptions en 1975 et à dix-sept en 1976. Par ailleurs, l'administration fiscale procède à de nombreux redressements de valeur en application des dispositions de l'article 667 du code général des impôts lorsque le prix porté dans les actes est inférieur à la valeur vénale réelle du bien transmis, appréciée notamment par comparaison avec les prix du marché.

Existence de grosses fortunes privées

21472. — 14 octobre 1976. — M. Edouard Grangier expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances qu'une récente affaire d'abus de confiance a révélé l'importance de certaines fortunes privées françaises. Ce fait amène à réfléchir sur les moyens d'accumulation de l'argent. Il lui demande d'indiquer s'il est possible qu'actuellement, et dans ce cas par quels mécanismes, une fortune privée d'environ 40 milliards d'anciens francs puisse être réalisée par une personne physique au cours de son activité professionnelle, et cela dans un pays où l'impôt sur le revenu est progressif, et dont la politique depuis bien des décennies est de réduire l'inégalité des fortunes. Il ajoute que, loin de viser une quelconque fortune en particulier, la question posée, et surtout l'étude qui sera demandée aux services des finances pour y répondre, devrait permettre de trouver les moyens fiscaux de nature à introduire plus de justice dans la répartition de la fortune nationale.

Réponse. — L'exemple de plusieurs pays étrangers montre que dans les sociétés libérales l'impôt sur le revenu ne peut atteindre des taux confiscatoires, sous peine d'engendrer de graves perturbations. Or la fixation d'un taux maximal relativement modéré — 30 p. 100 en France — a évidemment pour contrepartie qu'un contribuable disposant de ressources considérables conserve après impôt un revenu disponible encore très élevé. Mais les fortunes de l'importance de celle indiquée par l'honorable parlementaire trouvent fréquemment leur origine dans la réalisation de gains en capital. A cet égard, il convient d'observer qu'antérieurement aux lois du 15 mars 1963 et du 15 décembre 1963 relatives à l'imposition des profits immobiliers et à la loi du 19 juillet 1976 portant imposition généralisée des plus-values, les gains en capital réalisés par les particuliers n'étaient que très exceptionnellement imposables.

*Retraites des P. T. T. de la région Rhône-Alpes
(mensualisation des retraites pour certains).*

22152. — 4 décembre 1976. — **M. Claudius Delorme** expose à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** que, depuis avril 1975, les retraités des P. T. T. perçoivent leurs retraites mensuellement dans cinq départements de la région Rhône-Alpes, mais que dans trois départements de cette région (l'Ain, la Loire et le Rhône) celles-ci ne sont payées que chaque trimestre. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° les motifs de ces dispositions discriminatoires ; 2° s'il n'envisage pas d'unifier ces inégalités dans les dates des paiements pour une même région ; 3° dans quels délais ces nouvelles mesures pourraient être applicables.

Réponse. — L'article 62 de la loi de finances pour 1975, a institué le paiement mensuel, à terme échu, des pensions de l'Etat et prévu que ce nouveau mode de paiement serait mis en œuvre, progressivement, à partir du 1^{er} juillet 1975. C'est dans ces conditions que le paiement mensuel a été appliqué dès le 1^{er} avril 1975 aux pensions payables dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-Savoie relevant du centre régional des pensions de la trésorerie générale de l'Isère à Grenoble choisie pour des motifs d'ordre essentiellement technique pour réaliser cette expérimentation. En effet, les pensions payables dans les huit départements de la circonscription d'action régionale qui couvre la région Rhône-Alpes, sont gérées par deux centres régionaux de pensions totalement indépendants : celui de Grenoble, qui gère les pensions des départements cités ci-dessus ; celui de Lyon, où le paiement trimestriel subsiste encore actuellement et dans le ressort duquel sont payables les pensions de l'Ain, de la Loire et du Rhône. Ainsi qu'il a été souvent indiqué, l'extension de la mensualisation des pensions est liée tant à l'état d'avancement de l'automatisation complète des procédures dans chacun des centres régionaux de pensions concernés, qu'aux possibilités d'ouverture des crédits budgétaires, nécessaires pour couvrir, d'une part, l'augmentation de la charge des arrérages, lors de la première année d'application et, d'autre part, l'accroissement corrélatif des charges de fonctionnement des services. Les impératifs budgétaires qui résultent de la politique gouvernementale de lutte contre l'inflation ont conduit à limiter, en 1977, le rythme d'extension du paiement mensuel des pensions dont le principe n'est évidemment pas mis en cause. En conséquence, la date de la mensualisation des pensions assignées sur la trésorerie générale du Rhône à Lyon ne peut actuellement être précisée.

*Fonctionnaires devant prendre leur retraite :
versement d'acomptes.*

22434. — 4 janvier 1977. — **M. Henri Caillavet** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** qu'à plusieurs reprises les parlementaires ont attiré l'attention des ministres responsables sur le fait que des lenteurs administratives apportaient aux titulaires du droit à la retraite des difficultés de toute nature, notamment au moment du départ à la retraite. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne pense pas que, dans l'attente du calcul exact du montant de la retraite allouée et de la délivrance du carnet à pension, il serait sage de faire verser aux intéressés des acomptes. Plus particulièrement, cette procédure ne pourrait-elle pas être envisagée à titre expérimental pour le personnel communal qui ne représente, dans la fonction publique ou parapublique, qu'un nombre relativement peu important de retraités.

Réponse. — Aux termes de l'article L. 90 du code des pensions modifié par l'article 62 de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974, la pension et la rente viagère d'invalidité sont payées mensuellement et à terme échu. Certes, pour des motifs d'ordre matériel, cette mesure ne sera appliquée que progressivement, mais elle rend inutile, à terme, l'institution d'une procédure d'acomptes sur pension lors du départ à la retraite du fonctionnaire. Le Gouvernement n'envisage donc pas de modifier, sur ce point, la législation existante.

Remise en cause d'un forfait après certaines vérifications.

22506. — 19 janvier 1977. — **M. Jacques Braconnier** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** si un débitant de boissons peut voir le bénéfice forfaitaire, qui lui a été précédemment notifié, remis en cause, suite à la visite des locaux professionnels, en conformité aux dispositions de l'article 506 du code général des impôts et à la constatation d'achats sans facture.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 302 *ter* 10 du code général des impôts, le forfait devient caduc lorsque des inexactitudes sont constatées dans les renseignements ou documents dont la production est exigée par la loi et qui ont servi de base à son établissement. Tel est le cas, notamment, dans l'hypothèse évoquée par l'honorable parlementaire où la minoration des achats déclarés par le contribuable a été constatée à l'occasion d'une vérification effectuée conformément aux dispositions de l'article 506 du code général des impôts.

Prestations viniques : augmentation.

22547. — 21 janvier 1977. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** les raisons pour lesquelles les prestations viniques ont été majorées pour les viticulteurs produisant des vins d'appellation d'origine contrôlée imposés, par ailleurs, à d'autres procédures (cépage imposé, délimitation d'aire, taille réglementée, etc.). Alors que, jusqu'à maintenant, celles-ci se situaient entre 3 à 5 p. 100 de la récolte pour une base de 8,5°, elles atteignent désormais 7 à 9 p. 100 pour une base de 9,5°. Dans ces conditions, ne lui paraît-il pas que les prestations viniques, dont le but est l'amélioration de la qualité, risquent d'apparaître pour les producteurs de vin d'appellation d'origine contrôlée comme une mesure économique détestable, mettant en difficulté des viticulteurs ayant eu précisément pour souci la recherche de la qualité. A tout le moins, n'entendrait-il pas ramener cette obligation de prestations viniques à de plus justes proportions et, notamment, revenir au *statu quo ante*.

Réponse. — Les prestations d'alcool vinique ont pour objet d'améliorer la qualité des vins par la distillation obligatoire des sous-produits de la vinification : marcs de raisin et lies de vin. Instituées en France par le décret-loi du 30 juillet 1935, elles ont été reprises dans la réglementation viti-vinicole communautaire applicable depuis 1970. La distillation obligatoire des sous-produits de la vinification constitue le seul moyen pratique d'assurer le respect de l'interdiction du surpressurage des raisins et du pressurage des lies de vin. Les règles particulières de production des vins à appellation d'origine contrôlée : limitation des rendements, réglementation de la taille, dégustation (pour autant qu'elle ait été instituée), tendent sans doute à garantir une meilleure qualité au produit. Elles ne permettent pas, cependant, d'empêcher que les vendanges soient surpressurées ou que certains vins de lie soient mélangés aux vins de goutte. Il est dès lors indispensable que les vins à appellation d'origine contrôlée soient, sous ce rapport, soumis aux mêmes dispositions que les vins de table. Au cours des deux dernières campagnes viticoles, les prestations d'alcool vinique imposées aux vins à appellation contrôlée ont, certes, été majorées par le relèvement d'un demi-degré du titre alcoométrique forfaitaire fixé pour chaque zone viticole et par la majoration de deux points pour les vins rouges et trois points pour les vins blancs du taux des prestations qui atteint respectivement 10 p. 100 et 7 p. 100 pour la présente campagne. Le taux de 7 p. 100 applicable aux vins blancs de qualité a d'ailleurs été obtenu à la demande de la délégation française, alors que la commission de Bruxelles avait fait adopter un taux uniforme de 10 p. 100. Dans des conditions normales d'élaboration du vin, la seule distillation des sous-produits de la vinification : marcs et lies, doit permettre d'apurer les prestations viniques aux taux ainsi fixés et seules des circonstances exceptionnelles peuvent amener les producteurs à faire distiller du vin pour parfaire leurs prestations. Dès lors, les difficultés évoquées par l'honorable parlementaire ne peuvent concerner, pour la présente campagne, que certains producteurs de vins à appellation contrôlée qui, habitués à des prestations relativement peu élevées, détruisaient leurs marcs et ne livraient que leurs lies à l'alambic. Les intéressés pourront, à l'avenir, satisfaire à leurs obligations en évitant la destruction des marcs et en conservant ceux-ci en vue de leur envoi à la distillation.

Foyers-clubs : exonération de la redevance télévision.

22624. — 2 février 1977. — **M. Jacques Maury** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** sur la situation des foyers-clubs situés dans les grandes villes et accueillant un grand nombre de personnes âgées.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire qu'en application de l'article 16 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 les établissements recevant des bénéficiaires de l'aide sociale sont exonérés de la redevance de télévision de première catégorie à condition qu'ils ne soient pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée. Ainsi le Gouvernement a voulu faire bénéficier de l'exonération les établissements qui accueillent les personnes âgées les

plus déshéritées et dont la situation sociale a été reconnue particulièrement digne d'intérêt. Admettre au bénéfice de l'exonération d'autres établissements tels les foyers-clubs de personnes âgées qui n'accueillent pas uniquement des bénéficiaires de l'aide sociale et sont en conséquence soumis à la T.V.A. ôterait tout caractère social à cette mesure qui bénéficierait alors indifféremment à tous les établissements accueillant des personnes répondant à la seule condition d'âge. L'exonération ne constituerait plus, de ce fait, un avantage spécifique pour les personnes âgées les plus défavorisées. Pour ces raisons, il ne paraît pas possible de retenir la suggestion de l'honorable parlementaire.

Consommation.

Logement : vérification de la publicité.

22479. — 13 janvier 1977. — **M. Roger Poudonson**, se référant à la réponse à sa question écrite n° 20336 du 1^{er} juin 1976, demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (Consommation)** de lui préciser la nature, les perspectives et les échéances des opérations de contrôle coordonnées entre les différentes administrations et destinées à assainir les pratiques publicitaires dans les secteurs les plus sensibles et notamment dans celui du logement.

Réponse. — Le Gouvernement a institué, par décret du 28 février 1977, un groupe interministériel de la consommation au sein duquel sera constituée une section permanente chargée d'assurer la coordination des contrôles ayant pour objet la protection du consommateur. Cette section élaborera périodiquement, dès son installation, un programme d'actions de contrôles spécifiques qui seront menées par les services extérieurs des ministères concernés : direction générale de la concurrence et des prix, service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité, services vétérinaires et service des instruments de mesure. Les programmes qui seront établis à partir du printemps prochain feront une large place à des actions ponctuelles tendant à assainir les pratiques publicitaires dans les secteurs les plus sensibles et, en particulier, dans celui du logement, dont se préoccupe l'honorable parlementaire.

EQUIPEMENT

Etablissement des programmes de construction : bilan de l'étude.

22229. — 10 décembre 1976. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de l'équipement** quelle suite a été donnée à l'étude réalisée en 1975 à sa demande et portant sur la confection d'un guide facilitant l'établissement des programmes de construction par les maîtres d'ouvrage.

Réponse. — L'importance assignée au programme dans la suite des actions aboutissant à la réalisation d'une construction a été comprise et mise en évidence dans la nouvelle réglementation relative aux marchés publics d'ingénierie et d'architecture. Celle-ci conduit à bien distinguer l'action de programmation, qui consiste à énoncer les objectifs que vise la construction, les fonctions qu'elle doit assurer et les contraintes qu'elle doit respecter, de la conception qui doit proposer un parti architectural et des spécifications spatiales et techniques propres à satisfaire les exigences du programme. Cette tâche de programmation exige d'abord de la part des maîtres d'ouvrage une parfaite prise de conscience de leurs besoins propres, mais ils peuvent être grandement aidés dans leur tâche par des documents qui explicitent la façon dont ils peuvent les exprimer. Afin de faciliter la tâche des services qui doivent procéder à l'élaboration du programme, le ministère de l'équipement a, en effet, entrepris la confection d'un guide de programmation rappelant l'ensemble des éléments devant figurer dans un programme et présentant une méthode permettant d'aboutir à une disposition logique des indications qui seront exploitées par les équipes de concepteurs titulaires de marchés d'ingénierie et d'architecture. Pour améliorer le contenu du guide, le ministère de l'équipement a eu le souci de consulter différents responsables qui, non seulement ont à mettre en œuvre la réforme, mais doivent au cours d'opérations d'investissement exploiter le programme. Ces consultations ainsi que la mise au point du document se terminent. Le guide envisagé devrait pouvoir faire l'objet d'une première diffusion dans le courant du premier semestre 1977. Dans le cadre plus général de la formation des maîtres d'ouvrage préconisée par les pouvoirs publics et plus spécialement par le secrétaire d'Etat à la culture, ce guide contribuera à la mise en œuvre d'une série d'actions de formation qui pourraient promouvoir, par une information plus large, une meilleure qualité architecturale.

Régions : assistance à la gestion des entreprises.

21581. — 21 octobre 1976. — **M. Paul Caron** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de la mise en place d'une coordination sur le plan régional des différents établissements financiers existant dans le cadre de leur action d'assistance à la gestion des entreprises du secteur de la petite et moyenne industrie avec celle des chambres de commerce. (*Question transmise à M. le ministre de l'industrie et de la recherche.*)

Réponse. — Le ministre de l'industrie et de la recherche a donné des instructions à l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie pour que celles-ci se rapprochent des établissements financiers spécialisés (crédit national, caisse de crédit hôtelier commercial et industriel, sociétés de développement régional, caisse nationale des marchés de l'Etat, groupement interprofessionnel de la petite et moyenne industrie et les banques populaires) afin de coordonner les moyens dont ils disposent pour assister dans leur gestion les entreprises du secteur de la petite et moyenné industrie. De son côté, le ministre de l'économie et des finances, dans une lettre d'instruction sur les conditions d'utilisation de l'emprunt de 35 milliards de francs, adressée aux établissements financiers, a effectué auprès de ces derniers la démarche symétrique. Cette coordination relevant des besoins locaux et des moyens disponibles ne peut que revêtir une forme particulière à chaque région. Par ailleurs, la réalisation en est nécessairement délicate étant donné la concurrence qui existe entre les divers établissements financiers. Comme par ailleurs les instructions n'ont été données qu'au cours du dernier trimestre 1976, il n'en sera dressé un bilan qu'à la fin de 1977.

INTERIEUR

Police : réforme de structures.

20744. — 7 juillet 1976. — **M. Raymond Brosseau** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la motion du syndicat national des officiers et commandants de la police selon laquelle la demande d'identification du dossier judiciaire des intéressés par rapport à celui de leurs collègues de la gendarmerie et de l'armée, serait, selon l'administration centrale, intimement liée à la réforme de structure de la police et estime que ces deux problèmes sont à dissocier et à traiter séparément. La satisfaction des revendications exposées lui apparaît indispensable. En ce qui concerne les réformes de structures, l'étiement du corps des commandants et officiers et son remplacement par un corps d'administrateurs supérieurs de la police apparaît comme une mesure autoritaire, s'inscrivant dans la politique centralisatrice du pouvoir. En conséquence, il lui demande si, dans le cas où il persisterait dans ses projets de réforme de structures de la police, il consulterait démocratiquement les organisations syndicales concernées avant de soumettre éventuellement un projet de loi au Parlement.

Réponse. — La commission interministérielle créée le 30 septembre 1976 a été chargée par le Premier ministre d'étudier une réforme des corps et des structures de la police englobant notamment l'étude de la transposition à celle-ci des mesures prises en faveur des personnels des armées. Les conclusions qu'elle a déposées sur la réforme des corps ont été adoptées par le Gouvernement le 29 décembre 1976 ; ces conclusions sont les suivantes : ce qui concerne les commandants et officiers de la police nationale : intégration de tous les commandants de groupement et de tous les commandants principaux dans le corps des commissaires de police ; révision de la grille indiciaire des grades d'officier de paix, d'officier de paix principal et de commandant ; possibilité pour les commandants d'être nommés au choix au grade de commissaire de police, dans la proportion de quatorze pour cent des nominations dans les cinq années à venir, de onze pour cent ensuite ; modification envisagée du code de procédure pénale en vue de donner aux officiers et commandants la qualification d'officier de police judiciaire en matière de circulation routière. Il y a donc effectivement fusion en un corps unique de commandement des différentes hiérarchies que constituent dans la police les commissaires et les emplois supérieurs d'encadrement des formations en tenue. Cette fusion a pour but de faire disparaître des dualités de compétence et de donner aux forces de police une efficacité accrue. Cette réforme est capitale et trouve son fondement et sa légitimité dans l'intérêt supérieur d'un bon fonctionnement des services qui ont pour mission d'assurer la sécurité et la protection des citoyens. Il est à souligner que ces mesures présentent également un grand intérêt pour les fonctionnaires appartenant au corps des commandants et officiers puisqu'elles ont pour effet soit de les faire déboucher dans le corps de policiers le plus élevé

dans la hiérarchie par intégration directe, soit de leur en ouvrir l'accès par nomination au choix. Il est rappelé que la commission interministérielle créée le 30 septembre 1976 a entendu les responsables de toutes les organisations syndicales représentatives des personnels. Il va de soi que, conformément aux dispositions de l'article 46 du décret n° 59-307 du 14 février 1959, ces mêmes organisations seront consultées au cours de la procédure qui doit être suivie lors de l'élaboration de tout texte à caractère statutaire.

Voyages professionnels à l'étranger : visas.

20962. — 6 août 1976. — **M. Pierre Schiélé** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, les difficultés rencontrées par les citoyens français obligés de se déplacer très fréquemment à l'étranger pour raisons professionnelles en vue de l'obtention des visas nécessaires. Ces personnes, en particulier en province et en l'état actuel de la procédure, sont obligées de se démunir (par voie postale) de leur passeport chaque fois qu'elles sollicitent un visa et, par la même, ne peuvent en demander qu'un seul à la fois, ce qui les astreint à une immobilisation dans leur travail en attendant l'obtention du visa suivant (durée: de huit à dix jours). Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux intéressés d'exercer de façon plus efficace (surtout à l'exportation) leur profession, en leur donnant éventuellement la possibilité de posséder un « passeport professionnel » sur lequel seraient adjoints les visas établis sur papier libre et obtenus sur présentation du passeport habituel. Cette formule serait aussi à même de résoudre le problème de l'interdiction de pénétrer dans un pays donné, après un voyage d'affaires ou non, dans un pays belligérant.

Réponse. — Il est exact que la réglementation en vigueur en matière de passeport prévoit qu'une même personne ne peut, en principe, détenir à la fois plus d'un passeport en cours de validité. Cette règle se justifie d'autant plus que le passeport français est valable pour une durée de 5 ans et, sauf cas exceptionnel, pour tous les pays, et que son titulaire a ainsi normalement la possibilité d'effectuer tous les voyages qu'il souhaite sous le couvert de ce document. Quant aux entraves résultant de l'immobilisation des passeports dans les consulats d'un Etat étranger pour l'obtention d'un visa d'entrée, cette gêne est en définitive limitée, dans la majorité des cas, à l'obligation pour les voyageurs d'aménager le calendrier de leurs démarches et de leurs déplacements à l'étranger. Il n'en demeure pas moins, ainsi que le fait remarquer justement l'honorable parlementaire, que dans le cas de certains pays l'accomplissement des formalités de visa peut entraîner l'immobilisation du passeport pendant une durée excessive, et que cette situation peut contrarier la réalisation de voyages d'affaires et par là être préjudiciable à l'activité économique. Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a donc jugé opportun de saisir de ce problème le ministre des affaires étrangères en lui demandant d'entreprendre des démarches auprès des quelques pays qui retiennent trop longuement les passeports pour la délivrance des visas, afin de tenter d'obtenir une amélioration de cette procédure. En attendant l'aboutissement de ces démarches, des instructions ont été données, dans le sens de la suggestion présentée, aux services compétents du ministère de l'intérieur afin qu'ils accordent un second passeport aux hommes d'affaires et agents des entreprises industrielles et commerciales lorsque le recours à cette solution paraît absolument nécessaire, en particulier dans le cas de déplacements imprévus. Toutefois l'octroi de cette facilité doit revêtir un caractère exceptionnel et être limité à des situations dont l'urgence et le bien-fondé seront dûment établis. Il appartient donc aux voyageurs se trouvant dans de telles situations de présenter leur requête accompagnée des justifications nécessaires aux services préfectoraux de leur domicile. Ces mesures devraient être de nature à apporter une solution au problème posé.

Mention sur la carte nationale d'identité de certaines décorations (Légion d'honneur, Ordre national du mérite).

21175. — 10 septembre 1976. — **M. Henri Caillaet** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il est exact que la qualité de membre de l'Ordre national de la Légion d'honneur ou de l'Ordre national du mérite pourra désormais figurer sur la carte nationale d'identité. Ne pense-t-il pas que d'autres décorations pourraient également y figurer comme, par exemple, les titres de guerre. Mais surtout, ne craint-il pas que de telles mentions, qu'il juge parfaitement superflues, soient de nature à établir de fausses hiérarchies, puisqu'elles seront portées sur un document neutre par nature. Par ailleurs, lorsque les radiations intervien-

draient, les services établiraient-ils de nouvelles cartes d'identité. Il souhaite donc connaître la philosophie morale, politique et sociale, ainsi que les arguments éthiques susceptibles de justifier une si surprenante décision.

Réponse. — Il est exact qu'une circulaire du 5 août 1976 avait prévu la possibilité, pour les personnes qui en feraient la demande, de faire figurer sur leur carte nationale d'identité leur appartenance aux ordres nationaux de la Légion d'honneur et du mérite. Toutefois, à la suite de recommandations, tant du conseil européen que de l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe, le problème des cartes nationales d'identité a été étudié à diverses reprises par des comités d'experts du conseil de l'Europe. Le 28 octobre dernier, un projet de résolution a été établi tendant à uniformiser les cartes d'identité existant dans les Etats membres. La résolution spécifie que la carte nationale d'identité a pour objet essentiel « d'établir l'identité et la nationalité de son titulaire » et qu'accessoirement elle peut servir de document de voyage entre les pays membres. Une série de rubriques, destinées à figurer sur ce document dans un ordre uniforme afin de permettre un meilleur contrôle dans tous les pays, a d'autre part été arrêtée. L'ensemble des Etats membres n'a pas retenu l'hypothèse de la mention sur ce document de distinctions dont pourrait être titulaire son possesseur. La circulaire du 5 août 1976 a, en conséquence, été abrogée.

Financement des stations d'épuration.

21299. — 28 septembre 1976. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de bien vouloir préciser s'il compte accorder une priorité dans le budget de son ministère au financement des stations d'épuration, de plus en plus indispensables à la poursuite de l'équipement collectif des communes urbaines et rurales.

Réponse. — Le ministère de l'intérieur subventionne la construction des stations d'épuration sur les crédits du chapitre 65-50 « Réseaux urbains ». Sur ce chapitre peuvent également être financés les travaux d'adduction d'eau, d'assainissement et les usines de traitement des ordures ménagères. L'ensemble de ces investissements étant classé en catégorie III, c'est aux préfets de répartir les enveloppes qui sont mises globalement à leur disposition chaque année. Une priorité a été réservée à ce secteur tout au long du VI^e Plan; à cet effet, le chapitre 65-50 a progressé de 76 p. 100 entre 1971 et 1976 et les préfets avaient pour instruction de consacrer aux stations d'épuration au moins 35 p. 100 des crédits mis à leur disposition. Il ressort des comptes rendus d'exécution adressés par les préfets que le retard qui existait au début du VI^e Plan en matière de stations d'épuration a été en grande partie comblé et qu'il importe maintenant de mener de pair la réalisation des collecteurs et des stations. De nouvelles instructions ont été données en ce sens. Sur un plan plus général, le ministère de l'intérieur poursuit son effort de financement des projets d'assainissement. C'est ainsi que les crédits du chapitre 65-50 représentent, en 1977, 33 p. 100 des dotations que le ministre d'Etat consacre à l'équipement des collectivités locales. Cet important effort sera poursuivi durant le VII^e Plan.

Appels à la générosité publique : contribution des personnels municipaux.

21342. — 5 octobre 1976. — **M. Charles Zwickert** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la multiplication des appels à la générosité publique se traduisant dans une très grande majorité des cas par une mise à contribution des services municipaux. Il lui demande de bien vouloir préciser s'il ne conviendrait pas d'entreprendre des études afin de trouver une solution financière différente à ces causes dont la noblesse n'est absolument pas remise en question, susceptible d'éviter une mobilisation du personnel municipal, en particulier dans les grandes villes.

Réponse. — Il est précisé à l'auteur de la question que les collectes inscrites au calendrier national des appels à la générosité publique, dont le nombre, fixé à dix-sept pour l'année en cours, ne s'est développé que très progressivement, sont, pour la plupart, directement effectuées par les membres des œuvres concernées, grâce au concours de sympathisants bénévoles. Ce n'est qu'exceptionnellement et une fois par an seulement, à l'occasion de campagnes destinées à sensibiliser l'opinion publique sur une grande cause médicale (telle que croisade du cœur, recherche médicale, lutte contre le cancer) que les personnels municipaux ont été, avec l'assentiment des maires, invités par les préfets à collaborer au succès de collectes sollicitant l'effort

de tous et bénéficiant du soutien des moyens d'information audiovisuels. Il n'est pas avéré, en outre, que les solutions financières qui pourraient se substituer aux appels à la générosité publique constituent de meilleures réponses aux problèmes posés par les grandes causes philanthropiques. L'aide de l'Etat, si adaptée soit-elle, ne paraît notamment pas de nature à remplacer la prise de conscience et l'élan de solidarité qu'implique la participation volontaire à une œuvre d'intérêt national.

Personnels de la police nationale : indices.

21413. — 7 octobre 1976. — **M. Louis Oryoen** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de bien vouloir préciser s'il compte donner une suite favorable aux accords établis entre l'administration centrale de son ministère et les représentants de diverses organisations syndicales de la police nationale adoptés à la suite d'une longue étude du comité technique paritaire et tendant notamment à appliquer aux personnels de la police nationale des modifications indiciaires accordées aux personnels du ministère de la défense nationale.

Réponse. — S'agissant de la transposition à la police nationale des mesures prises en faveur des personnels des armées, la commission interministérielle créée le 30 septembre 1976, qui a été chargée par le Premier ministre d'étudier une réforme des corps et des structures de la police, a déposé ses conclusions sur la réforme des corps. Ces conclusions, qui ont été adoptées par le Gouvernement le 29 décembre 1976, sont les suivantes : alignement intégral de la carrière des gradés et gardiens de la paix sur celle des sous-officiers de la gendarmerie ; alignement de la carrière des enquêteurs de police sur celle des gardiens de la paix ; modification envisagée du code de procédure pénale en vue de l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire à tous les inspecteurs de police et, dans certains domaines, aux officiers de paix et commandants ; révision de la grille indiciaire des carrières d'inspecteur de police, d'officier de paix et de commandant ; application de la réforme de la catégorie A au corps des commissaires de police ; création d'un corps unique de commandement au niveau des commissaires de police et des emplois supérieurs d'encadrement des formations en tenue ; enfin, élargissement de la promotion sociale interne et des possibilités d'avancement à tous les niveaux de la hiérarchie.

Créteil (Val-de-Marne) : réalisation d'une usine d'incinération.

21455. — 12 octobre 1976. — **M. Roger Gaudon** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur l'urgence de la réalisation de l'usine d'incinération de Créteil, destinée à desservir l'ensemble des communes voisines. Bien que la mise en service de cette usine ait été prévue pour l'année 1975, la construction n'en est pas commencée et le syndicat intercommunal correspondant ne regroupe actuellement que cinq communes. Or, une enquête de *commodo incommodo* a eu lieu pendant la période des vacances à la mairie de Créteil en vue de donner à la société privée Geteba l'autorisation d'exploiter une usine de traitement des déchets urbains et industriels par pyrofusion. Ainsi les communes du secteur se trouvent mises devant le fait accompli et empêchées de participer réellement aux décisions essentielles concernant l'implantation de cet équipement, les modalités de son fonctionnement et les tarifs dont elles supporteront en définitive le coût ; par contre, la société privée Geteba se trouve en position de monopole alors qu'il s'agit d'un service public essentiel. Il importe, au contraire, de constituer un syndicat intercommunal complet, de procéder à l'ensemble des études préalables nécessaires, de consulter largement les conseils municipaux intéressés par un équipement dont les frais de fonctionnement pèsent directement sur les impôts locaux. Il lui demande en conséquence : 1° quelles dispositions sont envisagées pour constituer le syndicat intercommunal prévu au schéma directeur régional de l'évacuation et du traitement des résidus ; 2° quels crédits ont été prévus pour assurer le financement de l'usine d'incinération indispensable dans ce secteur.

Réponse. — Un syndicat intercommunal à vocation multiple avait été formé, à Créteil, en 1971-1972, pour étudier les problèmes posés par l'élimination des ordures ménagères. La réalisation d'une usine de traitement de ces déchets avait été envisagée, mais ce projet est resté sans suite. La commune de Créteil a résolu de reprendre cette affaire. Elle a d'abord eu l'intention de construire elle-même cette usine et de solliciter à cette fin le concours financier de l'Etat. Après une étude complémentaire du dossier elle a renoncé à cette formule et jugé préférable de confier la construction et l'exploitation des installations à une société spécialement créée à cet effet, la S.I.D.U.I.C. (Société d'incinération des déchets urbains et industriels de Créteil). Cette société assurera le financement

de la construction et pourra contracter les emprunts nécessaires qui seront garantis par la ville. Les capacités de traitement de l'usine excèdent les besoins de la ville de Créteil. D'autres collectivités ont donc été invitées à utiliser les installations pour détruire leurs résidus urbains. Trois d'entre elles, Saint-Maur-des-Fossés, Boissy-Saint-Léger et Villeneuve-Saint-Georges ont répondu favorablement et signé un contrat de simple clientèle.

Création d'une police d'Etat (publication des décrets).

21905. — 23 novembre 1976. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances**, de lui préciser l'état actuel d'application de la deuxième loi de finances rectificative pour 1974, notamment quant à la publication du décret prévu à l'article 21 relatif à l'intégration dans les cadres de la police nationale des agents des polices municipales des communes où a été instituée une police d'Etat. (*Question transmise à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.*)

Réponse. — Le décret n° 76-831 du 24 août 1976, publié au *Journal officiel* du 29 août 1976, a fixé les modalités selon lesquelles pouvaient être intégrés, dans le corps des gradés et gardiens de la paix de la police nationale, les agents des polices municipales en fonctions dans des communes où la police d'Etat a été instituée en vertu de l'article 21 de la loi de finances rectificative pour 1974 publiée au *Journal officiel* du 28 décembre 1974. Il est rappelé que seuls peuvent bénéficier de ce texte les agents des polices municipales en fonctions, d'une part dans les communes nommément énumérées par l'article 21 lui-même, d'autre part dans les communes où, postérieurement au 29 décembre 1974, la police d'Etat a été instituée en application du même article. La procédure d'intégration prévue par le décret du 24 août 1976 précité (demandes des intéressés, examen des candidatures par la commission administrative paritaire des gradés et gardiens de la paix de la police nationale) a été engagée. Toutes les demandes des agents des polices municipales entrant dans le cadre des modalités du décret ont été accueillies favorablement par la commission susvisée qui s'est réunie le 13 décembre 1976. A l'heure actuelle, les arrêtés portant intégration de ces agents à dater du 1^{er} décembre 1976 ont été notifiés aux intéressés.

Collectivités locales : création d'emplois.

21906. — 23 novembre 1976. — **M. Edouard Bonnefous** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que l'arrêté ministériel du 3 novembre 1958 a donné la liste des emplois communaux dont la création était possible dans les communes, suivant l'importance de leur population. Il demande : 1° si les délibérations d'un conseil municipal créant un ou plusieurs emplois prévus pour les communes de l'importance de celle qu'il administre ont besoin d'être approuvées. Le cas des villes de plus de 20 000 habitants qui désirent avoir dans leurs services non pas un mais deux ou plusieurs secrétaires généraux adjoints est particulièrement visé ; 2° dans la négative, la délibération du conseil municipal devant être envoyée à la préfecture conformément aux dispositions du code municipal, quel est alors le pouvoir du préfet en l'occurrence ; 3° quels sont également le rôle du maire et les pouvoirs du préfet lorsqu'il s'agit de la création d'un grade non prévu par le tableau indicatif, par exemple la création d'un emploi de secrétaire général adjoint dans les communes dont la population n'atteint pas 20 000 habitants.

Réponse. — Depuis la promulgation de la loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970, le contrôle exercé par l'autorité préfectorale sur les délibérations portant modification des effectifs des personnels communaux est supprimé, sauf deux exceptions : 1° s'il s'agit d'un emploi ne figurant pas déjà sur la liste des emplois permanents de la commune, confiés à un personnel exclusivement communal ; 2° s'il s'agit d'un emploi spécifique, c'est-à-dire qui ne figure pas à la nomenclature des emplois communaux ou y figure seulement pour les communes situées dans une tranche démographique supérieure. Il résulte de ces dispositions : 1° que les délibérations des conseils municipaux créant des emplois nouveaux, même prévus à la nomenclature des emplois communaux, sont soumis à approbation de l'autorité de tutelle. Il en est donc ainsi, dans les villes de plus de 20 000 habitants, de la création d'un emploi de secrétaire général adjoint et a fortiori de la création d'emplois supplémentaires de secrétaires généraux adjoints, qui ne sont pas prévus à la nomenclature des emplois communaux ; 2° que les délibérations des conseils municipaux des communes de moins de 20 000 habitants créant un emploi de secrétaire général adjoint — emploi non prévu pour cette catégorie de communes par la nomenclature des emplois

communaux, sont également soumises à approbation. Les délibérations non soumises à approbation en vertu des dispositions ci-dessus rappelées sont transmises au préfet conformément aux dispositions de l'article 41 du code de l'administration communale.

*Traitements des fonctionnaires de la police :
parité avec ceux de la gendarmerie.*

22050. — 30 novembre 1976. — **M. Roger Boileau** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin de faire bénéficier les fonctionnaires de la police nationale de toutes les catégories, y compris les retraités, des mesures prises en faveur de l'armée et de la gendarmerie à la suite du vote de la loi concernant la réforme de la condition militaire. Il lui demande en particulier de préciser s'il compte établir un calendrier de mise en application de ces dispositions.

Réponse. — La commission interministérielle créée le 30 septembre 1976 a été chargée par le Premier ministre d'étudier une réforme des corps et des structures de la police, englobant notamment l'étude de la transposition à celle-ci des mesures prises en faveur des personnels des armées. Les conclusions qu'elle a déposées sur la réforme des corps ont été adoptées par le Gouvernement le 29 décembre 1976; ces conclusions sont les suivantes: alignement intégral de la carrière des gradés et gardiens de la paix sur celle des sous-officiers de la gendarmerie; alignement de la carrière des enquêteurs de police sur celle des gardiens de la paix; modification envisagée du code de procédure pénale en vue de l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire à tous les inspecteurs de police et, dans certains domaines, aux officiers de paix et commandants; révision de la grille indiciaire des carrières d'inspecteur de police, d'officier de paix et de commandant; application de la réforme de la catégorie A au corps des commissaires de police; création d'un corps unique de commandement au niveau des commissaires de police et des emplois supérieurs d'encadrement des formations en tenue; enfin, élargissement de la promotion sociale interne et des possibilités d'avancement à tous les niveaux de la hiérarchie. Les statuts correspondants détermineront notamment dans quelles conditions les modalités de reclassement applicables aux policiers actuellement en fonctions seront transposées en faveur des fonctionnaires retraités sur la base de la situation acquise à la date de la mise à la retraite. L'élaboration de ces textes comporte une consultation du ministère de l'économie et des finances et du secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Ces différentes phases de la procédure seront suivies avec le maximum de célérité.

Code d'administration communale : imprécision.

22079. — 2 décembre 1976. — **M. Octave Bajoux** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur une disposition du code d'administration communale qui représente un facteur d'incertitude pour les élus municipaux. Après avoir fixé le principe du caractère exécutoire de plein droit des délibérations des conseils municipaux à l'article 46, du code d'administration communale prévoit des exceptions, notamment à l'article 48, pour lesquelles l'approbation par l'autorité compétente est nécessaire. A un certain nombre de cas précis s'ajoutent « les délibérations soumises à approbation ou autorisation en vertu de toute autre disposition législative » (art. 48-7°). Il lui demande de lui indiquer dans l'état actuel de la législation, quelles sont les délibérations visées à l'article 48-7° du code d'administration communale.

Réponse. — Les délibérations soumises à approbation en application de l'article 48-7° du code de l'administration communale concernent des opérations qui relèvent de nombreux ministères; l'élaboration d'une liste exhaustive présenterait d'autant plus d'aléas que les textes imposant une approbation sont parfois très anciens. Une clarification et une simplification devraient cependant intervenir dans le cadre des travaux consécutifs au rapport de la commission de développement des responsabilités locales.

Collectivités locales : auto-assurance sur garanties d'emprunts.

22249. — 11 décembre 1976. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de lui préciser la suite que le Gouvernement envisage de réserver à la proposition présentée notamment dans le cadre du récent congrès des économies régionales, tendant à l'instauration d'une instance de caution mutuelle permettant aux communes de s'auto-assurer entre elles sur des garanties d'emprunts.

Réponse. — L'instauration d'une instance de caution mutuelle pour les communes en matière de garanties d'emprunts permettrait de pallier les difficultés financières et les difficultés de trésorerie susceptibles d'être rencontrées par les collectivités locales du fait de la mise en jeu inattendue d'une garantie d'emprunt. Cette suggestion dont l'intérêt est certain est à étudier dans le cadre d'une réforme globale des conditions de gestion des collectivités locales; le système à mettre en place pourrait être défini comme suite aux travaux de la commission de développement des responsabilités locales.

Elus locaux : participation aux instances régionales.

22256. — 11 décembre 1976. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de lui préciser la suite qu'il envisage de réserver à la proposition tendant à la participation des élus locaux aux comités départementaux de l'emploi, et à celle des établissements publics régionaux aux sociétés de développement régional, proposition notamment présentée lors des récents débats du congrès des économies régionales.

Réponse. — En instituant des comités départementaux pour la promotion de l'emploi, le Premier ministre a déterminé, par arrêté du 3 mars 1976, la nature de leurs travaux et, partant, leur composition. Ces comités ont pour mission de faciliter la création d'emplois nouveaux en mettant en œuvre toutes les procédures d'aide existantes, et en mobilisant l'ensemble des moyens prévus à cette fin. Il s'agit donc d'un organe de concertation entre les services administratifs, qui, à des titres divers, disposent de moyens d'action sur l'activité et la situation des entreprises. Quant aux sociétés de développement régional, elles ont pour objet de favoriser le développement des économies régionales sous forme soit de participations au capital social d'entreprises privées, soit de prêts ou de garanties d'emprunts aux petites et moyennes entreprises. De telles interventions n'entrent pas dans le cadre des missions que la loi du 5 juillet 1972 a confiées aux établissements publics régionaux. Ceux-ci ne peuvent donc, en l'état actuel de la législation les concernant, apporter leur concours financier aux sociétés de développement régional.

Mesures envisagées pour réduire le vol des chèquiers.

22262. — 12 décembre 1976. — **M. Jacques Maury**, après avoir pris connaissance des indications contenues dans le bulletin d'information du ministère de l'intérieur, n° 49 du 24 novembre 1976, demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il peut fournir toutes informations utiles sur les grandes lignes des mesures envisagées pour réduire la progression de la délinquance commise par l'intermédiaire des chèques non payés à la suite des vols de chèquiers.

Réponse. — La répression des délits commis par l'intermédiaire de chèques volés fait actuellement l'objet d'études approfondies, menées conjointement par le ministère de l'intérieur, l'administration des P. T. T. et les différents établissements financiers intéressés. Il convient de distinguer en ce domaine les infractions commises par falsification de chèques déjà libellés et celles qui résultent de l'utilisation de chèquiers volés. S'agissant des chèques déjà libellés, les moyens de prévention envisagés visent essentiellement à limiter les possibilités de falsification, notamment par l'amélioration de la qualité du papier et des encres, et la normalisation des formules de chèques, pour lesquelles des recherches sont poursuivies. En ce qui concerne les vols de chèquiers, une surveillance accrue tant au stade de l'impression qu'à ceux de l'expédition ou de la remise au client permettra une prévention efficace. Par ailleurs, certaines techniques de personnalisation des chèques et d'amélioration de la qualité des pièces d'identité officielles doivent également être mises à l'étude.

Arbitrage rendu : délais d'effet.

22282. — 16 décembre 1976. — **M. Edgar Tailhades** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, qu'en vertu d'un arbitrage rendu le 1^{er} juillet 1974 par le préfet du Gard dans le différend opposant le syndicat intercommunal de Vidourle à l'hôpital psychiatrique d'Uzès, ce dernier devait verser audit syndicat la somme de 140 900 F. Cet arbitrage n'ayant pas reçu d'effet à ce jour, il lui demande : 1° pour quels motifs de droit et de fait l'hôpital refuse de s'acquitter de sa dette; 2° quelles mesures il compte prendre pour faire cesser d'urgence une telle situation préjudiciable aux intérêts du syndicat et partant des contribuables concernés.

Réponse. — Le coût du renforcement du réseau d'eau potable alimentant actuellement l'annexe de Prime-Combe de l'hôpital psychiatrique du Mas-Careiron, à Uzès, et qui consiste essentielle-

ment en la construction d'un réservoir avait été évalué en juillet 1974 à 140 900 francs. Il avait été alors convenu que cette somme serait versée par l'hôpital psychiatrique au syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable du Vidourle, à titre de participation aux dépenses résultant du renforcement général du réseau d'eau potable décidé par celui-ci. Cette somme a été ensuite ajustée pour tenir compte du coût réel et évaluée plus exactement à 135 793,32 francs. Le 28 octobre 1974 le conseil général du Gard proposait à l'établissement public régional du Languedoc-Roussillon d'allouer au syndicat du Vidourle une subvention de 68 200 francs, précisément destinée à la couverture partielle des travaux d'adduction d'eau rendus nécessaires par la création à Prime-Combe d'une annexe post cure de l'hôpital psychiatrique départemental du « Mas Careiron ». Cette subvention était attribuée par arrêté du préfet de région en date du 26 juin 1975. Compte tenu de la réduction ainsi constatée dans l'évaluation du coût des travaux et de la subvention versée par l'établissement public régional, l'arbitrage rendu par le préfet du Gard le 23 juillet 1976 fixait à : 135 793,32 francs — 68 200 francs = 67 593,32 francs arrondi à 67 600 francs, la participation de l'hôpital psychiatrique départemental aux travaux de renforcement du réseau de distribution d'eau potable entraîné par l'installation du centre de post cure de Prime-Combe. Par délibérations respectives en date du 20 septembre et 20 octobre 1976 la commission administrative de l'hôpital et celle du syndicat intercommunal d'adduction d'eau du Vidourle ont donné leur accord, à cet arbitrage, étant entendu que la participation de l'hôpital psychiatrique serait versée pour moitié avant le 31 décembre 1976 et pour l'autre moitié avant le 31 mars 1977, les budgets de ces organismes devant être modifiés en conséquence.

Sportifs pratiquant le tir : possession d'armes.

22298. — 16 décembre 1976. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre, d'Etat, ministre de l'intérieur**, quelles dispositions il entend prendre pour permettre aux titulaires d'une licence de la fédération française de tir de conserver les fusils et carabines de chasse rayés à percussion centrale au cas où ils ne seraient pas titulaires du permis de chasser. En effet, le décret n° 76-523 du 11 juin 1976 modifiant et complétant la réglementation du régime des armes ne semble pas permettre aux sportifs pratiquant le tir de conserver des armes indispensables à sa pratique.

Réponse. — La situation des tireurs sportifs, titulaires d'une licence de la fédération française de tir, est régie par les dispositions de l'article 19 du décret n° 73-364 du 12 mars 1973, qui n'ont pas été modifiées par le décret n° 76-523 du 11 juin 1976 complétant la réglementation du régime des armes. Ce dernier décret, en effet, n'exige aucunement que les personnes qui désirent acquérir des fusils ou carabines à canon rayé et à percussion centrale ou qui se proposent de régulariser la détention de celles déjà en leur possession soient titulaires du permis de chasser. Ces armes peuvent, en outre, être acquises et détenues en nombre illimité.

Carabine 22 long rifle : modification du classement.

22401. — 27 décembre 1976. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il ne lui paraît pas opportun, à la lumière de récents incidents, de reviser les dispositions du décret du 11 juin 1976 relatives au classement des armes à feu et classant la carabine 22 long rifle en septième catégorie, c'est-à-dire considérée arme de tir et de salon ne nécessitant pour son acquisition aucune formalité particulière, alors qu'il apparaît que la détention d'une telle arme dans les circonstances actuelles tend à accroître la criminalité dans des proportions de plus en plus préoccupantes.

Réponse. — Il a été démontré, à la suite d'une enquête récente, que les agressions commises avec des armes de poing sont, par rapport à celles commises avec des armes d'épaule, de très loin les plus nombreuses. En outre, parmi les agressions commises avec des armes d'épaule, qui sont de l'ordre de 20 p. 100 du total, la proportion de celles commises avec des carabines 22 long rifle est extrêmement faible. D'autre part, le décret n° 75-948 du 17 octobre 1975 relatif au commerce de certaines armes a institué, en ce qui concerne le commerce des armes de cinquième catégorie (armes de chasse) et de septième catégorie (armes de tir) un certain nombre de mesures de contrôle. C'est ainsi que toute vente d'arme de ces deux catégories, y compris la vente par correspondance, est assujettie à un enregistrement par le vendeur et à une justification par l'acquéreur de son identité. En outre, afin de permettre ou de faciliter d'éventuelles recherches administratives

ou judiciaires, le registre créé à cet effet doit être déposé soit au commissariat de police, soit à la brigade de gendarmerie, en cas de cessation d'activité du commerçant ou du fabricant. L'ensemble de ces mesures, auxquelles se trouvent assujetties les armes de calibre 22 long rifle, paraissent pour l'instant suffisantes.

Echelle indiciaire de certains secrétaires généraux de mairie : parution de l'arrêté.

22472. — 12 janvier 1977. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, les raisons justifiant la non parution de l'arrêté concernant la régularisation des échelles indiciaires d'une catégorie de secrétaires généraux, villes de moins de 10 000 habitants, alors que la commission nationale paritaire du personnel communal a, le 15 novembre 1976, donné un avis favorable.

Réponse. — L'arrêté concernant la modification d'échelle indiciaire des secrétaires généraux des villes de moins de 10 000 habitants a été signé le 18 janvier 1977. Publié au *Journal officiel* du 5 février 1977, il prend effet au 1^{er} novembre 1975.

Démoustication du Languedoc-Roussillon : participation de l'Etat.

22497. — 19 janvier 1977. — **M. Raymond Courrière** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, quelques éclaircissements à propos du désengagement notable et préjudiciable de l'Etat en matière de lutte contre les moustiques en Languedoc-Roussillon. Considérant en effet, d'une part, qu'une convention du 6 septembre 1963 entre l'Etat représenté par le Premier ministre et l'entente interdépartementale pour la démoustication du littoral méditerranéen représentée par son président prévoyait la participation quasi totale de l'Etat comme le stipule l'article 4 de ladite convention, qu'il n'était d'ailleurs pas précisé de durée quant à l'engagement de l'Etat et que d'autre part, cette position des pouvoirs publics aggrave notablement la situation économique du Languedoc-Roussillon, il s'étonne en conséquence de la faible participation de l'Etat depuis trois ans, plus particulièrement pour 1977 où elle ne représente que 15 p. 100 des dépenses de l'entente. Il lui demande également en vertu de quel texte la participation de l'Etat est versée à l'entente par l'intermédiaire de la mission régionale.

Réponse. — La participation de l'Etat au financement de l'entente interdépartementale pour la démoustication du Languedoc-Roussillon est solidaire de l'effort entrepris par les pouvoirs publics en vue de l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon ; c'est parce que la démoustication constituait « un préalable indispensable à la réalisation des équipements touristiques » que le Gouvernement a, depuis 1963, consenti une aide exceptionnelle à l'établissement public chargé de la lutte contre les moustiques. Les crédits affectés à cette opération ont, dès l'origine été inscrits au chapitre 41-52 du budget du ministère de l'intérieur, qui est un « chapitre d'accueil » abondé par le budget des charges communes ; ces crédits sont délégués chaque année à la mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon qui les attribue en totalité, à l'entente précitée. En 1975, un amendement parlementaire à la loi de finances rectificative (art. 65) a été adopté afin de résoudre le problème que posait le financement des opérations de démoustication ; cet amendement, rendu applicable dès l'exercice 1976, dispose que les dépenses relatives aux dites opérations sont à la charge des collectivités locales concernées, des concours éventuels pouvant leur être apportés par l'Etat et les établissements publics régionaux. Pour sa part, l'Etat, conscient des difficultés traversées par la région Languedoc-Roussillon et soucieux de ne pas compromettre les efforts en cours, a instauré un régime transitoire et exceptionnel en faveur de l'entente, maintenant une aide dégressive afin de permettre à l'établissement public régional et aux collectivités locales d'assurer progressivement le relais nécessaire. C'est ainsi que la participation de l'Etat s'est élevée à 3,5 millions de francs en 1975, 2 millions de francs en 1976 et s'élève à 1,5 million de francs en 1977. Le régime transitoire ainsi instauré doit prendre fin en 1978, date à laquelle l'entente sera alignée sur le régime commun qui s'applique déjà à ses homologues des régions Rhône-Alpes et Poitou-Charente. Il convient de noter que l'aide de l'Etat qui a pu représenter jusqu'à 80 p. 100 des dépenses de l'entente dans les années soixante, a permis la réalisation d'importants travaux de génie sanitaire rendant possible un essor touristique sans précédent de cette partie du littoral. Il est normal que, ces travaux achevés, l'aide de l'Etat aille décroissant. Il faut enfin signaler que la convention du 6 septembre 1963 passée entre l'Etat et l'entente continue à s'appliquer dans la limite de l'article 65 de la loi de finances rectificative pour 1975.

Aménagement en milieu rural de services publics polyvalents.

22568. — 26 janvier 1977. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les conclusions du comité central d'enquêtes sur le coût et le rendement des services publics qui, dans un récent rapport, a proposé un aménagement des services de base des administrations dans les zones rurales afin d'assurer la permanence des services publics et de permettre un contact plus facile avec les usagers notamment par la création de services administratifs polyvalents. Il lui demande de lui indiquer la suite qu'il envisage de réserver à ces propositions dont l'intérêt, pour les communes rurales notamment, est d'assurer un service public dans les meilleures conditions.

Réponse. — Les propositions tendant à la mise en place, en milieu rural, de services administratifs polyvalents aptes à assurer les tâches de diverses administrations locales menacées de disparaître continuent de faire l'objet d'études qui s'orientent actuellement vers des projets concrets. Les recettes postales disposant en zone d'habitat dispersé d'un réseau très étendu de points de contact avec les usagers, **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** s'est montré favorable à l'extension des attributions des receveurs postaux. Il a été décidé, dans une première phase, de leur confier certaines tâches relevant de la direction générale des impôts. Après avoir approuvé la mise en œuvre de cette expérience — sur le point de se dérouler dans quelques départements — **M. le Premier ministre**, ensuite, donné son accord pour passer, dès que possible, à une nouvelle phase s'ouvrant sur une réelle polyvalence administrative. Cette volonté de renforcement et d'élargissement de la présence administrative en milieu rural ne pourra cependant se concrétiser que par étapes progressives. Des entretiens se poursuivent entre les divers départements ministériels concernés en vue de définir la nature des attributions supplémentaires susceptibles d'être transférées et qui, selon les besoins du public, peuvent varier d'une région à l'autre. Je réunis à cet égard toutes les informations nécessaires afin d'être en mesure, en liaison avec le groupe de travail interministériel, d'élaborer des propositions concrètes permettant dans quelques départements — dont trois coïncideront avec ceux déjà choisis par la D. G. I. — de lancer effectivement ces expériences de polyvalence. J'attache personnellement le plus grand intérêt à la mise au point et au déroulement de telles expériences qui s'intègrent à la politique de lutte contre la dévitalisation des bourgs ruraux à laquelle, depuis juillet 1974, mon département apporte un soutien constant.

Manifestations spontanées sur la voie publique : sanctions.

22575. — 26 janvier 1977. — **M. Jean Colin**, se référant à la réponse à la question écrite n° 21337 publiée à la suite du compte rendu des débats du 1^{er} décembre 1976, demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de lui préciser si l'utilisation de dispositifs de sonorisation, lors de manifestations spontanées n'ayant pas fait l'objet de déclaration préalable, constitue une infraction supplémentaire et quelle en est la sanction. Il souhaite savoir, d'autre part, auprès de quelle autorité doit être faite cette déclaration pour les cortèges, défilés ou rassemblements de personnes, prévue par le décret-loi du 23 octobre 1935. Il lui demande enfin quelle est l'autorité qui a pouvoir d'exercer des poursuites en la matière.

Réponse. — 1° En application de l'article 107 du code de l'administration communale, les préfets ont pris des arrêtés interdisant dans leur département l'utilisation de haut-parleurs mobiles sur la voie publique. Il n'y a pas lieu de distinguer si ces dispositifs sont portés par des personnes ou montés sur des véhicules. Toute infraction à ces arrêtés tombe sous le coup de l'article R. 26, 15°, du code pénal (amende de 3 à 20 francs et emprisonnement de cinq jours au plus en cas de récidive). Au cas où des haut-parleurs sont utilisés au cours d'une manifestation qui n'a fait l'objet d'aucune déclaration préalable, les officiers de police judiciaire relèvent à l'égard des contrevenants les deux infractions; 2° aux termes de l'article 2 du décret-loi du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public, « la déclaration sera faite à la mairie de la commune ou aux mairies des différentes communes sur le territoire desquelles la manifestation doit avoir lieu, trois jours francs au moins et quinze jours au plus, avant la date de la manifestation. A Paris et pour les communes du département de la Seine, la déclaration est faite à la préfecture de police. Elle est faite au préfet ou au sous-préfet en ce qui concerne les communes où est instituée la police d'Etat »; Toutefois, depuis la loi du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne, dans les communes de l'ancien département de la Seine, maintenant regroupées dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, cette déclaration doit être faite aux préfets

ou aux sous-préfets de ces départements; 3° les individus qui contreviennent aux dispositions du décret-loi précité sont déférés par les officiers de police judiciaire au procureur de la République territorialement compétent. Il appartient ensuite à l'autorité judiciaire de décider de l'ouverture de poursuites à leur encontre.

Recensement de population en matière électorale : décompte des militaires.

22662. — 4 février 1977. — **M. Jean Geoffroy** expose à **M. le ministre d'Etat ministre de l'intérieur**, le fait que, dans les communes sur le territoire desquelles sont implantées des casernes, les militaires de carrière n'ayant d'autre domicile que celui qu'ils occupent à la caserne et; de surcroît, inscrits sur la liste électorale de la commune, ne sont pas compris dans le chiffre de la population municipale servant de référence en matière électorale, notamment pour la détermination du nombre de conseillers municipaux à élire. Il lui demande s'il entend prendre ou proposer des mesures pour remédier à cette situation anormale.

Réponse. — Le décret n° 62-1427 du 26 novembre 1962 fait expressément référence à la notion de « population municipale totale » pour déterminer le nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque commune. Cette référence exclut effectivement, entre autres, les militaires de carrière, qui sont compris dans la population municipale totale de la commune où ils ont une résidence personnelle; ceux-ci ne sont comptabilisés dans la population municipale totale de leur commune de cantonnement que s'ils occupent un logement extérieur au périmètre de l'établissement militaire, ce qui est d'ailleurs assez fréquemment le cas. En fait, cette option tient compte de la situation particulière d'un certain nombre de catégories socio-professionnelles qui, telle celle des militaires de carrière, ont une mobilité importante, et dont les déplacements risqueraient de fausser l'appréciation des évolutions démographiques communales. Au demeurant, l'effectif des militaires de carrière proprement dit, par rapport aux villes, grandes ou moyennes, où ils sont en général implantés, est suffisamment restreint pour ne pas jouer de façon décisive sur la détermination du nombre des conseillers municipaux à élire.

Carrière des agents techniques communaux.

22734. — 16 février 1977. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les conditions particulièrement strictes de recrutement d'agents techniques communaux dont la rémunération et les conditions de carrière ne semblent pas correspondre au niveau des diplômes et études requis, et dont les possibilités d'avancement sont particulièrement réduites. Il lui demande, dans ces conditions, s'il ne conviendrait pas de prendre les dispositions utiles et nécessaires afin qu'une amélioration de la carrière de ces personnels puisse intervenir, permettant ainsi le maintien d'un recrutement de qualité.

Réponse. — La situation des adjoints techniques communaux a déjà fait l'objet d'études et a justifié l'engagement d'une procédure de concertation avec l'association des adjoints techniques des villes de France. C'est d'ailleurs à la demande de cette association que le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur vient à nouveau de saisir **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** de propositions visant à réorganiser la carrière des adjoints techniques municipaux.

Mayotte : statut du personnel administratif français.

22817. — 18 février 1977. — **M. Louis Jung** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 14 de la loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte déterminant les conditions selon lesquelles les fonctionnaires et agents territoriaux de nationalité française restant à Mayotte pourront être intégrés dans le cadre de l'Etat, de Mayotte et des communes.

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que conformément à la loi du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte, un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions dans lesquelles les fonctionnaires et agents territoriaux de nationalité française résidant à Mayotte pourront être intégrés dans les cadres de l'Etat, de Mayotte et des communes. Auparavant, le régime administratif et financier de Mayotte et les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions du conseil général devront être fixées. D'autre part, les communes devront avoir été créées. Après l'intervention de ces textes, et les ressources de ces collectivités étant connues, il sera possible de déterminer la répartition des prises en charge du personnel concerné. Les intégrations de fonctionnaires seront effectuées avec prudence pour éviter de bouleverser l'économie locale en hypertrophiant le secteur public.

JUSTICE

Procédure pénale : insuffisante rémunération des examens psychologiques.

22711. — 9 février 1977. — M. Robert Schwint expose à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, que les honoraires dus aux psychologues agréés pour un examen psychologique effectué dans le cadre d'une instruction pénale sont fixés par l'article R. 117 du code de procédure pénale à 60 francs alors que huit heures de travail environ sont nécessaires pour exécuter ce type d'expertise, correspondant à des honoraires d'environ 400 francs lorsque le psychologue-conseil exerce à titre libéral. Il lui demande en conséquence : 1° les justifications d'une aussi grande différence de rémunération pour un même acte ; 2° s'il envisage prochainement de revaloriser très sensiblement les honoraires établis depuis 1972 par l'article R. 117 précité.

Réponse. — Le problème de la réévaluation des frais de justice en matière pénale est un de ceux qui préoccupent périodiquement la chancellerie. Un relèvement substantiel des frais de justice a été envisagé. Aussi la chancellerie a-t-elle saisi le ministère de l'économie et des finances d'un premier décret concernant le relèvement de certaines indemnités. Un deuxième décret visant les honoraires des médecins experts est actuellement à l'étude en liaison avec le ministère de l'économie et des finances qui est d'accord pour que les actes demandés à ces médecins soient rémunérés comme en matière de sécurité sociale. C'est dans ce cadre que devra être examiné le problème des honoraires dus aux psychologues agréés.

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Création d'emplois par une entreprise : prime au développement régional.

21979. — 26 novembre 1976. — M. Paul Guillard expose à M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire qu'une entreprise installée en Loire-Atlantique envisage au cours des trois années à venir, un développement de ses activités représentant un investissement d'environ 18 millions de francs et devant aboutir à la création d'environ soixante emplois. Il lui demande dans quelles conditions l'entreprise dont il s'agit est susceptible de bénéficier d'une aide de l'Etat dans le cadre des primes au développement régional.

Réponse. — D'après les renseignements fournis par l'honorable parlementaire, l'entreprise, dont il soumet le cas, est implantée dans l'agglomération nantaise et envisage d'y réaliser une extension de ses activités. D'après l'article 4 du décret du 14 avril 1976, un tel projet ne peut donner lieu à l'octroi d'une prime de développement régional, car la zone en cause est classée pour les seuls grands projets. Par contre l'entreprise peut bénéficier de la prime d'orientation agricole, puisqu'elle appartient au secteur agro-alimentaire, de l'exonération de la taxe professionnelle, de l'amortissement exceptionnel sur les bâtiments et des aides à la formation professionnelle.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Receveurs-distributeurs ruraux : statut.

22889. — 26 février 1977. — M. Roger Poudonson appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur les problèmes relatifs à la situation des receveurs-distributeurs des postes et télécommunications, responsables de l'établissement postal dans une localité rurale. Dans cette perspective, il lui demande de lui indiquer l'état actuel des modifications statutaires susceptibles d'aboutir en faveur des receveurs-distributeurs à la reconnaissance de la qualité de comptable public et à une revalorisation de leur situation, ainsi que l'annonce en avait été faite à la fin de l'année 1976.

Réponse. — Les problèmes posés par les receveurs-distributeurs font l'objet d'une attention particulière de la part de l'administration des P.T.T. qui s'efforce d'obtenir, en faveur des intéressés, la reconnaissance de la qualité de comptable public et une revalorisation de leur situation. Des propositions en ce sens ont été transmises au ministère de l'économie et des finances et au secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique. Les négociations engagées avec ces départements ministériels se poursuivent ; l'administration des P.T.T. s'emploie à les faire aboutir dans les meilleurs délais.

QUALITE DE LA VIE

Comité national de l'eau : composition.

21829. — 17 novembre 1976. — M. Roger Boileau, particulièrement intéressé par la publication et la lecture du décret n° 76-786 du 16 août 1976 modifiant l'article 15 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, demande à M. le ministre de la qualité de la vie de bien vouloir préciser la composition actuelle du comité national de l'eau et s'il compte, à l'avenir, associer aux travaux de ce comité les représentants des catégories d'usagers et ceux des conseils généraux et des conseils municipaux.

Réponse. — Le décret n° 65-749 du 3 septembre 1965 a prévu que la représentation des usagers du comité national de l'eau est assurée dans les conditions suivantes : trois représentants des chambres d'agriculture ; trois représentants des associations de pêche ; trois représentants des associations de consommateurs ou d'association pour le développement de la consommation et de l'hygiène ; deux représentants des associations de navigation intérieure ; un représentant des associations de tourisme ; un représentant des distributeurs d'eau ; un représentant des associations de riverains ; un représentant de chacune des catégories suivantes d'usagers : chambres de commerce et d'industrie ; riverains industriels ; industries agricoles et alimentaires ; industries chimiques ; industries des papiers ; industries du pétrole ; industries de la production d'électricité. La représentation des conseils généraux et municipaux est assurée de la façon suivante : trois présidents de conseils généraux ; un conseiller général d'un des départements de la région parisienne, membre du conseil d'administration du district ; trois conseillers généraux ; un conseiller municipal de Paris ; quatre maires de villes dont le chiffre de la population est supérieur ou égal à 50 000 habitants ; quatre maires de villes dont le chiffre de la population est compris entre 2 000 et 50 000 habitants, dont un président de syndicat des eaux ; quatre maires de villes dont le chiffre de la population est inférieur à 2 000 habitants, dont un président de syndicat des eaux. La représentation des usagers et des conseils généraux et municipaux est donc déjà assurée au comité national de l'eau. Il convient de signaler, par ailleurs, qu'un décret élargissant la composition du comité national de l'eau a été publié le 20 février dernier. Ce décret prévoit que le comité national de l'eau comprendra soixante-quinze membres et autant de suppléants. La représentation des usagers est assurée dans les conditions suivantes : trois représentants des chambres d'agriculture et autant de suppléants ; trois représentants des associations de pêche et autant de suppléants ; deux représentants d'associations de consommateurs ou d'associations de protection de la nature et de l'environnement et autant de suppléants ; deux représentants des associations de navigation intérieure et autant de suppléants ; un représentant des associations de tourisme et un suppléant ; un représentant des distributeurs d'eau et un suppléant ; un représentant des associations de riverains et un suppléant ; deux représentants de la pêche maritime et de la conchyliculture et autant de suppléants ; un représentant des transports maritimes et un suppléant ; un représentant et un suppléant de chacune des catégories suivantes d'usagers : chambres de commerce et d'industrie ; riverains industriels ; industries agricoles et alimentaires ; industries chimiques ; industries des papiers, cartons et cellulose ; industries du pétrole ; industries de la production d'électricité. La représentation des conseils généraux et municipaux sera assurée dans les conditions suivantes : trois présidents de conseils généraux et autant de suppléants ; un conseiller général d'un des départements de la région d'Ile-de-France, membre du conseil régional et un suppléant ; trois conseillers généraux et autant de suppléants ; un conseiller municipal de Paris et un suppléant ; quatre maires des villes dont le chiffre de la population est de 50 000 habitants et plus et autant de suppléants ; quatre maires de villes dont le chiffre de la population est inférieur à 2 000 habitants, dont un président de syndicat des eaux et autant de suppléants ; quatre maires de villes dont le chiffre de la population est compris entre 2 000 et 50 000 habitants, dont un président de syndicat des eaux et autant de suppléants. L'élargissement du comité national de l'eau permet, en particulier, aux usagers du milieu marin et aux associations de protection de la nature et de l'environnement d'y être représentés.

SANTÉ

Aides ménagères : conditions de travail.

19810. — 13 avril 1976. — M. André Méric rappelle à Mme le ministre de la santé que le dernier alinéa de la loi n° 75-1254 du 27 décembre 1975 stipule : « Le recours au service d'une aide ménagère pourra être envisagé pour prolonger l'intervention d'une travailleuse familiale dans le cas prévu à l'alinéa précédent. » Or,

le cas prévu par la loi précise que l'intervention de la travailleuse familiale est de nature à éviter le placement d'un enfant. Il constate que les aides ménagères doivent apporter une aide matérielle et morale aux personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans et aux personnes invalides, sans condition d'âge, et qu'elles n'ont reçu aucune formation pour s'intéresser aux enfants susceptibles d'être placés. Les travailleuses familiales et les aides ménagères ont, à travers leurs activités, une fonction éducative et des relations sociales différentes : les travailleuses familiales auprès des familles, les aides ménagères auprès des personnes âgées. Il constate en outre que le coût horaire d'une aide ménagère est de 13 francs alors que le coût horaire d'une travailleuse familiale est de 32,50 francs. Il n'est donc pas normal que l'on veuille faire effectuer par des aides ménagères le travail d'une travailleuse familiale sans une véritable formation et en étant sous-payée. Et lui demande quelles mesures elle compte prendre pour mettre fin à cette regrettable anomalie.

Réponse. — La loi n° 75-1254 du 27 décembre 1975 prévoit en effet le recours au service d'une aide ménagère dans le cadre de l'aide sociale, à l'enfance. Mais, les termes mêmes de la loi indiquent nettement que cette intervention vise uniquement à prolonger l'intervention de la travailleuse familiale et non à s'y substituer. Au cours des débats approfondis qui ont eu lieu au sein des deux assemblées parlementaires, le ministre de la santé a rappelé la spécificité propre de chacune de ces professions et la nature différente de leur activité ; elle a souligné à plusieurs reprises que l'intervention des aides ménagères dans les cas prévus par la loi devait rester exceptionnelle mais présentait toutefois l'avantage d'ouvrir une possibilité supplémentaire d'aide aux familles en s'ajoutant à l'action des travailleuses familiales par un soutien d'ordre essentiellement matériel, consistant à suppléer des mères de famille dans leurs tâches ménagères mais non dans leurs tâches éducatives. Si les aides ménagères travaillent plus généralement auprès des personnes âgées, certaines d'entre elles peuvent souhaiter diversifier leurs secteurs d'intervention et apporter ainsi un complément précieux à l'action des travailleuses familiales qui sont encore, dans certaines régions, en nombre insuffisant. Messieurs les préfets ont d'ailleurs été invités à veiller à ce que le plein emploi des travailleuses familiales soit assuré et à envisager un développement important du nombre des travailleuses familiales afin que la loi du 27 décembre 1975 puisse être pleinement appliquée.

Aude : suppression des travailleuses familiales.

21179. — 11 septembre 1976. — **M. Marcel Souquet** expose à **Mme le ministre de la santé** que la travailleuse familiale accomplissant à domicile les tâches familiales habituelles de la mère de famille, rend les plus grands services dans ce domaine bien particulier. Le service des travailleuses familiales est financé par la caisse d'allocations familiales qui vient d'informer l'association populaire d'aide familiale de l'Aude que les crédits arrivent à épuisement. Une telle situation va amener tout ce personnel à se retrouver au chômage dans les jours qui viennent. Les usagers feront les frais, eux aussi, de cette suppression. Le Gouvernement organisant le blocage du financement, c'est la santé des mères de famille qui en portera les conséquences. Il lui demande les raisons de ce retrait des travailleuses familiales et que soient étudiées avec le maximum d'attention les conséquences entraînées par cette réduction de crédits.

Réponse. — Les organismes de sécurité sociale participent aux frais d'interventions des travailleuses familiales dans les familles de leurs ressortissants respectifs. Les caisses d'assurance maladie supportent la charge de ces interventions lorsque celles-ci sont rendues nécessaires par une maladie de la mère dans les familles des assurés sociaux relevant du régime général pour l'ensemble des risques ou pour une partie des risques seulement. Les caisses d'allocations familiales supportent, quant à elles, la charge des interventions d'ordre social, par exemple : maternité ou décès de la mère, surcharge familiale, action préventive, etc. Le conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales a accepté qu'à partir du 1^{er} janvier 1976 les caisses d'allocations familiales assurent la gestion de l'ensemble des interventions pour leurs ressortissants, la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés leur versant globalement les sommes nécessaires pour les interventions dont le coût aurait dû être supporté par les caisses primaires d'assurance maladie. Dès le 1^{er} janvier 1976, la caisse d'allocations familiales de l'Aude a assumé la gestion des interventions en cas de maladie de la mère pour les ressortissants du régime général, et a reçu, pour cette action, une dotation de 220 000 francs à laquelle s'est ajoutée une majoration de 88 000 francs au titre des prestations de service, ces dernières ne pouvant bénéficier qu'à ses propres allocataires. Son conseil d'administration a accepté de gérer des interventions au titre de la maladie de la mère pour les familles relevant de régimes particuliers à partir du début de

juillet 1976. Pour couvrir ces dépenses, la caisse d'allocations familiales a reçu un crédit supplémentaire de 22 000 francs. Ces différents crédits ont été effectivement épuisés vers la fin du troisième trimestre de l'année 1976 et la caisse nationale des allocations familiales n'a pu lui en déléguer de nouveaux. Pour essayer cependant de faire face aux besoins d'interventions des travailleuses familiales en cas de maladie de la mère, la caisse d'allocations familiales de l'Aude a sollicité, sans succès, une aide supplémentaire auprès de la caisse primaire d'assurance maladie. Il faut observer que le coût de l'heure d'intervention des travailleuses familiales a progressé dans le département de l'Aude de 20 à 30 p. 100, en 1976 par rapport à 1975, alors que les dotations d'action sanitaire et sociale des organismes de sécurité sociale augmentaient de 12,50 p. 100. C'est pourquoi, dès le début de l'année 1976, la caisse d'allocations familiales de l'Aude a attiré l'attention des associations d'employeurs sur la nécessité de réserver les interventions aux familles dont la situation sociale est particulièrement difficile, et les a, à plusieurs reprises au cours de l'année, mises en garde, en raison du rythme rapide des interventions et de la consommation accélérée des crédits. Il est évident que la caisse d'allocations familiales de l'Aude comme la caisse nationale d'assurance maladie ne pouvaient consacrer aux interventions des travailleuses familiales des crédits suivant le rythme de l'augmentation des coûts, ce qui les aurait amenées à réduire corrélativement d'autres formes d'actions, également indispensables. Il convient enfin de rappeler que la loi du 27 décembre 1975 permet la prise en charge d'interventions des travailleuses familiales au titre de l'aide sociale à l'enfance, lorsque peut être évité ainsi, le placement des enfants. Certaines interventions qui n'étaient pas possibles jusqu'à présent seront désormais financées, et la mise en place de ce nouveau mode de financement permettra de faire face aux situations les plus préoccupantes, à la fois dans l'intérêt des familles et pour assurer le plein emploi des travailleuses familiales.

Villeneuve-Saint-Georges (construction d'un club de prévention).

21498. — 19 octobre 1976. — **M. Roger Gaudon** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur l'urgence de la création d'un club de prévention à Villeneuve-Saint-Georges. Il y a plusieurs années, un rapport circonstancié, établi par l'association d'animation du quartier Nord, avait montré l'ampleur des besoins dans un quartier particulièrement déshérité du point de vue des loisirs accessibles aux jeunes. Il en va de même pour un autre quartier de Villeneuve-Saint-Georges, le Bois-Matar. Les besoins se sont encore accrus ces dernières années avec l'extension du chômage (notamment celui des jeunes) et l'aggravation des difficultés des familles, du fait de la politique d'austérité. Or, un crédit de 60 000 francs voté par le conseil général en 1975 pour la création d'un club de prévention est resté inemployé à ce jour. Il lui demande, en conséquence : 1° quelles sont les raisons du retard apporté à la création d'un club de prévention à Villeneuve-Saint-Georges ; 2° quels sont les crédits d'Etat prévus dans l'immédiat pour permettre la construction et l'équipement des locaux indispensables et pour assurer le fonctionnement de ce club de prévention.

Réponse. — Le ministre de la santé précise à l'honorable parlementaire que le projet de création d'un club de prévention à Villeneuve-Saint-Georges est sur le point d'aboutir. A la suite du vote par le conseil général en 1975 d'un crédit destiné à assurer le démarrage de ce club, deux associations du Val-de-Marne ont été pressenties successivement pour cette mission. Après étude de la situation et analyse de leurs possibilités, ces deux associations ont dû renoncer à entreprendre cette tâche. Actuellement, l'association « Communauté 94 » a accepté de prendre en charge le club de Villeneuve-Saint-Georges et a été rendue destinataire des crédits alloués à la date du 15 septembre 1976. Un psychologue et un éducateur de cette association sont chargés depuis le 1^{er} octobre 1976 d'effectuer une étude méthodologique d'intervention sur les quartiers des Gravières et du Bois Matar. L'installation d'un club, qui sera probablement du type « action-rue », est envisagée en mars 1977. Actuellement, l'association recherche, avec l'aide de la mairie, un appartement de travail pour l'équipe éducative. Le budget de fonctionnement de cette équipe sera assuré sur le budget départemental de l'aide sociale à l'enfance. Des locaux à l'usage des loisirs des jeunes ne sont pas souhaités dans l'état des prévisions de l'action.

Centre hospitalier intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges : restauration de deux bâtiments.

21646. — 28 octobre 1976. — **M. Roger Gaudon** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur l'état d'abandon dans lequel sont laissés depuis six ans deux importants bâtiments dépendants du centre hospitalier intercommunal de 94 - Villeneuve-Saint-Georges. Il s'agit, d'une part, de l'ancien hôpital de la rue des Vignes,

construit en 1931 et restauré en 1963 (110 lits), d'autre part, de l'ancien hospice de Beaugard, qui abritait 105 lits. Depuis 1971, ces bâtiments inoccupés ne cessent de se dégrader, alors que tant de besoins restent à satisfaire en matière d'équipement sanitaire et d'accueil des personnes âgées. Il a été prévu à l'origine d'utiliser ces locaux, d'une part, pour des malades chroniques et des convalescents en réadaptation fonctionnelle, d'autre part, comme résidence pour pensionnaires âgés valides. En conséquence, il lui demande quel sera le coût des travaux de restauration rendus nécessaires par l'abandon prolongé de ces locaux, et par qui sera-t-il supporté; quelles mesures d'urgence sont envisagées pour assurer dans les meilleurs délais le plein emploi des locaux qui abritaient en 1940 215 lits.

Réponse. — Le ministre de la santé fait savoir à l'honorable parlementaire que la destination des bâtiments qui abritaient l'hôpital intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges est la suivante: l'ancien hôpital de la rue des Vignes, dont une partie a d'ailleurs été déjà modernisée, sera aménagée pour recevoir le centre régional d'informatique hospitalière. Le coût approximatif de l'opération s'élève à 4 millions de francs, mais le projet n'a pas encore été définitivement arrêté par l'architecte. L'élaboration d'un plan de financement pour la réalisation de cette opération est donc prématurée. En ce qui concerne l'ancien hospice de Beaugard, son état de vétusté et le coût démesuré qu'entraînerait sa modernisation ont amené les responsables de l'établissement à le mettre en vente.

Vacances des personnes âgées : crédits.

21762. — 9 novembre 1976. — **M. Roger Boileau** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les difficultés rencontrées par les centres de vacances à la suite de la décision du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse du 18 février 1976 tendant à une réduction de l'aide aux vacances apportée aux personnes âgées. Il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin de permettre à un nombre de plus en plus grand de personnes âgées, de bénéficier de vacances et s'il ne conviendrait pas, à cet égard, de doter le fonds national de l'action sanitaire et sociale des crédits nécessaires et suffisants permettant aux plus modestes d'entre elles d'en bénéficier. (*Question transmise à Mme le ministre de la santé.*)

Réponse. — Le ministre de la santé, à qui la question a été transmise pour attribution, fait connaître à l'honorable parlementaire que le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, a, lors de sa dernière réunion, annulé la recommandation faite aux caisses régionales de ne renouveler les bourses de vacances que tous les deux ans.

Commission nationale des institutions sociales : représentation des bureaux d'aide sociale.

21868. — 19 novembre 1976. — **M. Jean Sauvage** demande à **Mme le ministre de la santé** de bien vouloir préciser les dispositions qu'elle compte prendre afin d'assurer la représentation des bureaux d'aide sociale dans les trois sections de la commission nationale des institutions sociales et médico-sociales dont la composition a été fixée par le décret du 25 août 1976.

Réponse. — Le décret n° 76-838 du 25 août 1976 a fixé, en fonction de l'importance respective des réalisations publiques et privées dans les secteurs concernés de l'action sociale, la répartition des sièges affectés aux institutions publiques, d'une part, et aux institutions privées, d'autre part, dans chacune des trois sections de la commission nationale des institutions sociales et médico-sociales. C'est ainsi que dans chacune des deux premières sections de cette commission, les institutions publiques disposent de trois sièges dont deux sont réservés aux institutions relevant respectivement du ministre de l'éducation et du ministre de la justice. Les bureaux d'aide sociale ne gérant qu'un très petit nombre d'établissements pour mineurs, pour handicapés ou inadaptés, leur désignation pour occuper le siège affecté dans ces sections aux institutions publiques relevant du ministre de la santé n'a pu être envisagée. En revanche les bureaux d'aide sociale sont largement représentés à la troisième section qui examine les projets intéressant les institutions en faveur des personnes âgées. Trois sièges sur les cinq affectés aux institutions publiques dans cette section leur ont été attribués.

Centre hospitalier de Longjumeau : avenir du service d'orthopédie traumatologie.

22412. — 30 décembre 1976. — **M. Jean Colin** expose à **Mme le ministre de la santé** que le conseil d'administration du centre hospitalier de Longjumeau a toujours insisté, de la façon la plus claire et la plus instante, pour que le service d'orthopédie traumatologie

de cet établissement soit érigé en service hospitalo-universitaire, au moment où un poste budgétaire d'agrégé pourra être créé dans cette spécialité à l'U. E. R. de Cochin-Port-Royal. Il lui demande dès lors de vouloir bien lui faire connaître s'il est envisagé de rapporter la mesure de publication qui est intervenue au *Journal officiel* du 9 décembre et qui compromet l'avenir en prenant le contrepied de la position affirmée à plusieurs reprises aussi bien par le conseil d'administration que par la commission médicale consultative du centre hospitalier concerné.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les précisions suivantes: s'il est bien exact qu'à l'origine il a été prévu d'associer, par voie de convention avec le centre hospitalier et universitaire (Cochin) différents services de l'hôpital nouvellement édifié à Longjumeau, il est apparu que les limitations apportées à la création de postes hospitalo-universitaires notamment en 1976-1977 ne permettaient pas de satisfaire les besoins des établissements associés mais seulement les besoins prioritaires des centres hospitaliers et universitaires eux-mêmes. Compte tenu de la mise en place des installations techniques et pour éviter qu'un service effectivement ouvert à la clientèle hospitalière demeure sans chef de service titulaire pendant plusieurs années sans doute, il a été estimé de l'intérêt général de mettre le poste de chirurgien chef de service en recrutement au titre de la réglementation applicable aux centres hospitaliers généraux après classement du service en premier groupe. C'est pourquoi la vacance a été comprise à l'avis collectif publié au *Journal officiel* du 9 décembre 1976. Des candidatures recevables ayant été formulées, la procédure réglementaire doit être poursuivie, elle comporte: la consultation, pour avis, des assemblées hospitalières concernées, du préfet du département siège de l'établissement et d'une commission nationale paritaire, sur les candidatures en présence. La décision appartient au ministère qui détermine après examen notamment des différents avis précités, s'il est de l'intérêt du service de procéder à la nomination de l'un des candidats ayant sollicité le poste ou si la vacance de celui-ci doit être déclarée à nouveau.

Collecte du sang : difficultés.

22554. — 22 janvier 1977. — **M. Francis Palmero** signale à **Mme le ministre de la santé** les difficultés rencontrées dans la collecte du sang, alors que les besoins de la transfusion sanguine augmentent sans cesse. Il lui demande si elle envisage un plan d'action pour faire en sorte que les besoins vitaux soient couverts, peut-être en accordant quelques facilités aux donateurs bénévoles de leur sang.

Réponse. — Les collectes de sang organisées par les centres et postes de transfusion sanguine agréés permettent actuellement de répondre aux besoins; le nombre annuel de prélèvements nécessaires tend à se stabiliser en raison d'une utilisation plus spécifique des dérivés sanguins; c'est ainsi notamment que la transfusion de concentrés globulaires est de plus en plus souvent préférée à la transfusion de sang total, ce qui donne la possibilité à partir d'un seul prélèvement de sang de préparer plusieurs dérivés sanguins répondant aux besoins de divers malades. Il n'a pas été envisagé d'accorder des avantages aux donateurs de sang bénévoles, ceux-ci étant très attachés au caractère totalement désintéressé de leur geste.

Agents hospitaliers de certains établissements : gratuité des soins.

22573. — 9 février 1977. — **M. Adolphe Chauvin** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur l'importance du développement de l'action sociale en milieu hospitalier réalisé grâce à l'action constante de la mutuelle nationale des hospitaliers et des personnels de la santé publique. Il lui demande, devant les charges de plus en plus lourdes supportées par cet organisme, dues en particulier au remboursement des frais de consultations ou pharmaceutiques en faveur des agents hospitaliers en activité ne pouvant pas bénéficier de la gratuité des soins médicaux: ceux exerçant notamment dans les centres psychothérapeutiques, centres anticancéreux, directions départementales de l'action sanitaire et sociale, hospices, maisons de retraite ou maisons maternelles, de bien vouloir préciser les dispositions qu'elle compte prendre afin de permettre d'atténuer, pour cet organisme, les effets de cette substitution.

Réponse. — Lorsque les établissements ou services employeurs, soit ne disposent que d'équipements médicaux sommaires et de pharmacies réduites, soit ne relèvent pas du livre IX du code de la santé publique — ce qui est le cas des centres anticancéreux et des directions départementales de l'action sanitaire et sociale — le règlement d'une partie du ticket modérateur ne peut évidemment incomber qu'aux personnels intéressés ou aux mutuelles

auxquelles ces personnels sont affiliés. Il n'apparaîtrait donc pas justifié d'alléger la charge que représente, pour la mutuelle nationale des hospitaliers et des personnels de la santé publique, cette catégorie de dépenses, puisque celles-ci relèvent par nature des obligations que ledit organisme a pour objet statutaire de supporter.

Etudes d'ergothérapie : situation.

22754. — 16 février 1977. — **M. Yvon Coudé du Foresto** expose à **Mme le ministre de la santé** que les élèves qui souhaitent poursuivre leurs études d'ergothérapie enregistrent actuellement des difficultés considérables du fait, d'une part, de l'hétérogénéité des établissements qui nuit à l'obtention d'un diplôme national, du manque de formation des cadres enseignants et également de la disproportion entre la durée prévue des cours et celle qui est en réalité respectée. Etant donné l'importance qui s'attache à cette nouvelle discipline, il lui demande, en conséquence, ce qu'elle compte faire pour remédier, dans un très bref délai, à cet état de choses infiniment regrettable.

Réponse. — Le ministre de la santé tient à assurer l'honorable parlementaire de son souci de parvenir à une véritable homogénéité de la formation des ergothérapeutes. Ces professionnels sont actuellement formés par huit écoles agréées par le ministre de la santé après avis de la commission des ergothérapeutes du conseil supérieur des professions paramédicales. Ces écoles dispensent un enseignement dont le programme est identique pour toutes et fixé par arrêté ministériel, et les élèves subissent les mêmes épreuves dont une épreuve écrite sur sujet national pour obtenir leur diplôme. Enfin, la mise en place d'une formation de moniteur cadres d'ergothérapie est actuellement à l'étude par la commission compétente du conseil supérieur des professions paramédicales.

Action sociale.

Personnes âgées en milieu rural : vie sociale et soins.

22602. — 23 janvier 1977. — **M. René Jager** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale)** de bien vouloir préciser les dispositions que le Gouvernement compte prendre, en particulier en 1977, dans le cadre de l'application au milieu rural du programme finalisé pour le maintien à domicile des personnes âgées et concernant la mise en place de services et équipements nécessaires en matière d'information, de prévention, de logement, de restauration diététique, d'animation, de vie sociale et de soins.

Réponse. — Le programme finalisé pour le maintien à domicile des personnes âgées mis en œuvre au cours du VI^e Plan a permis la création d'environ 100 secteurs d'action gérontologique en milieu rural. Prolongeant cet effort au cours du VII^e Plan, le programme d'action prioritaire n° 15 s'attache à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, et plus généralement à développer leur participation à la vie sociale. La grande souplesse introduite par le nouveau programme devrait faciliter sa mise en œuvre en milieu rural, notamment en ce qui concerne les services et équipements cités par l'honorable parlementaire en matière d'information, de prévention, de logement, de restauration diététique, d'animation, de vie sociale et de soins qui sont précisément les domaines essentiels d'intervention du P.A.P. n° 15. L'attention des services a été appelée sur la nécessité d'implanter en milieu rural un nombre de secteurs pratiquement proportionnel à l'importance de la population âgée rurale de chaque département. Les initiatives prises en milieu rural qui, le plus souvent, s'inspirent d'un réel sens de la non-ségrégation et d'un souci authentique de faire participer les personnes âgées à l'animation socio-culturelle, seront encouragées dans le cadre du nouveau programme.

TRAVAIL

Retraités militaires : cotisations sociales.

20717. — 5 juillet 1976. — **M. Roger Boileau** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conditions de l'application des articles 8 et 9 de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 portant généralisation de la sécurité sociale pour les retraités militaires. L'application de ces deux textes aura en effet pour conséquence de créer, parmi les retraités, deux catégories : 1° ceux qui, affiliés durant les trois années précédant leur cessation d'activité professionnelle ou l'ouverture des droits à pension de réversion, resteront affiliés au même régime et, par voie de conséquence, ne subiront plus aucune retenue de cotisation de sécurité sociale, ni sur leur pension vieillesse, ni sur leur pension de retraite militaire ; 2° ceux qui, ne justifiant pas de ces trois années d'affiliation à un régime de sécurité sociale, soit parce qu'ils n'ont occupé aucun emploi

salarié depuis leur mise à la retraite, soit parce qu'ils ont cessé leur activité avant le 1^{er} juillet 1975, resteront obligatoirement rattachés à la sécurité sociale militaire, subissant ainsi le précompte des cotisations. Il lui demande de bien vouloir préciser les mesures qu'il compte prendre afin d'exonérer de la cotisation de sécurité sociale tous les retraités comme cela semble être le cas à l'heure actuelle pour les pensions vieillesse du régime général.

Réponse. — Il importe de préciser qu'en adoptant les dispositions de l'article 8 de la loi du 4 juillet 1975, le législateur a essentiellement entendu éviter le plus possible les mutations d'un régime d'assurance maladie à un autre régime lors de la cessation de la dernière activité exercée par les assurés. La question du versement d'une cotisation d'assurance maladie par les titulaires de pensions d'assurance vieillesse devrait être prochainement examinée dans le cadre des mesures d'harmonisation prévues par la loi du 24 décembre 1974.

Simplification des prestations vieillesse.

21254. — 24 septembre 1976. — **M. André Bohl** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale)** sur le fait que de nombreuses personnes âgées ne bénéficient pas des avantages auxquels elles pourraient légitimement prétendre. Cet état de fait semble dû particulièrement à une législation sociale de plus en plus perfectionnée, certes, mais également difficilement compréhensible pour les assujettis. Il lui demande, dans ces conditions, s'il ne conviendrait pas de simplifier, dans la mesure du possible, les législations afin d'éviter de trop nombreux retards dans les liquidations de pensions des salariés ou des commerçants ou encore pour l'obtention de l'allocation du fonds national de solidarité. (*Question transmise à M. le ministre du travail.*)

Réponse. — La simplification des régimes légaux d'assurance vieillesse est une préoccupation constante des pouvoirs publics qui l'ont toujours en vue, en même temps que l'amélioration des retraites prévues par ces régimes ; il en est ainsi également de l'information des assurés sur leurs droits au sujet de laquelle un effort de développement est poursuivi en liaison avec les organismes intéressés. En ce qui concerne le régime des salariés, les travaux statistiques les plus récents montrent que la situation s'améliore, que les stocks de dossiers en instance diminuent et que les délais de liquidation des pensions se raccourcissent ; la création par la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés du centre national de comptes individuels des assurés sociaux, géré par ordinateur, réduira encore ces délais. Quant aux commerçants et artisans, il est exact que la réforme profonde intervenue en 1972 pour aligner leurs régimes de retraite sur celui des salariés a causé une perturbation profonde, mais elle a permis par contre une revalorisation très sensible des retraites ; il y a lieu de souligner que les organismes s'organisent et on peut espérer que, dans un avenir assez proche un rythme de croisière sera atteint. Enfin, en ce qui concerne la suggestion de l'honorable parlementaire d'activer l'octroi de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, le Gouvernement est pleinement conscient des problèmes posés à un certain nombre de personnes cessant leur activité professionnelle et ayant besoin de bénéficier rapidement du fonds national de solidarité en raison de la chute de leurs ressources ; aussi se préoccupe-t-il d'apporter une solution dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

Allocation vieillesse et l'invalidité (indexation sur le S. M. I. C.).

21411. — 7 octobre 1976. — **M. André Rabineau** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale)** sur le fait que les allocations minimales (montant minimum des pensions de vieillesse et d'invalidité des salariés et non-salariés et allocation du fonds national de solidarité) ont été portées à 8 500 francs par an, soit un rattrapage de 5,6 p. 100 pour le semestre et donnant droit ainsi aux allocataires à percevoir 37,50 francs de plus par mois. A la même date, le salaire minimum interprofessionnel de croissance a été relevé de 6,2 p. 100, soit une augmentation de 87 francs par mois pour les bénéficiaires de ce dernier. Il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions que le Gouvernement compte prendre afin d'indexer les allocations minimales de vieillesse et d'invalidité sur le salaire minimum interprofessionnel de croissance ou tout au moins sur la majeure partie de ce dernier, cette mesure permettrait d'améliorer sensiblement la situation des infirmes et des personnes âgées. (*Question transmise à M. le ministre du travail.*)

Réponse. — Il n'apparaît pas que l'indexation du minimum de vieillesse sur le S. M. I. C. ou sur un pourcentage du S. M. I. C. se traduirait nécessairement par un avantage pour les personnes âgées. En prenant en considération une longue période on constate

que le minimum global de vieillesse a augmenté plus vite que le S. M. I. C. Alors que, à compter du 1^{er} janvier 1962, l'un et l'autre étaient à l'indice 100, l'on constate qu'au 1^{er} janvier 1971 le S. M. I. C. était à l'indice 215,3, alors que le minimum de vieillesse atteignait l'indice 275,9, ces chiffres étant respectivement de 310 et 441 au 1^{er} janvier 1974, 375 et 425 au 1^{er} janvier 1976. Il apparaît ainsi que, sur une longue période, l'augmentation du minimum global de vieillesse en fonction de l'évolution du S. M. I. C. aurait été plus défavorable aux personnes âgées que le système retenu par le Gouvernement. Si l'on retient seulement les trois dernières années 1974, 1975, 1976, l'augmentation du minimum (non compris la majoration exceptionnelle de 700 francs accordée au 1^{er} septembre 1975 aux bénéficiaires du F. N. S.) a été de 20,9 p. 100 en moyenne par an — réalisant un gain en pouvoir d'achat de 8 p. 100 — et celle du S. M. I. C. de 19,1 p. 100, ce qui représente un gain de 6,5 p. 100 en pouvoir d'achat. Au surplus, l'indexation du minimum sur le S. M. I. C. se traduirait par un alourdissement des tâches de gestion des caisses en raison d'un relèvement plus fréquent du S. M. I. C. Il est apparu préférable de synchroniser la revalorisation du minimum vieillesse avec le relèvement des pensions au 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année puisqu'un certain nombre d'avantages contributifs sont indexés sur l'A. V. T. S. Au 1^{er} janvier 1977, le minimum global a été porté à 9 000 francs par an pour une personne seule et 18 000 francs par an pour un ménage. Cet effort sera poursuivi pour aboutir d'ici à la fin 1977 à un montant de 10 000 francs par an pour une personne seule. L'intérêt d'une réforme globale du minimum de vieillesse n'a toutefois pas échappé au Gouvernement et des études sont en cours à ce sujet.

Revalorisation du minimum vieillesse.

21964. — 26 novembre 1976. — **M. Jean Fonteneau** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser l'état actuel des études relatives à la réforme d'ensemble du minimum vieillesse. Il lui demande en particulier de bien vouloir préciser les perspectives d'augmentation de façon substantielle de celui-ci et d'une revalorisation du plafond de ressources, de manière à compenser les effets de la hausse du coût de la vie.

Réponse. — Le minimum global de vieillesse a été revalorisé régulièrement, deux fois par an, au cours des années 1974, 1975, 1976, soit au total en trois ans une augmentation de 77 p. 100, majoration exceptionnelle de 700 francs accordée au 1^{er} septembre 1975 aux bénéficiaires du fonds national de solidarité, non comprise. L'évolution du minimum, plus rapide que celle des pensions ou du S. M. I. C., s'est traduite pour les bénéficiaires pendant cette période par un gain de 8 p. 100 par an en pouvoir d'achat. Le dernier relèvement a porté le minimum global à 9 000 francs par an au 1^{er} janvier 1977, dont 4 300 francs pour l'allocation de base de type A. V. T. S. et 4 700 francs pour l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Parallèlement, les « plafonds » de ressources ont été portés à 9 900 francs par an pour une personne seule et 18 000 francs par an pour un ménage. Ces efforts seront poursuivis afin que, conformément aux engagements du Président de la République, le minimum vieillesse atteigne 10 000 francs par an pour une personne seule avant la fin de l'année 1977. Par ailleurs, le Gouvernement demeure conscient de la nécessité de poursuivre, en liaison avec les ministères concernés et les régimes de retraite, les études relatives à une réforme globale du minimum de vieillesse.

Congé pour soigner un enfant malade : état actuel des études.

22134. — 3 décembre 1976. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser l'état actuel des études entreprises à son ministère concernant la possibilité dans les secteurs où le contingent « jour d'absence » pour soigner un enfant malade n'est pas déjà accordé à l'un des deux parents, de faire bénéficier la mère d'un congé indemnisé dans les conditions de l'assurance maladie, c'est-à-dire 50 p. 100 du salaire journalier de base.

Réponse. — Dans le cadre de l'arrêté du 21 janvier 1956 modifié fixant les prestations supplémentaires attribuées par les caisses primaires d'assurance maladie, ces organismes ont la possibilité d'attribuer aux assurés sociaux contraints de suspendre leur travail pour soigner un enfant mineur vivant habituellement au domicile, des indemnités égales au maximum aux indemnités journalières qu'ils recevraient en cas de maladie pendant une durée ne pouvant excéder un mois. Cette prestation est servie compte tenu de la situation sociale de l'assuré. Cependant, il n'est pas actuellement envisagé d'étendre au titre des prestations obligatoires, le bénéfice des indemnités journalières, compte tenu des difficultés que serait susceptible de soulever une telle mesure tant en ce qui concerne le financement que les modalités d'application.

Bilan de l'étude sur la situation de certains retraités.

22235. — 10 décembre 1975. — **M. Jean Colin** demande à **M. le ministre du travail** quelle suite a été donnée à l'étude réalisée à sa demande en 1975 sur la situation des personnes ayant pris leur retraite à Paris en 1970 et habitant la province en 1973.

Réponse. — L'honorable parlementaire se réfère vraisemblablement à une étude effectuée à l'initiative d'une caisse de retraite complémentaire du secteur privé sur une population de retraités ayant travaillé dans le secteur de la métallurgie et ayant quitté la région parisienne pour la province au moment de la prise de retraite. Cette étude dont les résultats ne semblent pas avoir été publiés porte, essentiellement, sur les caractéristiques sociales et professionnelles de cette population. Le ministère du travail a, pour ce qui le concerne, utilisé l'information collectée à l'occasion de cette première étude pour une exploitation plus fine des résultats. Les principaux éléments de cette recherche font l'objet d'un examen attentif.

Dépôt de bilan de Texac S.A. : sort du personnel.

22265. — 12 décembre 1976. — **M. Gérard Ehlers** appelle tout particulièrement l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des personnels de l'entreprise Texac S.A., dont le bilan a été déposé le 3 décembre 1976 auprès du greffe du tribunal de commerce de Paris. Cette société emploie environ 700 personnes en France, mais la majeure partie du personnel travaille dans le département du Nord ; deux usines à Armentières (350 salariés) et une à Coudekerque-Branche (172 salariés). Il lui précise que le 7 décembre 1976 eut lieu une réunion extraordinaire du comité central d'entreprise, présidée par un syndic, nommé par le tribunal de commerce de Paris. Celui-ci aurait déclaré qu'il « allait organiser le licenciement collectif du personnel mais que, pour honorer les commandes en cours, un certain nombre de postes seraient maintenus temporairement. Il lui signale que sur les 522 personnes dont l'emploi est aujourd'hui menacé de disparition, la proportion de femmes est considérable. Le sous-emploi féminin dont souffrent les régions d'Armentières et de Dunkerque s'en trouvera d'autant plus aggravé. Il insiste sur le fait que l'annonce du dépôt de bilan a d'autant plus surpris le personnel, que l'ancien directeur général, dans une note d'information du début de 1976, précisait que « la confiance était renouvelée à Texac pour une longue période et que la firme aurait ainsi les moyens, autant d'améliorer sa rentabilité, que de développer ses activités ». Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre afin d'éviter la fermeture de ces entreprises, et plus précisément, s'il n'entend pas interdire tout licenciement sans reclassement préalable, avec maintien des salaires et avantages acquis.

Réponse. — A la suite de difficultés économiques et financières importantes, qui se sont traduites notamment par l'apparition depuis deux ans d'une perte d'exploitation, l'entreprise Texac S.A., a été amenée à un dépôt de son bilan le 6 décembre 1976. Celui-ci a été converti en règlement judiciaire avec cessation d'activité par le tribunal de commerce. Les services du ministère du travail ont dû prendre acte du jugement rendu par le tribunal de commerce, qui a entraîné le licenciement du personnel de l'entreprise. Cependant, des instructions ont été données à l'agence nationale pour l'emploi pour que le cas des salariés des divers établissements soit traité prioritairement. Des actions de conversion professionnelle et de mobilité géographique seront proposées aux salariés, notamment les femmes, dont le reclassement apparaîtrait le plus difficile, en fonction de la situation locale de l'emploi et de son évolution au cours du prochain mois.

Chirurgiens-dentistes : conventionnement des tarifs.

22268. — 13 décembre 1976. — **M. Richard Pouille** expose à **M. le ministre du travail** que l'absence, entre la caisse nationale d'assurance maladie et les syndicats de chirurgiens-dentistes, d'une convention nationale définitive prévoyant un tarif opposable pour tous les actes de la nomenclature, et singulièrement les soins prothétiques, constitue la source de nombreuses difficultés dont, en définitive, les assurés sociaux sont les principales victimes. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il est permis d'espérer une prochaine solution de cet important problème.

Réponse. — Les problèmes posés par la conclusion d'une convention nationale de longue durée entre les caisses nationales d'assurance maladie et les organisations syndicales nationales représentatives des chirurgiens-dentistes et l'amélioration par cette voie de la couverture des assurés sociaux, notamment en matière de prothèses dentaires, sont au nombre des préoccupations actuelles du

ministre du travail. Il s'emploie à la recherche de solutions conciliant dans toute la mesure du possible les désirs de la profession et l'intérêt des assurés sociaux tout en tenant compte de la situation financière actuelle de l'assurance maladie.

*Pensions de reversion du régime général :
plafond de ressources des veuves.*

22288. — 16 décembre 1976. — **M. Bernard Lemarié** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin que le plafond de ressources personnelles de l'épouse bénéficiant de la pension de reversion, lequel n'existe pas au demeurant dans certains régimes spéciaux tel celui de la fonction publique, soit doublé dans le régime général, conformément aux souhaits exprimés par le Président de la République. Ce plafond, manifestement trop faible, pénalise en effet gravement les veuves travaillant, moyennant un salaire à peine supérieur au S.M.I.C.

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que les pouvoirs publics, particulièrement conscients des nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les conjoints survivants, ont assoupli de façon sensible les conditions d'ouverture du droit à pension de réversion du régime général de la sécurité sociale. C'est ainsi que, conformément au décret du 24 février 1975, les ressources personnelles du conjoint survivant sont appréciées à la date de la demande de la pension de réversion, compte tenu du montant annuel du salaire minimum de croissance en vigueur à cette date (soit 18 595 francs à ce jour) ou subsidiairement à la date du décès. Il n'est pas tenu compte des avantages de réversion ni des revenus des biens mobiliers et immobiliers acquis du chef du conjoint décédé ou disparu ou en raison de ce décès ou de cette disparition. De même, les avantages personnels de vieillesse et d'invalidité du conjoint survivant, cumulables dans certaines limites avec la pension de réversion, ne sont pas pris en considération dans ses ressources. Les conjoints survivants dont la demande de pension de réversion aura déjà été rejetée en raison du montant de leurs ressources pourront donc solliciter un nouvel examen de leurs droits, en cas de diminution de celles-ci ou d'augmentation du salaire minimum de croissance. Il est à noter qu'avant l'intervention du décret du 11 février 1971 qui a porté le plafond de ressources au taux annuel du salaire minimum de croissance au 1^{er} janvier de l'année du décès, ce plafond était fixé à 3 000 francs. Ces réformes apportent ainsi une amélioration sensible à la situation des conjoints survivants mais il n'est pas envisagé, actuellement, de modifier les nouvelles règles précitées, en raison des charges financières qui en résulteraient pour le régime général de la sécurité sociale et pour les régimes légaux obligatoires qui sont alignés sur lui.

Artisans retraités : cotisations assurance-maladie.

22330. — 20 décembre 1976. — **M. Joseph Yvon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des artisans qui prenant leur retraite, se voient réclamer pendant un an et demi une cotisation d'assurance-maladie calculée sur la base de leurs précédents revenus d'activité. Il lui demande quelles mesures il envisage pour modifier cette situation, qui représente une charge particulièrement lourde pour une profession déjà gravement éprouvée par la crise économique.

Réponse. — La cotisation annuelle de base des assurés relevant du régime d'assurance-maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, fixée pour la période allant du 1^{er} octobre d'une année au 30 septembre de l'année suivante, est assise sur les revenus professionnels de l'année civile précédente pris en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Le décalage entre la perception de ces revenus et le paiement de la cotisation déterminée en fonction desdites ressources est rendu inévitable, cette situation résultant elle-même de la périodicité des déclarations faites en vue de l'imposition sur le revenu. Les caisses mutuelles régionales ne peuvent donc se référer en l'occurrence qu'aux seuls éléments d'information contenus dans la dernière déclaration fiscale souscrite par les assurés au titre de l'année civile précédente, quelles que soient les modifications intervenues entre-temps dans la situation professionnelle des intéressés. Au reste les nouveaux retraités subissent également les inconvénients d'un tel décalage en matière d'impôt sur le revenu. Il n'en demeure pas moins qu'avait précédemment été étudiée la possibilité de faire cotiser les retraités sur le montant de leur pension dès la cessation de leur activité ; mais la mise au point d'une telle dérogation s'est avérée très délicate. C'est ainsi que l'entrée en jouissance de la pension ne coïncidant pas forcément avec une échéance de cotisation, il aurait été difficile de traduire immédiatement, dans le montant de la cotisation, une variation des éléments constitutifs de son assiette. Pour

certaines retraités, le montant de la pension ne peut que refléter très imparfaitement leur situation financière réelle, alors qu'une dérogation à la règle générale n'aurait pu, en tout état de cause, se concevoir qu'en faveur des plus démunis, ce qui aurait obligé les caisses à connaître l'ensemble des revenus de leurs ressortissants. Aussi, le Gouvernement a-t-il préféré recommander, lorsque la situation des intéressés le justifie, la prise en charge par les caisses mutuelles régionales, au titre de leur action sanitaire et sociale, de tout ou partie des cotisations des travailleurs indépendants accédant à la retraite. Il est toutefois rappelé que les assurés bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité n'ont pas, en ce qui les concerne, à souffrir du décalage entre l'année de référence et l'année d'exigibilité des cotisations. Pour ces personnes, le versement de la cotisation n'a pas à être effectué à compter de la date d'entrée en vigueur de l'allocation précitée. Quoi qu'il en soit, des études sont poursuivies en vue de rechercher les mesures qui seraient de nature à pallier les effets de la situation évoquée par l'honorable parlementaire.

Sécurité sociale : prescription.

22356. — 22 décembre 1976. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le ministre du travail** les raisons qui s'opposent à ramener la prescription ouverte à l'administration de la sécurité sociale à deux années, durée qui, par ailleurs, est celle retenue contre les créanciers de cet organisme.

Réponse. — L'article L. 153 du code de la sécurité sociale qui fixe à cinq ans la prescription des cotisations de sécurité sociale a repris les dispositions de l'article 2277 du code civil selon lequel « tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts se prescrit par cinq ans ». Au contraire selon les articles 1234 et 1377 de ce même code, toute personne qui a acquitté une dette dont elle n'était pas redevable a droit d'introduire pendant trente années une action en répétition de l'indu. Cette règle pourrait aboutir à ce qu'un assuré ayant reçu à tort des prestations du fait du versement par son employeur de cotisations indues, soit menacé pendant trente années d'avoir à reverser lesdites prestations. C'est pourquoi l'article L. 141 du code de la sécurité sociale a prévu une courte prescription (deux ans) aussi bien en ce qui concerne la demande de répétition formulée par l'employeur à l'encontre de l'organisme de recouvrement que celle formulée par cet organisme à l'encontre du bénéficiaire de prestations. Il n'existe par contre aucun motif de déroger au droit commun en matière de versement des cotisations, le délai de prescription étant relativement court. Au surplus, le maintien de ce délai apparaît indispensable sur le plan pratique pour que les organismes de recouvrement puissent utilement procéder au contrôle des entreprises débitrices.

Création d'une direction régionale de la sécurité sociale à Besançon.

22446. — 6 janvier 1977. — **M. Robert Schwint** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que le programme d'action prioritaire n° 16 prévu dans le VII^e Plan de développement économique et social sous le titre « développer la prévention et l'action sociale volontaire » prévoit en conclusion que « la mise en place de directions régionales communes fusionnant les services régionaux de l'action sanitaire et sociale et les directions régionales de la sécurité sociale permettra d'accroître la cohérence des interventions de l'Etat ». Or cette fusion pose un problème en Franche-Comté, puisque, si la capitale régionale dispose d'une direction régionale de l'action sanitaire et sociale, Besançon dépend de Dijon en ce qui concerne la direction régionale de la sécurité sociale. Il lui demande si, dans les perspectives du Plan, il n'estime pas nécessaire de créer à Besançon une direction régionale de la sécurité sociale.

Réponse. — Le projet d'organisation nouvelle des services extérieurs des ministères du travail (sécurité sociale) et de la santé comporte l'harmonisation des circonscriptions de sécurité sociale, actuellement au nombre de seize sur le territoire métropolitain, avec les vingt-deux régions. Il est donc envisagé de créer, dans des délais à déterminer, une direction régionale des affaires sanitaires et sociales à Besançon ; elle rassemblera les attributions du service régional de l'action sanitaire et sociale de Franche-Comté et celles actuellement exercées par la direction régionale de la sécurité sociale de Dijon afférentes à la région de Franche-Comté. Il est précisé, d'une part, que les transferts d'attributions n'entraîneront pas de transfert des personnels, les postes nouveaux étant offerts aux candidats par voie de mutation ou de promotion ; d'autre part, que ce transfert d'attribution intéressera exclusivement les services de l'Etat, la territorialité et les attributions des caisses régionales d'assurance maladie et d'assurance vieillesse n'étant pas affectées par la réforme.

Etudiants de plus de vingt ans : couverture sociale (cas particuliers).

22528. — 21 janvier 1977. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation d'une famille de quatre enfants dont les deux premiers respectivement nés en 1955 et en 1956 ont des difficultés dans le déroulement de leurs études et préparent un brevet de technicien de génie civil et une terminale dans un lycée. Le troisième enfant effectue son service militaire et le quatrième est toujours d'âge scolaire. Pour cette famille très modeste la sécurité sociale considère, en ce qui concerne les deux premiers enfants, qu'elle ne peut plus les assurer comme étudiants âgés de plus de vingt ans. Or, devant le coût particulièrement élevé des assurances volontaires, il lui demande s'il ne conviendrait pas de prévoir des dispositions permettant aux enfants de cette famille particulièrement modeste et digne d'intérêt de bénéficier d'une couverture sociale.

Réponse. — Le ministre du travail informe l'honorable parlementaire que l'article 11 de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975 tendant à la généralisation de la sécurité sociale, est intervenu en faveur de lycéens de plus de vingt ans dépourvus de protection sociale. En effet, cet article prévoit que la qualité d'ayant droit au regard de la sécurité sociale peut être reculée au-delà de l'âge limite de vingt ans pour les élèves ayant dû interrompre leurs études pour cause de maladie. Le décret n° 76-940 du 12 octobre 1976 qui en fixe les conditions d'application, retient des règles simples qui englobent toutes les interruptions d'études primaires, secondaires ou technologiques causées par la maladie. Les élèves qui n'entrent pas dans le champ d'application de ces textes doivent, pour s'assurer une couverture sociale, souscrire une assurance volontaire contre le risque de la maladie et les charges de la maternité. Il convient de préciser à cet égard, que les jeunes âgés de moins de vingt-deux ans bénéficient d'un taux réduit de cotisations et qu'ils ont la possibilité, s'ils sont issus de familles aux revenus modestes, de solliciter la prise en charge, totale ou partielle, de ces cotisations par le service départemental de l'aide sociale. Il doit en outre être précisé que des études sont actuellement en cours, conformément au vœu exprimé par le Parlement, en vue d'étendre la protection sociale à toutes les personnes qui en sont encore dépourvues.

UNIVERSITES**Clermont-Ferrand : effectif des enseignants de l'I. U. T.**

20561. — 22 juin 1976. — **M. Roger Quillot** interroge **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** sur les menaces que ses décisions font courir à l'existence même des instituts universitaires de technologie (I. U. T.). Aux difficultés financières sérieuses que connaissent ces institutions du fait de la dégradation des subventions qui leur sont accordées, s'ajoute aujourd'hui une réduction de leurs effectifs. C'est ainsi qu'à l'I. U. T. de Clermont-Ferrand quatre postes, créés et occupés, ne seront pas pourvus pour la rentrée universitaire, tandis que l'on envisage la réduction des programmes d'enseignement définis par la commission pédagogique nationale. De telles mesures ne pourraient que conduire, à brève échéance, à la disparition d'une institution dont l'importance du rôle dans la formation des cadres moyens n'est plus à démontrer. Il lui demande si elle approuve une telle démarche et si elle est disposée à rétablir les postes supprimés à Clermont-Ferrand. Il lui demande également de bien vouloir définir sa position au regard des intentions qui lui sont prêtées de réduire les horaires des programmes d'enseignement.

Réponse. — L'I. U. T. de Clermont-Ferrand est doté de 73 postes d'enseignants soit, au regard des normes nationales d'encadrement un excédent de 40,3 p. 100. Au volume horaire d'enseignement résultant des obligations de service de ces 73 enseignants, s'ajoutent les 8 000 heures complémentaires attribuées à cet établissement lors de la répartition initiale. Par ailleurs, cet I. U. T. a reçu 1 000 heures complémentaires au 10 janvier 1977 pour rémunérer les enseignants issus de la profession. Le total obtenu lui permet d'assurer normalement les enseignements.

Université de Metz : situation.

22866. — 25 février 1977. — **M. André Bohl** expose à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** les difficultés que rencontre l'université de Metz en matière de dotations tant en moyens qu'en personnel. Il lui demande que les mesures indispensables soient prises pour permettre à une région frontalière de développer l'ascension culturelle de sa population. Elles sont d'autant plus nécessaires que les difficultés économiques, sociales et culturelles sont plus grandes qu'ailleurs en raison de la jeunesse de la population et de l'évolution des emplois.

Réponse. — La répartition des moyens tant en ce qui concerne les crédits de fonctionnement que les crédits d'heures complémentaires d'enseignement obéit au plan national à l'application d'indicateurs uniformes. L'université de Metz est loin d'avoir été défavorisée par l'application de ces critères de répartition. En effet, de 1975 à 1977, alors que ses effectifs croissaient de moins de douze et demi pour cent, les crédits de fonctionnement général et pédagogique et de renouvellement de matériel dont elle a bénéficié ont crû de plus de vingt et un pour cent. De même, les crédits d'heures complémentaires d'enseignement ont, pour cette période, progressé de plus de douze pour cent. En ce qui concerne les dotations en personnels, un effort tout particulier a été accompli en faveur de cet établissement avec la création de 3 emplois de personnel enseignant ou 1^{er} octobre prochain et de 3 autres emplois au titre de la formation continue.

Errata.

Au *Journal officiel* du 8 mars 1977
(Débats parlementaires Sénat).

Page 261, 2^e colonne, 15^e ligne de la question écrite n° 22362 de M. Gérard Ehlers, au lieu de : « L'importance de cette suppression sur les conditions de transport des cheminots est assez faible... », lire : « l'incidence de cette suppression sur les conditions de transport des cheminots est assez faible... ».

Au *Journal officiel* du 15 mars 1977.

Page 285, 1^{re} colonne, 22^e ligne de la question écrite n° 22186 de M. Gérard Ehlers, au lieu de : « notamment dans le cadre de la politique de déconcentration administrative d'art... », lire : « notamment dans les disciplines « Economie familiale et sociale » et « Dessin d'art ».

ABONNEMENTS			VENTE au numéro.
	FRANCE et Outre-Mer.	ÉTRANGER	FRANCE et Outre-Mer.
	Francs.	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :			
Débats	22	40	0,50
Documents	30	40	0,50
Sénat :			
Débats	16	24	0,50
Documents	30	40	0,50

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone { Renseignements : 579-01-95.
Administration : 578-61-39.

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés,
de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.